

SÉNAT

TABLES

DES QUESTIONS ÉCRITES ET ORALES

ayant reçu une réponse au cours de l'année 1962



SÉNAT

TABLES

DES QUESTIONS ÉCRITES ET ORALES

ayant reçu une réponse au cours de l'année 1962

SOMMAIRE

	Pages
I – Table analytique des questions écrites	3
II – Table nominative des questions écrites	51
III – Table analytique des questions orales	65
IV – Table nominative des questions orales	71

SÉNAT

TABLE ANALYTIQUE DES QUESTIONS ÉCRITES

ayant reçu une réponse au cours de l'année 1962.

A

ABATTEMENTS DE ZONE. — Voir : *Loyers* (n° 2586).

ABATTOIRS

N° 2395 M. Georges Rougeron :

De la nécessité de publier un texte réglementaire en vue de mettre fin aux procédés actuellement en usage dans les abattoirs pour la mise à mort des animaux.

(Agriculture. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 128, 129.)

N° 2909 M. Georges Rougeron :

De la possibilité, pour l'Etat, d'indemniser les propriétaires de tueries particulières, dont la suppression a été décidée.

(Agriculture. — J. Q. Débats du 20-11-1962, p. 1331.)

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION. — Voir : *Armée* (n° 2473).

ACCIDENTS DU TRAVAIL

N° 2218 M. Jean Bardol :

Nombre de déclarations d'accidents du travail pour la région minière du Nord et du Pas-de-Calais, au cours des années 1959 et 1960.

(Industrie. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 61.)

N° 2247 M. Etienne Dailly :

Mesures à prendre pour qu'en matière d'accidents du travail les instructions administratives de la direction générale de la sécurité sociale cessent d'être contraires à la loi et aux décisions des tribunaux.

(Travail. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 28.)

N° 2863 M. Etienne Dailly :

Dans le cas où les stagiaires des écoles d'agriculture sont victimes d'accidents du travail, de la possibilité, pour le calcul des indemnités journalières ou des rentes à servir, de substituer au salaire de régisseur, le traitement moyen d'un ingénieur débutant.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1281, 1282.)

Voir aussi : *Fonctionnaires* (n° 2727).

ACTION RURALE. — Voir : *Postes et télécommunications* (n° 3001).

ACTIONS DE SOCIÉTÉS. — Voir : *Sociétés anonymes* (n° 2500).

ADJUDICATIONS. — Voir : *Impôts* (n° 2228, 2706).

AFRIQUE NOIRE

N° 2426 M. André Fosset :

Au sujet de la situation difficile de certains travailleurs originaires des différents pays d'Afrique noire, et des mesures que compte prendre le Gouvernement pour normaliser les transferts de ces travailleurs, et leur assurer le contrôle de leur emploi et la garantie des prestations sociales.

(Travail. — J. O. Débats du 9-5-1962, p. 187.)

AGADIR. — Voir : *Impôts* (n° 2465).

AGENCES POSTALES. — Voir : *Postes et télécommunications* (n° 2604).

AGENTS D'ASSURANCE. — Voir : *Impôts* (n° 2214).

AGENTS AUXILIAIRES. — Voir :

— *Collectivités locales* (n° 2293) ;

— *Fonctionnaires* (n° 2264, 2330) ;

— *Postes et télécommunications* (n° 2641).

AGENTS COMMUNAUX. — Voir : *Collectivités locales* (n° 2140, 2293).

AGENTS IMMOBILIERS

N° 2841 M. Guy de La Vasselais :

Conditions légales que doivent remplir les chambres syndicales d'agents immobiliers pour recevoir les dépôts de fonds-clients, dont la garantie est couverte par une assurance.

(Justice. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1349.)

AGRICULTURE

N° 1880 M. Jacques Vassor :

Au sujet de l'aggravation du malaise paysan consécutive aux déclarations du Premier ministre concernant l'aide apportée par chaque Français en vue de maintenir les cours agricoles.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 9-5-1962, p. 185.)

AIDE SOCIALE

N° 2117 M. René Tinant :

Mesures envisagées pour mettre un terme à la détresse dans laquelle se trouvent les 200.000 aveugles et grands infirmes, tributaires de la législation d'aide sociale.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 27.)

N° 2587 M. Jean de Bagneux :

Conditions exactes dans lesquelles doivent être appréciées les ressources des personnes âgées ou infirmes, en vue de l'attribution de l'allocation-loyer au titre de l'aide sociale.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 15-6-1962, p. 512, 513.)

N° 2591 M. Roger Menu :

Conditions précises dans lesquelles doivent être affectés les arrérages des pensions perçues à termes échus, servis aux personnes placées dans un hospice au titre de l'aide sociale.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 15-6-1962, p. 513.)

N° 2607 M. Yvon Coudé du Foresto :

Conditions dans lesquelles peuvent être évalués équitablement les frais de fonctionnement des bureaux d'aide sociale pouvant être répartis entre l'Etat et les collectivités locales.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 15-6-1962, p. 513, 514.)

N° 2644 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que le plafond des ressources qui conditionnent l'octroi de l'allocation d'aide sociale aux aveugles et grands infirmes, soit très rapidement rehaussé en fonction de l'augmentation du coût de la vie depuis 1956.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 15-6-1962, p. 514.)

ALCOOLS. — Voir : Impôts (n° 2331).

ALGERIE

N° 2230 M. Bernard Lafay :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour protéger efficacement l'existence d'un certain nombre de commissaires de police désignés comme victimes à abattre aux tueurs du F.L.N. par l'agence officielle de presse du G.P.R.A.

(Intérieur. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 62.)

N° 2542 M. André Dulin :

Des intentions du Gouvernement en ce qui concerne l'utilisation des soldats du contingent pour le maintien de l'ordre en Algérie après le cessez-le-feu.

(Armées. — J. O. Débats du 23-5-1962, p. 296.)

N° 2590 M. Etienne Dailly :

Au sujet d'un opuscule intitulé : « L'Algérie de demain », adressé aux maires des départements, et des dépenses entraînées par sa publication et sa diffusion.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 20-6-1962, p. 545.)

N° 2592 M. Pierre de Chevigny :

Raisons pour lesquelles des Français d'Algérie, expulsés pour délit d'opinion, mais n'ayant fait l'objet d'aucune poursuite judiciaire, ne peuvent, malgré les accords d'Evian, retourner librement en Algérie.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 11-5-62, p. 194.)

ALGERIE (suite).

N° 2633 M. André Armengaud :

Dispositions envisagées par le Gouvernement en vue de permettre aux nombreux Français, expulsés d'Algérie pour des raisons politiques, d'y retourner ensuite pour reprendre leurs activités professionnelles antérieures.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 6-6-1962, p. 444.)

N° 2643 M. René Montaldo :

Au sujet de la situation que réservent les accords d'Evian, après l'autodétermination, aux fonctionnaires français de l'enseignement supérieur en Algérie.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 15-6-1962, p. 510, 511.)

N° 2748 M. Georges Cogniot :

Sanctions qui ont été prises à l'encontre de ceux des fonctionnaires et enseignants d'Algérie, qui ont fait grève pour protester contre la condamnation de l'ex-général Jouhaud.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 11-7-1962, p. 874.)

N° 2749 M. Georges Cogniot :

Textes légaux en vertu desquels le recteur d'Alger a pu être conduit à suspendre le paiement du traitement de son personnel et à abolir la réglementation en vigueur sur les congés de maladie.

(Education nationale. — J. O. Débats du 26-7-1962, p. 1219.)

N° 2763 M. Pierre de Chevigny :

De la possibilité d'autoriser le retour en Algérie des Français à l'encontre desquels une mesure d'interdiction de séjour sur ce territoire avait été prise.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 11-7-1962, p. 874.)

N° 2797 M. Georges Rougeron :

De l'utilité qu'il y aurait à publier, pour la documentation parlementaire, un recueil chronologique des principales déclarations faites par le Gouvernement français et le G.P.R.A. sur la question algérienne, depuis le début de l'insurrection jusqu'aux accords d'Evian.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1250.)

N° 2862 M. Guy Petit :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire face aux engagements résultant de travaux exécutés, ou de marchés passés par des entreprises métropolitaines pour le compte de villes, de syndicats de communes, ou d'organismes divers en Algérie.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 30-12-1962, p. 1319.)

N° 2935 M. René Dubois :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer l'équité et la sécurité matérielle dues aux personnes âgées qui ont cotisé pendant longtemps à l'association de prévoyance des professions libérales d'Afrique du Nord.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1344.)

Voir aussi :

- Amnistie (n° 2571, 2990) ;
- Armée (n° 2265, 2300, 2301, 2348, 2434, 2453, 2459, 2670, 2802, 2849, 2950) ;
- Collectivités locales (n° 2854) ;
- Congés (n° 2752) ;
- Enseignement (n° 2751, 2629, 2755, 2945) ;
- Etablissements hospitaliers (n° 2762) ;
- Fonctionnaires (n° 2256, 2346, 2767) ;
- Impôts (n° 2183, 2690) ;
- Listes électorales (n° 2943) ;
- Magistrats (n° 2240, 2697, 2867) ;
- Médecins (n° 2968) ;
- Rapatriés (n° 2702, 2805) ;
- Sécurité sociale (n° 2790, 2956).

ALLEGEMENTS FISCAUX. — Voir : *Impôts* (n° 2109, 2228, 2444.)

ALLOCATION LOGEMENT

N° 2248 M. Georges Rougeron :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à certaines anomalies dont est entourée l'application de l'allocation logement, par suite de l'interprétation donnée à la circulaire de M. le ministre des finances en date du 18 mars 1955.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 57, 58.)

N° 2298 M. Bernard Chochoy :

De l'opportunité qu'il y aurait à réviser très rapidement l'interprétation donnée actuellement par l'administration à l'article 88 de la loi du 23 décembre 1960 concernant l'allocation logement.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 58, 59.)

N° 2299 M. Bernard Chochoy :

De l'opportunité qu'il y aurait à revenir sur les dispositions de l'article 12 du décret du 30 juin 1961, qui a supprimé la possibilité de prendre en compte les remboursements anticipés pour le calcul de l'allocation logement.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 66, 67.)

N° 2416 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité qu'il y aurait à simplifier la réglementation actuelle concernant l'allocation logement.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 67.)

N° 2698 M. Bernard Chochoy :

Cas particulier des fonctionnaires, notamment des instituteurs, qui cumulent l'indemnité compensatrice de logement et l'allocation logement.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1258.)

ALLOCATION LOYER. — Voir : *Aide sociale* (n° 2587).

ALLOCATION DE RACCORDEMENT. — Voir : *Mineurs de fond* (n° 2415).

ALLOCATIONS SUPPLEMENTAIRES. — Voir :

- *Exploitants agricoles* (n° 2268, 2270, 2736) ;
- *Fonds national de solidarité* (n° 2773) ;
- *Impôts* (n° 2565).

ALLOCATION-VIEILLESSE

N° 2820 M. Bernard Chochoy :

Au sujet d'une demande d'homologation d'une décision de de la caisse d'allocation-vieillesse des experts comptables et comptables agréés, qui modifie les conditions dans lesquelles seront attribuées les allocations de base de la loi du 17 janvier 1948, et les retraites complémentaires.

(Travail. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1266.)

Voir aussi : *Fonds national de solidarité* (n° 2373).

ALLOCATION AUX VIEUX TRAVAILLEURS SALAIRES. —

Voir :

- *Fonds national de solidarité* (n° 2404, 2773).
- *Impôts* (n° 2565).

AMENDEMENTS CALCAIRES. — Voir : *Subventions* (n° 2933).

AMNISTIE

N° 2571 M. Raymond Guyot :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soient amnistiées toutes les condamnations encourues à l'occasion de la lutte du peuple français en faveur de la négociation et de la paix en Algérie.

(Justice. — J. O. Débats du 9-5-1962, p. 187.)

AMNISTIE (suite).

N° 2990 M. André Picard :

De l'incidence de l'amnistie édictée par l'Exécutif provisoire algérien le 17 juillet 1962, dans le cas particulier d'un officier français traduit devant le conseil d'enquête militaire à la suite de la perpétration d'un délit de droit commun en Algérie avant le 3 juillet 1962.

(Armée. — J. O. Débats du 20-12-1962, p. 1444.)

AMORTISSEMENT DEGRESSIF. — Voir : *Etablissements hospitaliers* (n° 2768).

ANCIENS COMBATTANTS

N° 2112 M. Charles Laurent-Thouverey :

Conditions précises dans lesquelles une personne peut se prévaloir du titre « d'ancien combattant » pour l'utiliser à des fins diverses.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 15.)

N° 2203 M. Jean Brajeux :

Raisons pour lesquelles le titre de « combattant volontaire 1939-1945 » est refusé aux résistants titulaires de la carte C. V. R.

(Armée. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 15.)

N° 2432 M. Eugène-Romaine :

De la possibilité pour un ancien combattant de la guerre 1939-1945, répondant au surplus à certaines conditions particulières, de percevoir la retraite du combattant au taux annuel de 12,73 NF.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 147.)

N° 2446 M. Charles Naveau :

Mesures envisagées pour que la procédure et le règlement des pourvois en instance devant les tribunaux de pensions puissent être accélérés.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 18-7-1962, p. 976, 977.)

Voir aussi :

- *Débts de tabacs* (n° 2375) ;
- *Fonctionnaires* (n° 2576).

ANTILLES. — Voir :

- *Etablissements hospitaliers* (n° 2661) ;
- *Fonctionnaires* (n° 2917) ;
- *Marchés de fournitures* (n° 2753, 2754).

APICULTURE

N° 2236 M. Paul Lévêque :

Au sujet des intentions prêtées au Gouvernement de lancer sur le marché un miel comprenant un mélange de miel français et de miel étranger.

(Agriculture. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 47.)

APPELS D'OFFRES

N° 2206 M. Michel de Pontbriand :

De la possibilité de considérer comme faits au nom de l'Etat, les appels d'offres pour la fourniture de denrées alimentaires libellés par l'administration générale de l'assistance publique à Paris.

(Agriculture. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 47.)

ARMEE

N° 2148 M. Hubert Durand :

Au sujet du refus de sursis d'incorporation à des jeunes gens inscrits au centre national d'enseignement par correspondance.

(Armées. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 15.)

N° 2158 M. René Montaldo :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à certaines inégalités choquantes résultant de décisions relatives à l'attribution de sursis d'incorporation.

(Armées. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 15.)

ARMÉE (suite).**N° 2254** M. Georges Cogniot :

Du décompte détaillé et du montant global des crédits des budgets de 1958 et 1962 intéressant à des titres divers les services relatifs à la guerre.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 21-3-1962, p. 84.)

N° 2260 M. Marcel Boulangé :

Au sujet des difficultés dans lesquelles se trouvent certains jeunes gens pour fournir les certificats exigés en vue d'obtenir un sursis d'incorporation.

(Armées. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 49.)

N° 2265 M. Etienne Dailly :

De la possibilité pour un militaire, tuteur ou subrogé tuteur de ses frères et sœurs mineurs dont il est au surplus le principal soutien matériel, d'être exempté de service en Algérie ou, s'il y sert déjà, d'être rapatrié en métropole.

(Armées. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 15.)

N° 2274 M. Jacques Duclos :

Au sujet de la présence comme chef militaire de l'O.T.A.N. d'un ancien général de la Bundeswehr, responsable de crimes de guerre au cours de la seconde guerre mondiale.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 12.)

N° 2284 M. Adolphe Dutoit :

Au sujet de l'émotion considérable causée dans le Nord de la France par le coup de main de l'O. A. S. au fort d'Englos, et des mesures que compte prendre le Gouvernement à l'encontre de certains officiers suspects de sympathie à l'égard de cette organisation.

(Armées. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 49.)

N° 2300 M. Fernand Auberger :

Cas particulier d'une jeune soldat d'A. F. N., libérable depuis le mois de juin 1961, actuellement soigné dans un hôpital militaire, et qui n'a perçu aucune solde depuis son hospitalisation.

(Armées. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 49.)

N° 2301 M. Bernard Lafay :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour renseigner et rassurer d'urgence l'opinion publique sur la situation actuelle des soldats français prisonniers du F. L. N.

(Armées. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 49, 50.)

N° 2326 M. André Armengaud :

Des suites judiciaires données après la publication par un hebdomadaire d'un article au cours duquel un officier était incriminé.

(Armées. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 50.)

N° 2348 M. Etienne Dailly :

Textes législatifs en vertu desquels sont actuellement affectés en Algérie des orphelins et des chefs ou soutiens de famille résidant en métropole.

(Armées. — J. O. Débats du 21-3-1962, p. 84.)

N° 2354 M. Michel Kauffmann :

Au sujet de la qualification précise d'un étranger dont la présence a été établie dans des groupements militaires français au cours de la guerre 1939-1940.

(Armées. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 50.)

N° 2384 M. le général Ganeval :

Au sujet de la situation particulière de deux anciens sous-officiers, reçus au concours d'huissier appariteur de la justice militaire.

(Armées. — J. O. Débats du 21-3-1962, p. 84.)

N° 2385 M. le général Ganeval :

Au sujet de la situation particulière de certains sous-officiers des armes admis dans les cadres de certains services avant la promulgation de la loi du 28 décembre 1959, et qui ont été mis à la retraite postérieurement à cette date.

(Armées. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 50.)

ARMÉE (suite).**N° 2434** M. Bernard Lafay :

Mesures qui ont été prises pour renseigner l'opinion publique sur le sort des soldats français faits prisonniers en Algérie.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 127.)

N° 2441 M. Emile Dubois :

Pourcentage des peines infligées et effectivement appliquées jusqu'à ce jour pour les déserteurs et les voleurs de matériels militaires.

(Armées. — J. O. Débats du 30-5-1962, p. 411.)

N° 2449 M. Bernard Lafay :

De la possibilité de considérer la présence dans les tranchées du front pendant un temps déterminé comme un titre de guerre entrant en ligne de compte pour l'attribution de la médaille militaire.

(Armées. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 130.)

N° 2453 M. Pierre Métayer :

De la possibilité d'accorder aux assistantes sociales des forces armées, servant en Algérie notamment, les mêmes avantages réservés aux militaires en ce qui concerne l'application, par exemple, des dispositions du code des pensions militaires.

(Armées. — J. O. Débats du 9-5-1962, p. 186.)

N° 2459 M. Emile Dubois :

Au sujet des modalités d'application de la règle d'exemption de service en Algérie accordée aux pères de deux enfants, dans le cas particulier notamment où la seconde naissance intervient alors que le père est déjà en service en Algérie.

(Armées. — J. O. Débats du 17-4-1962 (p. 130.)

N° 2451 M. André Monteil :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour donner suite à l'arrêt du Conseil d'Etat du 29 février 1960, qui a estimé qu'il appartenait à l'administration de fixer par des décrets les modalités d'application des nouveaux échelons aux officiers retraités.

(Armées. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 130.)

N° 2473 M. Roger Menu :

Cas particulier d'un civil français victime d'un accident de la circulation provoqué par des militaires américains, accident pour lequel il a reçu une indemnité, sous réserve de la signature par lui d'un acte de désistement contre tout recours ultérieur contre le département de la guerre.

(Armées. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 130.)

N° 2474 M. Jean Bertaud :

Des conditions d'avancement dans la réserve pour les officiers du corps de santé.

(Armées. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 143.)

N° 2485 Mme Marie-Hélène Cardot :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à l'injustice dont sont victimes certains militaires retraités qui ne se sont pas prévalu en temps utile des dispositions de l'article 10 (4°) de la loi du 5 avril 1946 et de l'article I. 29 du code des pensions civiles et militaires.

(Armées. — J. O. Débats du 11-5-1962, p. 194.)

N° 2495 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les soldats du contingent, incorporés en Allemagne, et venant en permission en France, ne soient plus obligés de payer leur voyage en chemin de fer au tarif plein de leur lieu de garnison jusqu'à la frontière.

(Armées. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 130, 131.)

N° 2508 M. Jean Bertaud :

Des règles qui régissent, en matière d'éviction, les logements dépendant de l'autorité militaire.

(Armées. — J. O. Débats du 11-5-1962, p. 194.)

ARMÉE (suite).

N° 2509 M. Jean Bertaud :

Au sujet de la situation des familles d'officiers mis en congé spécial, et qui se voient dans l'obligation d'avoir à quitter rapidement les logements mis à leur disposition jusqu'alors par l'autorité militaire.

(Armées. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 131.)

N° 2518 M. Paul Pauly :

Au sujet de la durée du service militaire obligatoire dans les grands pays du Monde et de la possibilité de réduire cette durée de service en France.

(Armées. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 144.)

N° 2545 M. Raymond Guyot :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour donner satisfaction aux légitimes revendications des militaires du contingent.

(Armées. — J. O. Débats du 23-5-1962, p. 296.)

N° 2548 M. Georges Portmann :

De la possibilité de libérer dès maintenant les jeunes gens incorporés directement en Algérie, et y ayant accompli tout leur temps légal de service.

(Armées. — J. O. Débats du 30-5-1962, p. 411.)

N° 2589 M. Yvon Coudé du Foresto :

Cas particulier de la veuve d'un sergent qui sollicite le bénéfice d'une pension de réversion alors que son mariage a été postérieur à la cessation de l'activité de son mari.

(Armées. — J. O. Débats du 23-5-1962, p. 296.)

N° 2616 M. André Monteil :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire recouvrer aux ex-sous-officiers de carrière les droits dont ils ont été injustement frustrés par certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-480 du 24 mars 1945.

(Armées. — J. O. Débats du 30-5-1962, p. 411.)

N° 2670 M. Philippe d'Argenlieu :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer un ravitaillement normal aux militaires des unités stationnées en Algérie, et notamment dans la région de Saïda.

(Armées. — J. O. Débats du 11-7-1962, p. 874.)

N° 2708 M. Georges Marie-Anne :

De la possibilité, pour un militaire originaire d'un département d'outre-mer, et mis à la retraite, de bénéficier du remboursement complet de ses frais de déménagement, du lieu de sa démobilisation au département d'outre-mer d'origine où il désire se retirer.

(Armées. — J. O. Débats du 20-7-1962, p. 1057.)

N° 2741 M. Gérard Minvielle :

De la possibilité de considérer la présence ininterrompue au front pendant les cinquante-deux mois de la guerre 1914-1918, comme un titre de guerre valable pour l'obtention de la médaille militaire.

(Armées. — J. O. Débats du 7-7-1962, p. 787.)

N° 2802 M. Jean Bertaud :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre aux jeunes soldats servant en Algérie, et faisant l'objet de mutation de service, d'indiquer rapidement à leur famille leur nouveau secteur postal, en vue de l'acheminement de leur courrier.

(Armées. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1253.)

N° 2803 M. Jean Bertaud :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre à des jeunes gens ayant contracté un engagement pour l'école d'Antibes, d'être réaffectés à ladite école à l'issue de leur séjour en Afrique du Nord.

(Armées. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1253.)

N° 2811 M. Emile Aubert :

Au sujet des dépenses considérables qui auraient été engagées pour la remise en état des forts de la frontière des Alpes, notamment à Restefonds et à Roche-la-Croix, ainsi que pour la remise en état des voies d'accès.

(Armées. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1320.)

ARMÉE (suite).

N° 2815 M. André Armengaud :

Au sujet de la situation de certains jeunes Français qui, expulsés ou rapatriés de territoires étrangers, ont perdu de ce fait le bénéfice de la dispense du service actif prévue par l'article 98 de la loi du 31 mars 1928.

(Armées. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1253, 1254.)

N° 2822 M. le général Petit :

Conditions précises dans lesquelles des unités de la légion étrangère ont été envoyées en Corse et en Guyane.

(Armées. — J. O. Débats du 10-10-1962, p. 1311.)

N° 2823 M. René Tinant :

De la possibilité d'assouplir la réglementation actuellement en vigueur concernant l'attribution des sursis d'incorporation aux étudiants.

(Armées. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1282.)

N° 2827 M. Guy de La Vasselais :

De la possibilité de reporter à une date ultérieure la période d'instruction militaire pour laquelle les cultivateurs ont été convoqués.

(Armées. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1254.)

N° 2831 Mme Marie-Hélène-Cardot.

De la possibilité d'apporter quelques assouplissements aux textes régissant les sursis d'incorporation des jeunes soldats.

(Armées. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1282.)

N° 2835 M. Georges Rougeron :

Cas particulier d'un étudiant qui désirerait obtenir le renouvellement de son sursis d'incorporation.

(Armées. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1283.)

N° 2842 M. Jean Lecanuet :

Au sujet de la situation des sursitaires nés en 1942, et qui désirent préparer la seconde partie du baccalauréat.

(Armées. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1283.)

N° 2849 M. René Dubois :

Au sujet de la mention de décès « Mort pour la France » à ceux des combattants français tombés au cours des opérations menées en Algérie contre la rébellion.

(Armées. — J. O. Débats du 20-11-1962, p. 1332.)

N° 2878 M. Claude Mont :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour atténuer la réglementation actuellement en vigueur relative aux sursis d'incorporation, et plus particulièrement en ce qui concerne les jeunes gens poursuivant leurs études secondaires.

(Armées. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1283.)

N° 2914 M. Pierre Garet :

Conditions précises dans lesquelles pourront être conférés les grades d'assimilation au personnel masculin et féminin des formations militaires.

(Armées. — J. O. Débats du 20-11-1962, p. 1332.)

N° 2924 M. Georges Rougeron :

De la possibilité d'ouvrir une enquête sur certains faits qui se seraient déroulés au 14^e régiment d'infanterie à Toulouse.

(Armées. — J. O. Débats du 20-11-1962, p. 1332.)

N° 2950 M. Jules Pinsard :

Etant donné la fin des hostilités en Algérie, mesures que compte prendre le Gouvernement pour rétablir les permissions agricoles en faveur des jeunes cultivateurs effectuant leur service militaire en Afrique du Nord.

(Armées. — J. O. Débats du 20-11-1962, p. 1332.)

ARMÉE (suite).

N° 2983 M. Marcel Lambert :

De la possibilité, pour un adjoint ou commis administratif du ministère des armées, ayant satisfait aux épreuves de l'examen d'aptitude aux fonctions d'officier d'administration de réserve du service de santé, d'obtenir une promotion automatique dans les cadres de son ministère.

(Armées. — J. O. Débats du 20-12-1962, p. 1444.)

Voir aussi :

- Algérie (n° 2542) ;
- Amnistie (n° 2990) ;
- Cartes électorales (n° 2546) ;
- Contrat de travail (n° 2913) ;
- Enseignement (n° 2964) ;
- Fonctionnaires (n° 2674, 2767, 2971) ;
- Marchés de fournitures (n° 2754) ;
- Pensions de retraite (n° 2467, 2818, 3046) ;
- Sapeurs-pompiers (n° 3015) ;
- Sécurité sociale (n° 2790).

ARMEMENT NAVAL. — Voir : *Polynésie française* (n° 2134).**ARMES**

N° 2515 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité qu'il y aurait à envisager l'interdiction de la fabrication de l'arme dite « couteau à cran d'arrêt » et la prohibition absolue de son importation sur le territoire français.

(Intérieur. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 148, 149.)

ARTISANS

N° 2313 M. Guy Petit :

De la possibilité pour un artisan, en vue de prospecter la clientèle, d'avoir recours à plusieurs représentants à cartes multiples en conservant, au surplus, sa qualité d'artisan sur le plan fiscal.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 59.)

N° 2443 M. Yvon Coudé du Foresto :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à l'inconvénient majeur qui consiste, pour les artisans célibataires affiliés à la caisse d'assurance vieillesse, à verser les cotisations sans aucun espoir d'obtenir des prestations.

(Travail. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 137.)

N° 2513 M. Léon Jozeau-Marigné :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les cotisations d'assurance décès versées par les artisans n'ayant ni conjoint, ni enfant, ne demeurent pas entièrement improductives.

(Travail. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 149.)

N° 2739 M. Pierre Garet :

Eléments à retenir pour permettre de calculer le montant total des salaires que l'artisan, sur le plan fiscal, est autorisé à verser aux travailleurs à domicile.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1259.)

Voir aussi :

- Exploitants agricoles (n° 2886) ;
- Impôts (n° 2428, 2689) ;
- Sécurité sociale (n° 2491, 2492).

ARTISTES. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 2296).**ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE.** — Voir : *Fonctionnaires* (n° 2575, 2576).**ASSISTANCE JUDICIAIRE**

N° 2667 M. Léon Jozeau-Marigné :

Raisons pour lesquelles l'administration de l'enregistrement refuse d'étendre l'assistance judiciaire à la renonciation à la communauté après divorce.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-7-1962, p. 1140.)

ASSISTANCE PUBLIQUE. — Voir : *Appels d'offres* (n° 2206).**ASSISTANTES SOCIALES.** — Voir :

- Armées (n° 2453) ;
- Enseignement (n° 2722, 2746.)

ASSOCIATIONS SYNDICALES

N° 2562 M. Edouard Le Bellegou :

Problèmes que pose la gestion des parties communes d'un groupe d'habitations par des associations syndicales.

(Construction. — J. O. Débats du 26-7-1962, p. 1219.)

N° 2665 M. Roger Carcassonne :

De la nécessité de préciser exactement la situation des associations syndicales, et en particulier celles d'irrigation, vis-à-vis des organismes de la sécurité sociale agricole.

(Agriculture. — J. O. Débats du 29-6-1962, p. 646.)

ASSURANCE DECES. — Voir : *Artisans* (n° 2513).**ASSURANCE MALADIE.** — Voir :

- Exploitants agricoles (n° 2267, 2268, 2269, 2270, 2320, 2391, 2394, 2653, 2886) ;
- Sécurité sociale (n° 2419).

ASSURANCE MATERNITE. — Voir : *Exploitants agricoles* (n° 2391).**ASSURANCE VIEILLESSE**

Voir :

- Artisans (n° 2443) ;
- Exploitants agricoles (n° 2653) ;
- Médecins (n° 2884).

ATTACHES D'ADMINISTRATION CENTRALE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 2701, 2787).**ATTACHES DE PREFECTURE.** — Voir : *Collectivités locales* (n° 2177).**ATTENTATS AU PLASTIC.** — Voir : *Impôts* (n° 2420).**AUMONERIES CATHOLIQUES.** — Voir : *Enseignement* (n° 2892, 2915).**AUTORISATION MARITALE.** — Voir : *Comptes bancaires* (n° 2250).**AUXILIAIRES.** — Voir : *Fonctionnaires* (n° 2252, 2264, 2330).**AUXILIAIRES MEDICAUX.** — Voir : *Etablissements hospitaliers* (n° 2693).**AVANTAGES FISCAUX.** — Voir : *Impôts* (n° 2109, 2662).**AVERTISSEURS SONORES.** — Voir : *Société nationale des chemins de fer français* (n° 2856).

AVEUGLES

N° 2796 Mme Renée Dervaux :

Dispositions que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin au trafic de certaines entreprises pseudo-philanthropiques qui détournent chaque année des sommes considérables au grand préjudice moral et matériel des aveugles et grands infirmes.

(Justice. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1263.)

Voir aussi :

- Aide sociale (n° 2117, 2644) ;
- Anciens combattants (n° 2446) ;
- Travailleurs handicapés (n° 2819).

AVOCATS

N° 2187 M. Jacques Delalande :

De l'opportunité de soumettre à un vote du Parlement le projet de réforme tendant à la fusion des professions d'avocat et d'avoué.

(Justice. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 25.)

AVOUES. — Voir : Avocats (n° 2187).**B****BACCALAUREAT.** — Voir : Enseignement (n° 2583).**BARRAGE**

N° 2630 M. Louis Namy :

Au sujet des indemnités prévues en faveur des propriétaires intéressés, à l'occasion des dommages et expropriations consécutifs aux travaux en cours pour la reconstruction et l'exhaussement du barrage du Coudray.

(Travaux publics et Transports. — J. O. Débats du 20-7-1962, p. 1059.)

BATEAUX A MOTEUR

N° 2874 M. Michel de Pontbriand :

De l'opportunité qu'il y aurait à inviter les maires des communes riveraines des stations balnéaires, à afficher en bonne place le rappel des dispositions réglementaires concernant la circulation des bateaux à moteur au voisinage du rivage.

(Travaux publics et Transports. — J. O. Débats du 20-11-1962, p. 1334.)

BAUX COMMERCIAUX. — Voir : Impôts (n° 2951).**BAUX A LOYER**

N° 2352 M. Georges Rougeron :

De la validité d'une clause d'indexation basée sur le traitement, dans un bail à loyer d'appartement.

(Justice. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 66.)

BAUX RURAUX

N° 2224 M. Georges Rougeron :

Des conditions précises d'exercice du droit de préemption dans le cas particulier d'un bail d'un bien rural appartenant à un établissement hospitalier.

(Agriculture. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 14.)

N° 2680 M. René Tinant :

Dans le cas particulier d'une cession de bail à une société civile d'exploitation agricole, de la possibilité pour les fermiers de conserver la jouissance de leur droit au bail.

(Agriculture. — J. O. Débats du 20-7-1962, p. 1057.)

N° 3039 M. René Tinant :

De la recevabilité d'une demande de révision dans un cas particulier de bail rural.

(Justice. — J. O. Débats du 28-12-1962, p. 1480.)

BELGIQUE. — Voir : Organisation de l'armée secrète (n° 2289).**BENEFICES FORFAITAIRES.** — Voir : Impôts (n° 2423).**BETAIL.** — Voir : Impôts (n° 2579).**BEURRE.** — Voir : Impôts (n° 2713).**BILLETS DE BANQUE ETRANGERS.** — Voir : Opérations de change (n° 1997).**BOIS ET FORETS.** — Voir : Impôts (n° 2855).**BONS D'ESSENCE.** — Voir : Infirmes (n° 2304).**BONS DU TRESOR.** — Voir : Collectivités locales (n° 2804).**BOUILLEURS DE CRU**

N° 2155 M. Marcel Molle :

Dispositions législatives ou réglementaires fixant l'étendue des droits de perquisition et de visite accordés au service des contributions indirectes à l'encontre des viticulteurs bénéficiaires du privilège des bouilleurs de cru.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 20.)

BOURSES D'ENSEIGNEMENT. — Voir : Enseignement (n° 2894, 2895).**BOURSES DES VALEURS**

N° 2676 M. Etienne Dailly :

De la possibilité de modifier la réglementation actuellement en vigueur, afin que les titres émis par les sociétés de développement régional et les emprunts des collectivités locales puissent être simultanément cotés à la Bourse de Paris et dans les Bourses régionales.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-7-1962, p. 788, 789.)

BOURSES ZELLIDJA. — Voir : Enseignement (n° 2897).**BREAKS.** — Voir : Dommages de guerre (n° 2258).**BREVETS D'INVENTION**

N° 2719 M. Etienne Dailly :

Au sujet de la détermination de la date précise du dépôt des demandes de brevet d'invention.

(Industrie. — J. O. Débats du 4-7-1962, p. 676, 677.)

C**CADASTRE.** — Voir : Impôts (n° 2370, 2379).**CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES.** — Voir : Sécurité sociale (n° 2967).**CAISSES DES ECOLES**

N° 2359 M. André Fosset :

De l'interprétation à donner aux dispositions du décret n° 61-1352 du 11 décembre 1961 concernant la durée du mandat des sociétaires des caisses des écoles.

(Intérieur. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 65.)

CALAMITES AGRICOLES

N° 2361 M. Marcel Brégégère :

Raisons pour lesquelles n'ont pas encore été publiés les décrets prévus à l'article 18 de la loi n° 60-1367 du 21 décembre 1960, relative à la réparation des dommages causés aux biens privés dans les départements victimes des inondations de septembre, octobre et novembre 1960.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 70.)

CAMPING

N° 1975 M. Georges Rougeron :

De la situation déplorable dans laquelle se trouvent de nombreux terrains de camping en France.

(Education nationale. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 16, 17.)

CANOTS AUTOMOBILES

N° 2086 M. Etienne Dailly :

En raison de la circulation de plus en plus intense des canots automobiles et hors-bords, mesures envisagées en vue de faire appliquer la réglementation en vigueur pour assurer la sécurité des usagers des plans d'eau, et préserver la tranquillité des riverains.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 28.)

N° 2777 M. Etienne Dailly :

Date à laquelle seront promulguées les mesures annoncées concernant la répression des infractions à la réglementation de la circulation des canots automobiles et hors-bords sur les plans d'eau de la région parisienne.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1266, 1267.)

CANTINES

N° 3010 M. Georges Marrane :

De la possibilité de revenir sur la décision d'interdire l'accès des cantines des postes et télécommunications aux fonctionnaires et agents de la préfecture de la Seine.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 14-12-1962, p. 1366.)

CAPITAL-DECES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 2857).**CARBURANTS.** — Voir :

- Charbon (n° 2398) ;
- Impôts (n° 2725).

CARTES ELECTORALES

N° 2546 M. Jean Bertaud :

Au sujet des difficultés éprouvées par les collectivités locales concernant l'envoi aux militaires électeurs, sans qu'ils en aient fait la demande, de leurs cartes électorales.

(Intérieur. — J. O. Débats du 9-5-62, p. 186, 187.)

CARTES PROFESSIONNELLES. — Voir : *Collectivités locales* (n° 2992).**CASEINE.** — Voir : *Impôts* (n° 2728).**CATASTROPHE D'AGADIR.** — Voir : *Impôts* (n° 2465).**CAVES COOPERATIVES.** — Voir : *Matériels agricoles* (n° 1004).**C. E. E.** — Voir : *Communauté économique européenne* (n° 2406, 2407).**CENTRE DE RECHERCHES INDUSTRIELLES.** — Voir : *Enseignement* (n° 2898).**CENTRE DE REEDUCATION.** — Voir : *Etablissements hospitaliers* (n° 2661).**CENTRES D'APPAREILLAGE**

N° 2838 M. Francis Dassaud :

Des intentions précises du Gouvernement, en ce qui concerne le projet de suppression des ateliers des centres d'appareillage.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1252, 1253.)

CENTRES HOSPITALIERS. — Voir : *Etablissements hospitaliers* (n° 2850).**CENTRES POSTSCOLAIRES AGRICOLES.** — Voir :

- Constructions scolaires* (n° 2734) ;
- Enseignement professionnel* (n° 2735).

CENTRES DE READAPTATION FONCTIONNELLE. — Voir :*Etablissements hospitaliers* (n° 2768).**CEREALES**

N° 2337 M. Lucien Perdereau :

Conditions dans lesquelles un organisme stockeur, négociant ou coopérative, peut transférer ses magasins et silos à une assez grande distance de son siège social.

(Agriculture. — J. O. Débats du 13-9-1962, p. 48.)

N° 2386 M. Roger Lachèvre :

Des textes législatifs ou réglementaires en vertu desquels l'O. N. I. C. peut fonder sa décision de « n'exporter des céréales qu'à partir des départements où le prix minimum est en général observé ».

(Agriculture. — J. O. Débats du 22-3-1962, p. 117.)

N° 2387 M. Roger Lachèvre :

Textes législatifs ou réglementaires en vertu desquels l'O. N. I. C. peut s'estimer autorisé à adopter des décisions sans tenir compte d'un certain nombre de faits.

(Agriculture. — J. O. Débats du 22-3-1962, p. 117.)

N° 2388 M. Roger Lachèvre :

Textes législatifs ou réglementaires en vertu desquels l'O. N. I. C. peut fonder en droit comme en fait sa décision discriminatoire relative aux autorisations de stockage intermédiaire.

(Agriculture. — J. O. Débats du 22-3-1962, p. 117.)

N° 2389 M. Roger Lachèvre :

Du caractère « excédentaire » ou « déficitaire » du département de Seine-et-Oise, au point de vue de la production céréalière.

(Agriculture. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 128.)

N° 2390 M. Roger Lachèvre :

Raisons pour lesquelles l'O. N. I. C. n'oblige pas les meuniers à se porter acquéreurs auprès des organismes stockeurs par mensualités régulières.

(Agriculture. — J. O. Débats du 22-3-1962, p. 117.)

Voir aussi :

- *Impôts* (n° 2183) ;
- *Orge* (n° 2498).

CERTIFICATS DE CONFORMITE. — Voir : *Lotissements* (n° 2357).**CERTIFICATS DE NATIONALITE**

N° 2106 M. Adolphe Dutoit :

De l'opportunité qu'il y aurait à délivrer sans frais de timbre les certificats de nationalité aux internés et déportés.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 129.)

N° 2136 M. Jean Bertaud :

De l'opportunité qu'il y aurait à délivrer gratuitement aux anciens déportés les certificats de nationalité dont ils ont besoin pour percevoir l'indemnité d'internement qui leur est due.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 129, 130.)

CESSION D'OFFICE. — Voir : *Plus-values* (n° 2620).

CHAMBRES DE COMMERCE**N° 2430** M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les diverses catégories de dépenses résultant des élections des membres des chambres de commerce et d'industrie, ainsi que des délégués chargés d'élire les membres des tribunaux de commerce, soient effectivement supportées par l'Etat.

(Industrie. — J. O. Débats du 30-5-1962, p. 411, 412.)

N° 2720 M. Etienne Dailly :

De la possibilité d'instituer le vote par correspondance pour les élections des membres des chambres de commerce et d'industrie, et des délégués consulaires chargés d'élire les membres des tribunaux de commerce.

(Industrie. — J. O. Débats du 18-7-1962, p. 978, 979.)

CHAMBRES SYNDICALES. — Voir : Agents immobiliers (n° 2841).**CHARBON****N° 2219** M. Jean Bardol :

Du tonnage de charbon attribué en 1960 dans les houillères du Nord et du Pas-de-Calais : a) aux travailleurs en activité ; b) aux retraités et aux veuves.

(Industrie. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 24.)

N° 2398 M. Georges Rougeron :

Au sujet de la suite réservée à un brevet d'invention permettant de tirer de la houille, quelle que soit sa qualité, un carburant à prix de revient bon marché.

(Industrie. — J. O. Débats du 22-3-1962, p. 118.)

N° 2413 M. Jean-Marie Louvel :

Eu égard aux prix pratiqués départ des Etats-Unis pour les fines à coke, et du prix actuel de leur transport, de l'opportunité qu'il y aurait de diminuer de 3 NF le prix de cession de ces fines.

(Industrie. — J. O. Débats du 22-3-1962, p. 118.)

CHARBONNAGES DE FRANCE**N° 2217** M. Jean Bardol :

Au sujet de la fixation par le directeur général des Charbonnages de France des règles d'attribution au personnel des houillères nationales de la prime de résultat.

(Industrie. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 23.)

N° 2411 M. Jean Bardol :

Raisons pour lesquelles les représentants du syndicat C. G. T. ne sont pas admis dans le conseil d'administration des Charbonnages de France et des Houillères des bassins du Nord et du Pas-de-Calais.

(Industrie. — J. O. Débats du 21-3-1962, p. 84, 85.)

N° 2595 M. Jean Bardol :

Raisons pour lesquelles n'ont pas été retenues les candidatures présentées par la C. G. T. aux conseils d'administration des Charbonnages de France et des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais.

(Industrie. — J. O. Débats du 16-5-1962, p. 227.)

N° 2596 M. Jean Bardol :

Liste des médecins du travail pour chacun des groupes des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais.

(Industrie. — J. O. Débats du 11-9-62, p. 1260.)

N° 2597 M. Jean Bardol :

Nombre de mineurs des houillères du Nord et du Pas-de-Calais mutés de fond à fond, ou du fond au jour, et ayant bénéficié de l'article XI du statut du mineur.

(Industrie. — J. O. Débats du 11-7-1962, p. 875.)

N° 2598 M. Jean Bardol :

Raisons pour lesquelles la loi du 23 juillet 1957 relative aux « congés éducation » n'est pas encore applicable aux houillères nationalisées, et mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à cette lacune.

(Industrie. — J. O. Débats du 29-6-1962, p. 647.)

CHARBONNAGES DE FRANCE (suite).**N° 2626** M. Jean Bardol :

Du montant des salaires annuels, et par journée de travail, pour les ouvriers du fond et pour ceux du jour des houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais au cours des années 1956 à 1961 ; ainsi que l'évolution du prix moyen de vente de la tonne de charbon de 1957 à 1962.

(Industrie. — J. O. Débats du 4-7-1962, p. 676.)

N° 2737 M. Roger Lagrange :

De la possibilité d'étendre rétroactivement aux mineurs ayant cessé leur activité avant l'entrée en vigueur de la loi du 23 décembre 1960, le bénéfice de l'article 89 de ladite loi qui permet l'attribution d'une pension provisionnelle à jouissance immédiate, à ceux d'entre eux atteints de silicose professionnelle.

(Travail. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1264.)

N° 2853 M. Adolphe Dutoit :

Au sujet de la situation matérielle déplorable dans laquelle se trouvent les ouvriers marocains travaillant dans les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

(Industrie. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1285.)

CHARCUTERIE. — Voir : Conserves (n° 2648).**CHASSE****N° 2879** M. Guy de La Vasselais :

De la possibilité de reporter du 23 au 30 septembre la date d'ouverture de la chasse au faisan.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1282.)

Voir aussi : Impôts (n° 2358).

CHEFS DE DISTRICT. — Voir : Fonctionnaires (n° 2488, 2499, 2511, 2512, 2617, 2712, 2869).**CHEFS DE SECTION.** — Voir : Fonctionnaires (n° 2628).**CHEMINS RURAUX.** — Voir : Collectivités locales (n° 2194).**CHEQUES****N° 2794** M. Jean Brajeux :

Du droit pour une banque d'exiger que le présentateur d'un chèque non barré émis au porteur justifie de son identité, et qu'il acquitte ledit chèque par une mention au verso.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1259.)

N° 2828 M. Marcel Audy :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que toutes les ventes effectuées par les agriculteurs à leur ferme, ou sur les foires et marchés, puissent être soldées en espèces et non pas obligatoirement réglées par chèques.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962 p. 1260.)

CHEQUES POSTAUX. — Voir : Postes et télécommunications (n° 2251).**CHIFFRE D'AFFAIRES.** — Voir :

— Collectivités locales (n° 2372) ;

— Impôts (n° 2484).

CIDRE. — Voir :

— Impôts (n° 2151, 2237) ;

— Pommes à cidre (n° 2399).

CINEMA**N° 2969** M. Georges Lamousse :

Au sujet des dispositions déjà actuellement en vigueur, et des mesures envisagées, pour sauvegarder le patrimoine national en ce qui concerne tout ce qui peut se rapporter à la naissance ou à l'histoire du cinéma français, et présentement détenu par des associations ou des particuliers.

(Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1344.)

CLAUSES D'INDEXATION**N° 2936** M. Emile Hugues :

De la valeur d'une clause d'indexation basée sur l'indice des prix de détail, dans le cas particulier du remboursement en capital et intérêts d'une dette contractée en 1957 et 1958.

(Justice. — J. O. Débats du 20-11-1962, p. 1333.)

Voir aussi : *Baux à loyer* (n° 2352).

CODE MINIER**N° 2412** M. Jean Bardol :

Conditions dans lesquelles est appliqué l'article 88 du code minier relatif aux moyens de secours que les exploitants sont tenus de mettre à la disposition de leur personnel.

(Industrie. — J. O. Débats du 21-3-1962, p. 85.)

N° 2526 M. Adolphe Dutoit :

De l'opportunité qu'il y aurait à apporter au code minier toutes modifications utiles en vue de codifier les rapports entre les exploitations nationalisées et les communes minières.

(Industrie. — J. O. Débats du 11-5-1962, p. 195, 196.)

CODE PETROLIER. — Voir : *Impôts* (n° 2318).**COEFFICIENT D'ENTRETIEN.** — Voir : *Construction* (n° 2981).**COKE.** — Voir : *Charbon* (n° 2413).**COLLECTIVITES LOCALES****N° 2011** M. Francis Le Basser :

Conditions dans lesquelles un agent municipal d'une commune de moins de 10.000 habitants peut être nommé régisseur de dépenses et habilité par le maire à percevoir le montant total des émoluments payables en espèces à tous les agents de la commune.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 53.)

N° 2124 M. Philippe d'Argenlieu :

Des conditions d'application du décret du 28 mars 1960, relatif à la délivrance de permis d'inhumation dans les petites communes ne possédant pas de médecin résidant.

(Justice. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 25.)

N° 2140 M. Robert Liot :

Cas particulier d'un commis de mairie qui désirerait se présenter au concours de rédacteur sans produire les diplômes exigés.

(Intérieur. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 24.)

N° 2160 M. Fernand Auberger :

De la possibilité pour des personnes assistant à des réunions d'un conseil municipal d'en publier dans la presse le compte rendu, et de la responsabilité susceptible d'être encourue par ledit conseil municipal en cette circonstance.

(Intérieur. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 24.)

N° 2177 M. Emile Aubert :

De la possibilité pour certaines catégories d'attachés de préfecture de n'avoir pas à subir les épreuves de l'examen de sélection professionnelle pour l'accès au grade d'attaché principal.

(Intérieur. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 24.)

N° 2192 M. Marcel Boulangé :

Délai dans lequel les délibérations des conseils municipaux doivent être signées par les membres d'une assemblée communale.

(Intérieur. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 24.)

COLLECTIVITES LOCALES (suite).**N° 2194** M. Etienne Dailly :

Conditions d'application de l'article 13 de l'ordonnance n° 59-115 du 7 janvier 1959 qui donne aux communes la faculté d'instituer soit des journées de prestations, soit une taxe de voirie, en vue de pourvoir à l'entretien des voies communales et des chemins ruraux.

(Intérieur. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 24, 25.)

N° 2282 M. Etienne Dailly :

Raisons pour lesquelles n'ont pas encore été publiés les décrets d'application de l'ordonnance n° 59-115 du 7 janvier 1959, relative à la voirie des collectivités locales ; et mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer rapidement cette publication.

(Intérieur. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 62.)

N° 2293 M. René Dubois :

De l'opportunité qu'il y aurait d'envisager une nouvelle procédure en vue de la titularisation de tous les agents auxiliaires des mairies.

(Intérieur. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 62, 63.)

N° 2306 M. Jean Brajeux :

Cas particulier d'une commune obligée de loger deux instituteurs intérimaires ou de leur payer des indemnités correspondantes, alors que le logement normalement affecté à l'école continue à être occupé par un ménage d'instituteurs exerçant en fait leurs fonctions dans une autre commune.

(Education nationale. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 52.)

N° 2317 M. Bernard Chochoy :

De la possibilité d'accorder une seconde fois aux instituteurs et en tant que secrétaires de mairie, la prime de 60 NF prévue par le décret n° 61-1368 du 14 décembre 1961, qu'ils ont déjà perçue à titre de fonctionnaire de l'Etat.

(Intérieur. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 63, 64.)

N° 2332 M. Fernand Auberger :

Lsîte, par départements, des communes qui bénéficieront des dispositions du décret n° 57-393 du 28 mars 1957, modifié par le décret n° 59-85 du 7 janvier 1959, concernant l'aménagement de la taxe locale.

(Intérieur. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 64.)

N° 2338 M. Camille Vallin :

Date à laquelle seront publiés les textes concernant les aménagements indiciaires des personnels des préfectures.

(Intérieur. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 135.)

N° 2340 M. Waldeck L'Huillier :

Au sujet de la situation dommageable faite à un certain nombre de communes de France, et en particulier à celle de Bègles (Gironde), par suite de la substitution en 1959 de la taxe sur la valeur ajoutée à la taxe locale, et notamment à la taxe locale sur les produits pétroliers.

(Intérieur. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 64.)

N° 2344 M. Ludovic Tron :

De l'application aux collectivités locales des articles 141 et 142 du code municipal dans les cas de construction de réémetteurs de télévision.

(Intérieur. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 65.)

N° 2372 M. Antoine Courrière :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour modifier les règles selon lesquelles les revenus patrimoniaux des communes sont pris en considération pour déterminer le montant de la recette garantie à leurs habitants au titre de la taxe locale sur le chiffre d'affaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 146, 147.)

COLLECTIVITES LOCALES (suite).**N° 2549** M. Louis Namy :

Dans le cas particulier d'un couple d'employés municipaux, logés par la commune, de la possibilité néanmoins pour l'un des conjoints de bénéficier de la prime uniforme mensuelle de transport.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-7-1962, p. 977.)

N° 2580 M. Michel Yver :

Conditions précises dans lesquelles l'administration de l'enregistrement est fondée à refuser son visa pour les acquisitions immobilières effectuées par les collectivités locales.

(Intérieur. — J. O. Débats du 23-5-1962, p. 298.)

N° 2634 M. Francis Le Basser :

Conditions précises dans lesquelles, en matière de « marchés sur concours », le jury arrête la liste des concurrents ayant déposé un projet.

(Intérieur. — J. O. Débats du 23-5-1962, p. 298.)

N° 2682 M. Paul Wach :

Dispositions qu'il conviendrait de prendre en faveur des retraités de la fonction publique, en général, et de ceux des collectivités locales, en particulier.

(Intérieur. — J. O. Débats du 7-7-1962, p. 789.)

N° 2684 M. Waldeck L'Huillier :

Des instructions qu'il conviendrait de donner aux préfets pour qu'ils n'utilisent pas les textes sur les syndicats intercommunaux et les districts comme des moyens de pression pour contraindre les communes à s'associer, contre leur gré, dans ces organismes.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-7-1962, p. 677.)

N° 2707 M. Raymond Boin :

En vue d'assurer la mise à jour continue du « fichier communal », de la nécessité qu'il y aurait de rétablir la déclaration obligatoire de changement de résidence pour tout nouvel habitant arrivant dans une commune.

(Intérieur. — J. O. Débats du 29-6-1962, p. 647, 648.)

N° 2717 M. Jacques Duclos :

Au sujet des entraves faites aux communes qui désirent procéder elles-mêmes à des opérations de rénovation urbaine ou confier la réalisation de ces opérations à un office communal d'habitations à loyer modéré.

(Intérieur. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1262.)

N° 2738 M. Joseph Brayard :

De la possibilité d'étendre aux chefs de division, attachés principaux et attachés de préfecture les dispositions de l'ordonnance n° 62-91 du 26 janvier 1962 instituant un congé spécial pour les fonctionnaires de la catégorie A.

(Intérieur. — J. O. Débats du 20-7-1962, p. 1058.)

N° 2804 M. Louis Jung :

Des possibilités qu'ont les communes pour placer leurs disponibilités financières sous forme de bons du Trésor.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1259.)

N° 2812 M. Maurice Charpentier :

Efforts que compte faire le Gouvernement en faveur des communes rurales qui éprouvent de grandes difficultés financières pour réaliser leurs travaux d'assainissement.

(Agriculture. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1252.)

N° 2854 M. Jean Lecanuet :

Au sujet des graves difficultés éprouvées par les communes qui doivent prélever des logements prévus pour leurs ressortissants, afin de les attribuer aux familles des rapatriés d'Algérie.

(Construction. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1254, 1255.)

N° 2992 M. Georges Rougeron :

Date à laquelle les fonctionnaires des préfectures des cadres B, C, D recevront leur carte professionnelle.

(Intérieur. — J. O. Débats du 28-12-1962, p. 1479.)

COLLECTIVITES LOCALES (suite).**N° 3036** M. Michel de Pontbriand :

De la possibilité d'attribuer dans chaque département des numéros d'ordre portant désignation des communes.

(Intérieur. — J. O. Débats du 20-12-1962, p. 1444.)

Voir aussi :

- Aide sociale (n° 26071) ;
- Bourse des valeurs (n° 2676) ;
- Cartes électorales (n° 2546) ;
- Chambres de commerce (n° 2430) ;
- Code minier (n° 2526) ;
- Constructions scolaires (n° 2734) ;
- Débits de boissons (n° 2695) ;
- Enseignement (n° 2405, 2858) ;
- Etat civil (n° 2782) ;
- Forêts (n° 2789) ;
- Impôts (n° 2347, 2483, 2577, 2624) ;
- Logements de fonction (n° 2393) ;
- Lotissements (n° 2718) ;
- Ramassage scolaire (n° 2321) ;
- Rapatriés (n° 2805).

COLONIES DE VACANCES**N° 2531** M. Jean Bertaud :

Raisons qui s'opposent à ce que les associations accréditées pour organiser des vacances collectives ne puissent plus avoir recours à la générosité publique.

(Education nationale. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1283, 1284.)

N° 2566 M. Lucien Perdereau :

De la possibilité de permettre à toutes les associations organisant des vacances collectives de jeunes de bénéficier des dons provenant de la générosité publique.

(Education nationale. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1284.)

COMBATTANTS VOLONTAIRES. — Voir :

- Anciens combattants (n° 2203) ;
- Croix du combattant volontaire (n° 2681).

COMITES D'ENTREPRISE**N° 2631** M. Léon David :

De la possibilité pour les délégués du personnel et des comités d'entreprise de fractionner le contingent d'heures fixé par la loi pour l'exercice de leur mandat.

(Travail. — J. O. Débats du 13-6-1962, p. 492.)

COMITES D'ETABLISSEMENT. — Voir : Sécurité sociale (n° 2564).**COMMIS. — Voir :**

- Armée (n° 2983) ;
- Collectivités locales (n° 2140).

COMMISSAIRES DE POLICE. — Voir :

- Algérie (n° 2230) ;
- Fonctionnaires (n° 2311).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE**N° 2406** M. André Armengaud :

Au sujet de la réglementation des ententes établie en décembre 1961 par le conseil des ministres de la C. E. E.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 18-5-1962, p. 266.)

N° 2407 M. André Armengaud :

De l'attitude qu'entend prendre le Gouvernement français à l'égard des pays partenaires de la C. E. E. et de la Grande-Bretagne, pour que soit respectée à l'égard des Républiques africaines et malgache, le principe affirmé à Strasbourg en juin 1961, de la préférence contingentaire et tarifaire en faveur des productions tropicales.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 127, 128.)

COMMUNAUTE LEGALE**N° 2769** M. Robert Liot :

Du montant de la récompense due à la communauté dans le cas particulier où une maison d'habitation a été construite en 1908 pendant la communauté sur un terrain propre à l'un des époux.

(Justice. — J. O. Débats du 10-10-1962, p. 1312.)

COMPAGNIES REPUBLICAINES DE SECURITE. — Voir :

- Gymnases (n° 2726) ;
- Marchés de fournitures (n° 2753).

COMPTABLES AGREES. — Voir : Allocation vieillesse (n° 2820).**COMPTES BANCAIRES****N° 2250** M. Jacques Marette :

Dispositions à prendre pour que les banques nationalisées cessent de réclamer une autorisation maritale pour l'ouverture des comptes aux femmes mariées sous le régime de la séparation de biens.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-62, p. 58).

COMPTES COURANTS POSTAUX. — Voir : Postes et télécommunications (n° 2251).**CONDUCTEURS DE TRAVAUX PUBLICS. — Voir :** Fonctionnaires (n° 2677).**CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL. — Voir :** Charbonnages de France (n° 2411, 2595).**CONGES****N° 2216** M. Jean Bardol :

Mesures à envisager pour que les voyages d'études soient inclus parmi les activités favorisant l'éducation ouvrière syndicale, et puissent ainsi donner lieu à congés.

(Travail. — J. O. Débats du 30-1-62, p. 28.)

N° 2752 M. Georges Cogniot :

Mesures prises ou envisagées pour mettre à la disposition des enseignants d'Algérie les bateaux ou les avions nécessaires pour leur permettre de passer en France la période des grandes vacances.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 20-7-62, p. 1056.)

Voir aussi : Charbonnages de France (n° 2598).

CONGES DE MALADIE. — Voir :

- Algérie (n° 2749) ;
- Cures thermales (n° 2656) ;
- Fonctionnaires (n° 2758).

CONGES PAYES**N° 2688** M. Georges Boulanger :

De l'application de la législation sur les congés payés aux inscrits maritimes du commerce et de la pêche.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 4-7-62, p. 679.)

Voir aussi :

- Impôts (n° 2181) ;
- Postes et télécommunications (n° 2604).

CONSEIL PERMANENT DES FRANÇAIS A L'ETRANGER. —

Voir : Luxembourg (n° 2781).

CONSEILS MUNICIPAUX. — Voir : Collectivités locales (n° 2160, 2192).**CONSEILS DE PARENTS D'ELEVES. — Voir :** Enseignement (n° 2569).**CONSERVES****N° 2191** M. Capelle :

De l'interprétation exacte à donner au décret n° 61-811 du 28 juillet 1961, relatif à l'organisation du marché des conserves de petits pois.

(Agriculture. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 13.)

N° 2609 M. Edgard Tailhades :

De la possibilité d'appliquer aux rapports entre employeurs et salariés groupés en S. I. C. A. la convention collective nationale de travail conclue le 17 janvier 1952 pour les industries de la conserve.

(Travail. — J. O. Débats du 18-5-1962, p. 267.)

N° 2648 M. Edgar Tailhades :

Conditions précises dans lesquelles, en matière de fabrication de charcuterie, de conserves de viande destinées à l'alimentation humaine, la surveillance des opérations par un vétérinaire désigné par le ministre de l'agriculture est obligatoire.

(Agriculture. — J. O. Débats du 8-6-1962, p. 453.)

Voir aussi : Impôts (n° 2331, 2649).

CONSTRUCTION**N° 2119** M. Auguste Pinton :

De la possibilité d'accorder des crédits de primes à des constructeurs, bien que l'instruction de leurs dossiers se soit trouvée administrativement interrompue pour des raisons qui ne leur sont pas imputables.

(Construction. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 16.)

N° 2285 M. Camille Vallin :

Raisons pour lesquelles le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation a pu consacrer un type de contrat non prévu par la législation et dit « contrat de vente en l'état futur d'achèvement ».

(Construction. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 50, 51.)

N° 2286 M. Camille Vallin :

Raisons pour lesquelles l'administration des finances refuse de considérer comme une « stipulation pour autrui » au sens de l'article 1121 du code civil, les conventions de prêts entre promoteurs des programmes de construction et les organismes prêteurs.

(Finances. Affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 58.)

N° 2356 M. André Fosset :

Au sujet de la date de publication du décret qui doit aménager en faveur de certaines entreprises les dispositions de l'article 8 de la loi du 2 août 1960 qui tend à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne.

(Construction. — J. O. du 13-3-1962, p. 51.)

N° 2401 M. Jules Pinsard :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire cesser l'injustice dont sont présentement victimes les fonctionnaires occupant un logement de fonction, et qui perdent le bénéfice des primes à la construction pour le logement qu'ils ont acheté ou fait construire en prévision de leur retraite.

(Construction. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 131.)

N° 2424 M. Bernard Chochoy :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en vue de mettre fin à certains abus actuels en matière de construction, en particulier, en réservant la possibilité d'utiliser les sommes provenant du 1 p. 100 patronal aux seuls organismes dont le caractère social et désintéressé est absolument incontestable.

(Construction. — J. O. Débats du 23-5-1962, p. 296, 297.)

N° 2541 M. Edmond Barrachin :

Au sujet de la méthode actuellement utilisée par les entreprises pour établir leur prix.

(Construction. — J. O. Débats du 23-5-1962, p. 297.)

CONSTRUCTION (suite).**N° 2772 M. Jean Bertaud :**

Au sujet des pouvoirs précis des maires dans la région parisienne en matière de construction d'immeubles d'habitation, industriels et commerciaux.

(Construction. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1254.)

N° 2981 M. André Fosset :

Au sujet des conséquences de l'abattement appliqué au nouveau coefficient d'entretien prévu par l'article 1^{er} du décret n° 60-1063 du 1^{er} octobre 1960, dans un cas particulier de démolition d'une maison suivie de reconstruction d'un nouvel immeuble.

(Construction. — J. O. Débats du 19-12-1962, p. 1380.)

Voir aussi :

— Impôts (n°s 2109, 2292, 2662) ;

— Lotissements (n° 2718) ;

— Société anonyme de construction (n° 2463).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES**N° 2279 M. Georges Cogniot :**

Au sujet de la situation particulièrement dramatique de la commune d'Orly au point de vue des constructions scolaires.

(Education nationale. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1255.)

N° 2396 M. Georges Rougeron :

Nombre de projets de constructions scolaires déposés dans le département de l'Allier pour chacun des enseignements secondaire, technique, élémentaire, complémentaire ; et montant total de l'ensemble de ces projets.

(Education nationale. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 132.)

N° 2418 M. Georges Rougeron :

Nombre et évaluation, par département, des projets de constructions scolaires en instance dans chacun des ordres d'enseignement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 132, 133.)

N° 2456 M. Georges Cogniot :

Raisons pour lesquelles sont tellement retardés les travaux de construction du collège d'enseignement technique dont l'implantation est prévue à Paris, 3 et 11, rue des Ecluses-Saint-Martin (10^e arrondissement).

(Education nationale. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 133.)

N° 2551 M. Georges Cogniot :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer enfin des conditions élémentaires de propreté, d'hygiène et de sécurité à l'annexe du lycée Arago située 25, rue de Reuilly, à Paris.

(Education nationale. — J. O. Débats du 23-5-1962, p. 298.)

N° 2710 M. Georges Cogniot :

De l'urgence qu'il y aurait à débloquent les crédits nécessaires à la reconstruction du groupe scolaire, sis 155-159, avenue Parmentier, à Paris.

(Education nationale. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1255.)

N° 2734 M. Joseph Brayard :

De la possibilité pour l'Etat de prendre en charge la totalité des frais d'équipement des centres post-scolaires agricoles et ménagers agricoles.

(Education nationale. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1255.)

N° 2750 M. Georges Cogniot :

Au sujet des lenteurs apportées à la construction du lycée technique Roger Verlonme, à Paris.

(Education nationale. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1255.)

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES (suite).**N° 2792 Mme Marie-Thérèse Cardot :**

Raisons pour lesquelles la date de dépôt des dossiers du concours « conception-construction » pour la réalisation d'établissements scolaires a été modifiée au dernier moment.

(Education nationale. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1256.)

N° 2825 M. André Méric :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à la situation alarmante résultant, pour le département de la Haute-Garonne, des crédits insuffisants mis à sa disposition pour les constructions scolaires.

(Education nationale. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1284-1285.)

N° 2905 M. Georges Marrane :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire attribuer à la commune d'Ivry les crédits qui lui reviennent au titre des constructions scolaires qu'elle a entreprises.

(Education nationale. — J. O. Débats du 19-12-1962, p. 1380-1381.)

CONTRAT DE TRAVAIL**N° 2913 M. Pierre Garet :**

De la possibilité d'assimiler complètement, au point de vue du droit au maintien du contrat de travail, les services accomplis obligatoirement dans tous les postes du ressort de la défense civile.

(Travail. — J. O. Débats du 20-11-1962, p. 1334.)

CONTRATS D'ASSOCIATION. — Voir : Enseignement (n° 2397).**CONTRIBUTION DES PATENTES. — Voir : Impôts (n° 2323).****CONTROLEURS DE SECURITE. — Voir : Sécurité sociale (n°s 2427, 2447).****CONVENTIONS COLLECTIVES. — Voir : Sécurité sociale (n° 2447).****COOPERATIVES AGRICOLES.****N° 2208 M. Michel de Pontbriand :**

De la possibilité de comprendre les coopératives agricoles parmi les groupements autorisés à participer aux marchés publics passés au nom de l'Etat.

(Agriculture. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 13, 14.)

COPROPRIETE**N° 3009 M. Camille Vallin :**

De la répartition des charges de copropriété dans le cas particulier de deux immeubles contigus où les propriétaires, bien qu'ayant des parties privatives dans l'immeuble autre que le leur, ne paient aucune part contributive aux charges communes de cet immeuble.

(Construction. — J. O. Débats du 19-12-1962, p. 1380.)

CORSE. — Voir : Armée (n° 2822).**COUDRAY (Barrage du). — Voir : Barrage (n° 2630).****CREDIT COOPERATIF FONCIER****N° 2678 M. Bernard Chochoy :**

Date à laquelle seront enfin réglés les problèmes résultant de la faillite de la société de crédit différé dite « Crédit coopératif foncier ».

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-6-1962, p. 585, 586.)

CREDIT D'IMPOT. — Voir : Impôts (n° 2652).**CREDITS MILITAIRES. — Voir : Armée (n° 2254).**

CRIMINALITE

N° 2438 M. Emile Dubois :

En vue de lutter contre la criminalité, de l'opportunité qu'il y aurait à donner aux juridictions de jugement les moyens d'en réprimer rapidement, sévèrement et efficacement toutes les manifestations.

(Justice. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 136.)

CRIMINELS DE GUERRE. — Voir : Armée (n° 2274).**CRISE DU LOGEMENT.** — Voir : Fonctionnaires (n° 2143).**CROIX DU COMBATTANT VOLONTAIRE**

N° 2681 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soit rapidement et définitivement levée la forclusion qui s'oppose actuellement à ce que des combattants volontaires des deux guerres puissent recevoir la « croix du combattant volontaire ».

(Armées. — J. O. Débats du 27-6-1962, p. 615.)

CUMUL D'EXPLOITATIONS

N° 2069 M. René Tinant :

De la réglementation exacte en matière de cumul d'exploitations, dans le cas particulier où celles-ci proviennent de mutations à titre gratuit.

(Agriculture. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 46, 47.)

N° 2724 M. Bernard Lafay :

Conditions dans lesquelles s'appliquent les prescriptions de l'ordonnance n° 58-1342 du 27 décembre 1958 relative aux cumuls et réunions d'exploitations agricoles.

(Agriculture. — J. O. Débats du 18-7-1962, p. 976.)

CURES THERMALES

N° 2656 M. Roger Lagrange :

De la possibilité pour les agents relevant du ministère des postes et télécommunications, admis après contrôle médical à suivre une cure thermale, de bénéficier à ce titre d'un congé de maladie.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 6-6-1962, p. 445.)

Voir aussi : Fonctionnaires (n° 2758).

D**DEBITS DE BOISSONS**

N° 2154 M. Marcel Molle :

De la possibilité pour un propriétaire de débit de boissons compris dans une zone protégée, de renoncer au maintien viager de sa licence et, dans ce cas, d'obtenir l'indemnité prévue par l'article L. 49-2 du code des débits de boissons.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 20.)

N° 2695 M. Roger Menu :

De la législation applicable, dans le cas particulier d'une commune titulaire d'une licence de 4^e catégorie pour un débit de boissons, et qui concède l'exploitation de celui-ci à un tiers déjà titulaire d'une autre licence de 1^{re} catégorie.

(Intérieur. — J. O. Débats du 7-7-1962, p. 789.)

DEBITS DE TABACS

N° 2375 M. Etienne Rabouin :

Des textes qui régissent l'attribution des parts de redevances des débits de tabacs aux anciens combattants, réformés, mutilés, veuves de guerre, etc.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 61.)

DECENTRALISATION

N° 2700 M. Yves Estève :

Avantages susceptibles d'être accordés aux entreprises industrielles de la région parisienne qui se décentralisent en Bretagne.

(Industrie. — J. O. Débats du 26-7-1962, p. 1220.)

DECLARATIONS EN DOUANE

N° 2020 M. Etienne Dailly :

De la possibilité de supprimer en certains cas l'exigence de visas techniques et, d'une façon générale, de simplifier les formalités actuelles en matière de déclarations en douane.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 145.)

DECOTES. — Voir : Impôts (n° 2271).**DEFENSE CONTRE L'INCENDIE.** — Voir : Incendies (n° 2305, 2417).**DEGREVEMENTS FISCAUX.** — Voir : Impôts (n° 2239).**DELEGATION DE VOTE**

N° 2212 M. Gérard Coppenrath :

Au sujet du droit de délégation de vote à l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

(Ministre l'Etat chargé des départements d'outre-mer. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 12.)

DELEGUES CANTONAUX

N° 2172 M. Etienne Dailly :

Raisons pour lesquelles le renouvellement des délégués cantonaux n'a pas eu lieu dès 1960 dans tous les départements, ainsi que le prévoyait la loi.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-7-1962, p. 1058.)

Voir aussi : Maires (n° 2198).

DELEGUES DU PERSONNEL

N° 2873 M. Jules Pinsard :

Conditions précises dans lesquelles les délégués du personnel peuvent s'absenter de l'établissement dans lequel ils travaillent, pour exercer leurs fonctions de délégué.

(Travail. — J. O. Débats du 20-11-1962, p. 1333, 1334.)

N° 3024 M. Adolphe Dutoit :

De la possibilité, pour les inspecteurs du travail, d'accorder très libéralement des dérogations aux conditions d'ancienneté des candidats aux fonctions de délégué du personnel.

(Travail. — J. O. Débats du 21-12-1962, p. 1465.)

DENREES ALIMENTAIRES. — Voir : Appels d'offres (n° 2206).**DENTISTES.** — Voir : Sécurité sociale (n° 2791).**DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER.** — Voir :

- Armée (n° 2708) ;
- Exploitants agricoles (n° 2653) ;
- Fonctionnaires (n° 2138) ;
- Impôts (n° 2611) ;
- Réforme judiciaire (n° 2714).

DEPORTES. — Voir : Certificats de nationalité (n° 2106, 2136).**DESERTEURS.** — Voir : Armée (n° 2441).**DETENUS**

N° 2911 M. Georges Rougeron :

Conditions dans lesquelles était exercée la surveillance d'un détenu placé dans une clinique privée et qui s'en est évadé.

(Justice. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1322, 1323.)

DIRECTEURS D'ÉCOLE. — Voir :

- Enseignement (n° 2408) ;
- Pensions de retraite (n° 2333).

DISPENSAIRES. — Voir : Sécurité sociale (n° 2223).**DISTINCTIONS HONORIFIQUES****N° 2760 M. Jean Bertaud :**

Au sujet des distinctions honorifiques qui sont du ressort du ministre de l'éducation nationale, et de celles dont les dossiers sont instruits par le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles.

(Education nationale. — J. O. du 20-7-1962, p. 1058.)

N° 2760 M. Jean Bertaud :

Au sujet des distinctions honorifiques qui sont du ressort du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, et de celles dont il est chargé d'assurer l'étude.

(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1250.)

DIVORCE. — Voir : Assistance judiciaire (n° 2667).**DOMMAGES DE GUERRE****N° 2258 M. Charles Naveau :**

De la possibilité de comprendre les « breaks » dans la catégorie des biens meubles d'usage courant susceptibles d'être indemnisés à titre de dommages de guerre.

(Construction. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 16.)

N° 2278 Mme Marie-Hélène Cardot :

Cas particulier d'une habitante des Ardennes dont les chevaux et le chariot ont été réquisitionnés en 1940 par le maire de sa commune au moment de l'évacuation d'office du département.

(Armées. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 49.)

N° 2303 M. Robert Liot :

Au sujet des textes qui ont réglé les modalités d'application pratique du second paragraphe de l'article 9 du décret n° 50-633 du 20 mai 1950 concernant la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle.

(Construction. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 51.)

N° 2619 M. Robert Liot :

Raisons pour lesquelles les arrêtés ministériels pris en vue de l'application de l'article 9 du décret n° 50-633 du 20 mai 1950, relatif aux dommages de guerre, n'ont pas réglé l'hypothèse d'une perte totale et définitive de clientèle engendrée par la dépossession.

(Construction. — J. O. Débats du 20-6-1962, p. 545.)

N° 2940 Mme Marie-Hélène Cardot :

De la possibilité d'admettre au bénéfice des dommages de guerre d'Indochine : a) les ressortissants d'Indochine ayant un grand-parent, un enfant ou un petit-fils de nationalité française ; b) les personnes ayant accompli des services militaires en Indochine de septembre 1945 à juillet 1954.

(Construction. — J. O. Débat du 7-12-1962, p. 1344.)

Voir aussi :

- Impôts (n° 2272) ;
- Tunisie (n° 2353, 2470).

DONATIONS ENTRE VIFS. — Voir : Impôts (n° 2618).**DOTATIONS SUR STOCKS. — Voir : Impôts (n° 2271).****DROIT AU BAIL. — Voir :**

- Baux ruraux (n° 2680) ;
- Impôts (n° 2563, 2951, 2955).

DROIT DE COMMUNICATION. — Voir : Impôts (n° 2367).**DROIT DE GREVE****N° 2308 M. Bernard Lafay :**

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer à toutes les catégories de travailleurs, indépendants comme salariés, l'exercice de leurs droits, et en particulier du droit de grève.

(Justice. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 66.)

DROIT DE PREEMPTION. — Voir : Baux ruraux (n° 2224).**DROITS D'ENREGISTREMENT. — Voir :**

- Assistance judiciaire (n° 2667) ;
- Impôts (n° 2055, 2272, 2365, 2578).

DROITS FIXES. — Voir : Impôts (n° 2159).**DROITS D'HYPOTHEQUE. — Voir : Impôts (n° 2272).****DROITS DE MUTATION. — Voir : Impôts (n° 2213, 2221, 2228, 2266, 2374, 2465, 2528, 2529, 2593, 2618, 2664, 2703, 2706, 2731, 2844).****DROITS DE PARTAGE. — Voir : Impôts (n° 2622).****DROITS PROPORTIONNELS. — Voir : Impôts (n° 2159).****DROITS DE SOULTE. — Voir : Impôts (n° 2366, 2369, 2552, 2622).****DROITS DE TIMBRE. — Voir : Impôts (n° 2055, 2272, 2347, 2624, 2729).****E****EAUX ET FORETS. — Voir : Fonctionnaires (n° 2488, 2499, 2511, 2512, 2617, 2712, 2869).****EAUX-DE-VIE. — Voir : Impôts (n° 2331).****ECONOMIQUEMENT FAIBLES****N° 2861 M. Adrien Laplace :**

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour porter le plafond de la carte d'économiquement faible aux niveaux établis par le ministère du travail et de la sécurité sociale.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1286, 1287.)

EDUCATION PHYSIQUE. — Voir : Enseignement (n° 2242, 2281).**EGYPTE. — Voir : Médecins (n° 2740).****ELECTRICITE DE FRANCE****N° 2319 M. Pierre Métayer :**

Au sujet de l'application par Electricité de France dans le département du Var de la circulaire ministérielle du 29 juillet 1960 fixant la participation des constructeurs et lotisseurs aux équipements publics.

(Industrie. — J. O. Débats du 11-5-1962, p. 195.)

N° 2839 M. Marc Desaché :

Au sujet des risques supplémentaires susceptibles de résulter, pour les populations avoisinantes des centrales E. D. F. de Chinon, de la production par celles-ci du plutonium de qualité militaire.

(Ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1251.)

N° 2851 M. Jacques Duclos :

De la possibilité, pour le personnel d'un laboratoire ayant pour tâche l'étude de nombreuses questions qui sont du ressort d'Electricité de France, de bénéficier du statut national du personnel des industries électriques et gazières.

(Industrie. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1262.)

ELECTRIFICATION**N° 2637** M. Yves Estève :

Crédits budgétaires mis à la disposition du fonds d'amortissement des charges d'électrification, pour la période du 1^{er} janvier 1950 au 31 décembre 1961.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-6-1962, p. 617.)

ENFANCE INADAPTEE. — Voir : Enseignement (n° 2659).**ENFANTS ADOPTIFS.** — Voir : Fonctionnaires (n° 2931).**ENREGISTREMENT.** — Voir :

— Fonctionnaires (n° 2559) ;

— Postes et télécommunications (n° 2641).

ENSEIGNEMENT**N° 2171** M. Georges Cogniot :

Raisons pour lesquelles les élèves professeurs de première année de l'I. P. E. S. n'ont pu percevoir leur traitement en temps normal.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-7-1962, p. 676.)

N° 2205 M. Auguste Pinton :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire prévaloir dans les programmes des établissements publics français d'enseignement « la volonté de coopération européenne » affirmée dans certaines résolutions adoptées à Hambourg au mois d'avril 1961 par la conférence européenne des ministres de l'éducation nationale.

(Education nationale. — J. O. Débats du 30-1-62, p. 17.)

N° 2210 M. Fernand Verdeille :

De l'intérêt qu'il y aurait à fixer les règles applicables aux maîtres titulaires de l'enseignement du premier degré assurant leur service dans les classes du second degré des établissements classiques, modernes et techniques.

(Education nationale. — J. O. Débats du 13-3-62, p. 51.)

N° 2226 M. Georges Rougeron :

De l'utilisation dans l'enseignement élémentaire de la « méthode globale » comme mode de lecture, et de son influence au point de vue orthographique.

(Education nationale. — J. O. Débats du 30-1-62, p. 17.)

N° 2241 M. Alfred Dehé :

Effectif des enseignants des divers ordres d'enseignement qui sont détachés dans des services administratifs et dans des organisations syndicales.

(Education nationale. — J. O. Débats du 11-5-62, p. 194.)

N° 2242 M. Jacques Henriot :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour adapter les horaires des diverses cycles d'enseignement aux impératifs d'une éducation physique et sportive mieux comprise.

(Education nationale. — J. O. Débats du 30-1-62, p. 18.)

N° 2245 M. Camille Vallin :

Raisons pour lesquelles le ministre de la coopération s'est opposé, malgré l'avis favorable de son collègue de l'éducation nationale, au détachement d'un professeur de lettres en République de Guinée.

(Coopération. — J. O. Débats du 11-7-62, p. 875.)

N° 2276 M. Jacques Vassor :

De la possibilité pour les maîtres des classes à mi-temps, enseignant au surplus l'éducation physique à leurs élèves, de percevoir l'indemnité spéciale qui est accordée aux instituteurs des C. E. G. ou à ceux des classes de plein air.

(Education nationale. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 52.)

N° 2281 M. Georges Cogniot :

Au sujet du renvoi de cinq élèves de l'école normale supérieure d'éducation physique.

(Education nationale. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 18.)

ENSEIGNEMENT (suite).**N° 2291** M. Gabriel Montpied :

Raisons pour lesquelles n'a pas encore été créée l'école nationale d'ingénieurs de Clermont-Ferrand.

(Education nationale. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 52.)

N° 2312 M. Roger du Halgouet :

De la possibilité pour des cours complémentaires privés sous contrat simple, d'être habilités à recevoir des boursiers nationaux.

(Education nationale. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 52.)

N° 2355 M. André Fosset :

Au sujet du projet de suppression au lycée Colbert de la classe de préparation au concours d'entrée des écoles nationales d'arts et métiers.

(Education nationale. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 53.)

N° 2381 M. René Tinant :

Dispositions envisagées pour apporter une aide plus efficace correspondant aux réalités, en faveur des familles dont les enfants, par suite de la fermeture de l'école communale de leur lieu de résidence, sont contraints de fréquenter une autre école éloignée, avec transport et demi-pension.

(Education nationale. — J. O. Débats du 23-5-1962, p. 297, 298.)

N° 2392 M. Bernard Chochoy :

Au sujet des retenues effectuées sur les indemnités dues aux maîtres des classes du cycle d'observation.

(Education nationale. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 131, 132.)

N° 2397 M. Georges Rougeron :

Nombre de contrats d'association souscrits dans le département de l'Allier par des établissements d'enseignement du second degré, du technique, des enseignements élémentaire et complémentaire.

(Education nationale. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 132.)

N° 2405 M. Vincent Rotinat :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en vue de réformer le régime de l'allocation compensatrice de logement, afin que les institutrices mariées chargées de famille, non logées par les communes, ne se trouvent pas pénalisées par l'octroi d'une simple indemnité de célibataire.

(Education nationale. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 132.)

N° 2408 M. Maurice Charpentier :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier dans les délais les plus brefs à l'injuste situation des « chargés d'école » et faciliter ainsi la tâche des maires ruraux.

(Education nationale. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 132.)

N° 2454 M. Roger Menu :

Base et mode de calcul des indemnités dues par l'Etat aux maîtres de l'enseignement privé placés sous contrat, en ce qui concerne notamment la résidence, le supplément familial et l'indemnité spéciale aux enseignants.

(Education nationale. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 133.)

N° 2455 M. Jacques Vassor :

Cas particulier d'une maîtresse auxiliaire, titulaire d'une licence d'enseignement, et qui désirerait obtenir une délégation ministérielle dans les fonctions de professeur de lettres classiques ou modernes.

(Education nationale. — J. O. Débats du 9-5-1962, p. 186.)

ENSEIGNEMENT (suite).

N° 2486 Mme Marie-Hélène Cardot :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à l'injustice de la situation actuelle des élèves professeurs des centres régionaux d'éducation physique et sportive, préparant la seconde partie du professorat d'éducation physique et sportive.

(Education nationale. — J. O. Débats du 9-5-1962, p. 186.)

N° 2487 Mme Marie-Hélène Cardot :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter qu'à l'avenir le matériel scientifique destiné aux collèges d'enseignement général ne soit plus livré tardivement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 144.)

N° 2497 M. Jean de Bagnieux :

De la possibilité de permettre aux maîtres de l'enseignement privé, agréés, d'être titularisés dans leurs fonctions dans les mêmes conditions que celles prévues pour les maîtres de l'enseignement public par le décret n° 52-1197 du 28 octobre 1952.

(Education nationale. — J. O. Débats du 25-5-1962, p. 394.)

N° 2568 M. Georges Cogniot :

Principes sur lesquels s'est basé le Gouvernement pour attribuer la prime de fin d'année de 6.000 F à tous les maîtres agréés de l'enseignement confessionnel, et la refuser aux retraités de la fonction publique.

(Education nationale. — J. O. Débats du 27-6-1962, p. 616.)

N° 2569 M. Georges Cogniot :

Motifs qui ont inspiré la circulaire ministérielle du 1^{er} mars 1962, qui a porté gravement atteinte à la liberté des instituteurs et à la conception qu'ils se font de leur rôle social, en leur interdisant de participer à la vie des conseils de parents d'élèves.

(Education nationale. — J. O. Débats du 25-5-1962, p. 394.)

N° 2583 M. Georges Rougeron :

Au sujet de la suppression des épreuves d'histoire et de géographie au baccalauréat.

(Education nationale. — J. O. Débats du 25-5-1962, p. 394.)

N° 2588 M. Georges Cogniot :

Au sujet des graves perturbations qu'apportent dans tout l'enseignement de la ville de Paris, et du département de la Seine, les décisions prises en vue de « réorganiser », à partir de la rentrée prochaine, l'enseignement au niveau du premier cycle du deuxième degré, et des classes de fin d'études.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-7-1962, p. 1058.)

N° 2629 M. Maurice Vérillon :

Mesures envisagées par le Gouvernement pour faire face à la situation dans laquelle se trouve actuellement l'école nationale d'ingénieurs d'Alger par suite de l'évolution des événements.

(Education nationale. — J. O. Débats du 10-10-1962, p. 1311.)

N° 2659 M. Georges Marie-Anne :

Mesures qui ont été prises pour permettre la scolarisation, dans le département de la Martinique, des enfants d'âge scolaire relevant de l'enfance inadaptée.

(Education nationale. — J. O. Débats du 11-7-1962, p. 875.)

N° 2660 M. Georges Marie-Anne :

De la possibilité de placer dans des emplois conformes aux prescriptions médicales des enseignants reconnus provisoirement inaptes à la fonction enseignante.

(Education nationale. — J. O. Débats du 29-6-1962, p. 647.)

ENSEIGNEMENT (suite).

N° 2711 M. Georges Cogniot :

Au sujet de la situation d'un grand nombre d'étudiants vietnamiens actuellement en France, qui sont menacés d'être retirés de nos universités par suite des difficultés qu'auraient leurs familles de leur transférer les fonds nécessaires au paiement de leur pension.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 11-7-1962, p. 874.)

N° 2722 M. Georges Rougeron :

Au sujet des difficultés que créent les dispositions du décret du 19 octobre 1959, en ce qui concerne la titularisation des assistantes sociales entrées au service de santé scolaire et universitaire postérieurement au 9 avril 1955.

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-7-1962, p. 1058.)

N° 2746 M. Bernard Chochoy :

De la possibilité de revaloriser les indices de carrière des assistantes sociales de l'enseignement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 7-7-1962, p. 788.)

N° 2751 M. Georges Cogniot :

Au sujet du statut des enseignants qui ont été nommés d'office en Algérie.

(Education nationale. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1255.)

N° 2770 M. Georges Cogniot :

Raisons pour lesquelles l'administration impose à l'enseignement public un minimum de 35 élèves par classe, alors que l'enseignement privé, subventionné par l'Etat, se trouve sur ce point beaucoup plus favorisé.

(Education nationale. — J. O. Débats du 25-7-1962, p. 1140.)

N° 2771 M. Georges Cogniot :

Au sujet d'une lettre du comité de l'association des parents d'élèves de l'école du Shape village, et concernant la qualification de certains professeurs de cette école.

(Education nationale. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1284.)

N° 2799 M. Georges Rougeron :

Au sujet d'un exposé sur le « marxisme » fait au lycée de jeunes filles d'Angers, à l'occasion d'un cours d'instruction religieuse.

(Education nationale. — J. O. Débats du 14-12-1962, p. 1362.)

N° 2806 M. Louis Jung :

Dispositions que compte prendre le Gouvernement afin de doter de classes enfantines dans un délai de quatre ans, toutes les communes des départements de l'Est, et en particulier de l'Alsace.

(Education nationale. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1284.)

N° 2807 M. Georges Cogniot :

Raisons du retard apporté par l'inspection académique de la Somme pour verser l'indemnité différentielle aux enseignants maintenus sous les drapeaux.

(Education nationale. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1256.)

N° 2833 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement afin que le statut des personnels de l'orientation scolaire et professionnelle soit publié sans nouveaux délais.

(Education nationale. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1256.)

N° 2858 M. Francis Le Basser.

Des collectivités auxquelles il appartient légalement de payer les indemnités dues aux maîtres des écoles annexes.

(Education nationale. — J. O. Débats du 14-12-1962, p. 1362.)

ENSEIGNEMENT (suite).

N° 2887 M. Georges Cogniot :

Au sujet de l'exactitude de certaines informations de presse, selon lesquelles un « principe de compensation » et un « système de solidarité » seraient établis entre les écoles confessionnelles sous contrat, et les écoles sans contrat.
(Education nationale. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1320.)

N° 2889 M. Georges Cogniot :

Du nombre de contrats simples et de contrats d'association signés à la date du 30 juin 1962, et effectifs du personnel enseignant et de la population scolaire concernés par ces deux types de contrat.
(Education nationale. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1320.)

N° 2890 M. Georges Cogniot :

Nombre de prêtres séculiers, de congréganistes et de religieux pris en charge par l'Etat à la date du 30 juin 1962, en application de la loi du 31 décembre 1959.
(Education nationale. — J. O. Débats du 14-12-1962, p. 1362.)

N° 2891 M. Georges Cogniot :

Décompte, par départements et par catégories d'établissements, des subventions votées aux écoles confessionnelles catholiques des différents degrés, par les municipalités et les conseils généraux au cours de l'année 1961.
(Intérieur. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1322.)

N° 2892 M. Georges Cogniot :

Nombre de nouveaux services d'aumônerie catholique créés à la date du 30 juin 1962 dans les différents types d'établissements du deuxième degré (internats et externats).
(Education nationale. — J. O. Débats du 14-12-1962, p. 1363.)

N° 2894 M. Georges Cogniot :

Taux minima, maxima et moyen des bourses dans l'enseignement supérieur pour l'année scolaire 1961-1962, et effectif des étudiants boursiers.
(Education nationale. — J. O. Débats du 14-12-1962, p. 1363, 1364.)

N° 2895 M. Georges Cogniot :

Du nombre de bourses accordées pour les divers degrés d'enseignement au cours des années 1961 et 1962, et de la répartition des boursiers par catégories d'établissements, et leur proportion entre les établissements publics et privés.
(Education nationale. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1320, 1321.)

N° 2896 M. Georges Cogniot :

De la charge annuelle moyenne supportée par le budget de l'Etat pour un élève de lycée d'Etat, un élève de lycée nationalisé, un élève de lycée municipal, et un élève de collège d'enseignement général.
(Education nationale. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1321.)

N° 2897 M. Georges Cogniot :

Raisons pour lesquelles les élèves titulaires des bourses Zelliga ont été associés à la distribution des prix du concours général des lycées et écoles normales pour 1962.
(Education nationale. — J. O. Débats du 14-12-1962, p. 1364.)

N° 2898 M. Georges Cogniot :

Raisons pour lesquelles le nouveau centre de recherches industrielles sous contrat de Lyon sera installé sur des terrains prêtés par l'Education nationale.
(Education nationale. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1321.)

ENSEIGNEMENT (suite).

N° 2900 M. Georges Cogniot :

Du nombre de classes nouvelles de sixième, quatrième, seconde, ouvertes dans les lycées de la Seine pour la rentrée de 1962, ainsi que dans les collèges d'enseignement général.
(Education nationale. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1321.)

N° 2915 M. Georges Cogniot :

Au sujet d'un projet de création d'une « pastorale de l'aumônerie ».
(Education nationale. — J. O. Débats du 14-12-1962, p. 1364.)

N° 2920 M. Georges Cogniot :

Au sujet de la situation difficile dans laquelle se trouvent un certain nombre de collèges d'enseignement général, et des mesures que compte prendre le Gouvernement pour y remédier.
(Education nationale. — J. O. Débats du 14-12-1962, p. 1364.)

N° 2921 M. Georges Cogniot :

Cas particulier de la situation faite à certains élèves du lycée d'Arsonval, à Saint-Maur, au profit d'autres élèves rapatriés d'Algérie.
(Education nationale. — J. O. Débats du 14-12-1962, p. 1364.)

N° 2945 M. Jacques Henriot :

De la possibilité d'assouplir le règlement actuellement en vigueur en vue de permettre aux étudiants en médecine d'origine nord-africaine de réparer un quatrième échec.
(Education nationale. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1345.)

N° 2952 M. Auguste Pinton :

De la possibilité d'admettre automatiquement en classe de seconde les candidats admis au Brevet d'Etudes du Premier Cycle.
(Education nationale. — J. O. Débats du 14-12-1962, p. 1364.)

N° 2964 M. Pierre Métayer :

Du nombre et de la répartition par académie, des jeunes enseignants qui ont bénéficié d'une libération anticipée.
(Education nationale. — J. O. Débats du 20-11-1962, p. 1332, 1333.)

Voir aussi :

- Algérie (n° 2643, 2748, 2749) ;
- Armée (n° 2148, 2158) ;
- Caisses des écoles (n° 2359) ;
- Collectivités locales (n° 2306) ;
- Congés (n° 2752) ;
- Constructions scolaires (n° 2279, 2396, 2418, 2710) ;
- Délégués cantonaux (n° 2172) ;
- Fonctionnaires (n° 2202, 2259, 2328) ;
- Impôts (n° 2843) ;
- Maires (n° 2198) ;
- Médecins (n° 2567) ;
- Pensions de retraite (n° 2333) ;
- Ramassage scolaire (n° 2321) ;
- Restaurants universitaires (n° 2496).

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

N° 2735 M. Joseph Brayard :

De la possibilité, pour les responsables des centres postsecondaires agricoles et ménagers agricoles où se trouvent plusieurs maîtres, de prétendre soit au titre de directeur, soit au versement de l'indemnité de direction correspondante.
(Education nationale. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1255.)

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (suite).**N° 2764** M. Edouard Le Bellegou :*Des conditions exigées pour l'ouverture d'un cours privé de soins esthétiques.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1255.)

Voir aussi : *Constructions scolaires* (n° 2734).**ENSEIGNEMENT TECHNIQUE****N° 2081** M. Georges Cogniot :*Nombre de postes créés budgétairement, pourvus effectivement, ou vacants, dans les lycées techniques ou assimilés, pour toutes les disciplines et pour l'ensemble du pays.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-7-1962, p. 1057, 1058.)

N° 2280 M. Georges Rougeron :*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour reclasser rapidement les maîtres auxiliaires de l'enseignement technique, et mettre en place le nouveau mode de recrutement des professeurs techniques adjoints de l'enseignement technique.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 52.)

N° 2570 M. Georges Cogniot :*Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des directeurs et directrices de collèges d'enseignement technique dépourvus à la fois d'un logement de fonction et de toute indemnité compensatrice.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 20-6-1962, p. 545, 546.)

N° 2612 M. Gabriel Montpied :*Au sujet de la réduction des cours de soudure autogène et à l'arc au lycée technique de Clermont-Ferrand, consécutive à la suppression des crédits octroyés pour le perfectionnement professionnel des ouvriers et la promotion du travail.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 30-5-1962, p. 411.)

N° 2636 M. Roger Lagrange :*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour procéder à l'intégration des instituteurs issus des collèges d'enseignement général, dans le cadre de l'enseignement technique.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 29-6-1962, p. 647.)

N° 2709 M. Georges Cogniot :*Raisons pour lesquelles un certain nombre de professeurs des collèges d'enseignement technique de l'académie de Nantes n'ont pas reçu leur traitement du mois d'avril en temps normal.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 7-7-1962, p. 787, 788.)

N° 2788 M. Louis Namy :*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que l'organisation du certificat d'aptitude professionnelle, et en particulier celui de la mécanique, demeure du domaine exclusif de l'enseignement technique public.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1284.)

N° 2898 M. Auguste Pinton :*Raisons du retard apporté à la publication : 1° du statut des personnels des services d'orientation scolaire et professionnelle ; 2° du décret portant aménagement du maxima de services des professeurs techniques et professeurs techniques adjoints des lycées techniques.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1284.)

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (suite).**N° 2837** M. Adolphe Dutoit :*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour apporter une solution aux nombreux problèmes que pose l'enseignement technique dans le Douaisis.*

(Education nationale. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1285.)

Voir aussi :

— *Constructions scolaires* (n° 2456, 2750) ;— *Fonctionnaires* (n° 2234, 2335).**ENTENTES.** — Voir : *Communauté économique européenne* (n° 2406).**ENTREPRISES NATIONALISEES****N° 2362** M. Pierre Métayer :*De l'opportunité qu'il y aurait, pour les entreprises nationalisées, de ne pas opérer de retenues sur le traitement, ou de ne pas exiger la récupération du temps passé par leur personnel à l'accomplissement d'un mandat de maire.*

(Intérieur. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 65.)

ENTREPRISES PSEUDO-PHILANTHROPIQUES. — Voir : *Aveugles* (n° 2796).**EPARGNE-CONSTRUCTION.** — Voir : *Impôts* (n° 2444).**EPARGNE-CREDIT.** — Voir : *Impôts* (n° 2444).**EPIZOOTIES****N° 2263** M. Martial Brousse :*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour fixer le montant des vacations dues aux experts chargés de déterminer la valeur des animaux atteints de maladie contagieuse et destinés à être abattus.*

(Agriculture. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 14.)

ESPACES VERTS. — Voir : *Maires* (n° 2193).**ESSENCE.** — Voir :— *Fonds spécial d'investissement routier* (n° 2163) ;— *Infirmes* (n° 2304).**ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS****N° 2189** M. Etienne Dailly :*Eu égard à la situation actuelle des personnels hospitaliers, de l'opportunité qu'il y aurait à mettre en œuvre une politique susceptible d'assurer dans ce domaine une promotion sociale effective, de nature à stimuler le recrutement et à susciter une émulation parmi les diverses catégories de personnels intéressés.*

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 27.)

N° 2244 M. Marcel Lambert.*Au sujet des conditions de désignation du représentant supplémentaire des organismes de sécurité sociale au sein des commissions administratives des hôpitaux et hospices.*

(Travail. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 28.)

N° 2475 M. Jacques Gadoin.*Conditions précises dans lesquelles un agent hospitalier peut obtenir sa mutation d'un établissement dans un autre.*

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 136.)

N° 2594 Mme Marie-Hélène Cardot :*Au sujet des intentions du Gouvernement en ce qui concerne les conditions d'âge auxquelles devront satisfaire les candidats à l'emploi de préposé aux services généraux dans les établissements publics d'hospitalisation, de soins et de cure.*

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 7-7-1962, p. 790.)

ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS (suite).**N° 2602** M. Jacques Duclos :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soit rétablie la parité entre les représentants du conseil municipal et ceux des autres organismes siégeant au sein des commissions administratives des hôpitaux et hospices publics communaux.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 15-6-1962, p. 513.)

N° 2650 M. Etienne Dailly :

De l'équité qu'il y aurait à mettre à l'étude un statut du personnel des services radiologiques des établissements hospitaliers.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 15-6-1962, p. 514.)

N° 2661 M. Georges Marie-Anne.

De la possibilité de créer à la Martinique un centre régional de rééducation fonctionnelle rattaché au centre hospitalier de Fort-de-France.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 18-7-1962, p. 979.)

N° 2683 M. Joseph Brayard :

Au sujet des conditions d'application de l'article 10 du décret n° 60-564 du 6 juillet 1960 relatif aux règles d'organisation et de fonctionnement des hôpitaux ruraux, et plus spécialement des modalités retenues à titre transitoire pour la désignation des docteurs chargés de remplir les fonctions dévolues au médecin responsable.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 29-6-1962, p. 648.)

N° 2693 M. Roger Lagrange :

Nomenclature et échelonnement indiciaire des auxiliaires médicaux qualifiés visés à l'article 3 de l'arrêté du 6 janvier 1962, et notamment de ceux exécutant certains actes médicaux.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 4-7-1962, p. 678.)

N° 2723 M. Emile Hugues :

Au sujet des dispositions qui s'opposeraient à toute extension d'un établissement de soins privé existant, lorsque l'établissement et l'extension se situent dans la catégorie « Maison de repos et de convalescence » et que cette extension ne dépasse pas la limite de 30 lits, ou de 50 p. 100 de la capacité existante.

Santé publique et population. — J. O. Débats du 25-7-1962, p. 1142.)

N° 2762 M. Bernard Lafay :

De l'urgence qu'il y aurait à prendre toutes initiatives utiles en vue de l'affectation dans les centres hospitaliers régionaux de métropole des externes, internes et assistants du C. H. R. d'Alger.

Santé publique et population. — J. O. Débats du 18-7-1962, p. 979.)

N° 2768 M. Henri Lafleur :

Au sujet de l'application du système de l'amortissement dégressif aux établissements hospitaliers privés, et en particulier aux centres privés de réadaptation fonctionnelle.

Santé publique et population. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1264.)

N° 2850 M. René Dubois :

De la possibilité de rouvrir un délai d'option pour le nouveau régime à plein temps des centres hospitaliers et universitaires métropolitains au bénéfice des professeurs, médecins, chirurgiens et spécialistes de la faculté de médecine et du centre hospitalier régional d'Alger.

Santé publique et population. — J. O. Débats du 10-10-1962, p. 1312.)

ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS (suite).**N° 2852** M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire approuver la décision de la commission administrative des hospices civils de Lyon qui a décidé le paiement au personnel des heures supplémentaires à partir de la 41^e heure.

Santé publique et population. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1286.)

N° 2885 M. Clément Balestra :

Conditions dans lesquelles le directeur d'un hôpital public peut prélever sur la masse des honoraires, avant toute répartition, les cotisations globales des médecins inscrits à une caisse de retraite.

Santé publique et population. — J. O. Débats du 10-10-1962, p. 1312.)

Voir aussi :

- Baux ruraux (n° 2224) ;
- Infirmières (n° 2490) ;
- Médecins (n° 2884).

ETAT CIVIL**N° 2243** M. Bernard Chochoy :

De la possibilité de modifier certains textes actuellement en vigueur, en vue de permettre de porter la mention « Mort pour la France » dans les actes de mariage.

(Justice. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 25, 26.)

N° 2468 M. Modeste Zussy :

De la possibilité, pour l'Etat français, de prendre en compte les frais de procédure engagés par nos ressortissants d'Indochine, et du Tonkin notamment, pour se procurer les actes de notoriété destinés à suppléer à la destruction des registres de l'état civil.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 128.)

N° 2782 M. Jean Bertaud :

De l'obligation, pour les services de l'état civil, de signaler au greffe du tribunal d'instance tous les décès, sans exception, survenant dans les communes, sauf à laisser le soin au juge de décider s'il y a lieu ou non à l'apposition des scellés.

(Justice. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1263.)

ETUDIANTS. — Voir :

- Enseignement (n° 2711, 2945) ;
- Impôts (n° 2843).

EXONERATIONS FISCALES. — Voir : Impôts (n° 2318).**EXPERIENCES NUCLEAIRES****N° 2623** M. Gérald Coppenrath :

Au sujet de l'inquiétude ressentie par les habitants de la Polynésie française à l'annonce de la reprise, par les Etats-Unis, d'essais nucléaires à partir de l'île Christmas.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 20-6-1962, p. 545.)

EXPERTS. — Voir : Epizooties (n° 2263.)**EXPERTS COMPTABLES. — Voir : Allocation-vieillesse (n° 2820.)****EXPERTS VACATAIRES****N° 2339** M. Michel de Pontbriand :

De la possibilité de faire bénéficier les experts vacataires des dispositions du décret n° 59-1569 du 31 décembre 1959 instituant un régime de retraite complémentaire pour tous les agents non titulaires de l'Etat.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 59, 60.)

EXPLOITANTS AGRICOLES**N° 2257** M. Charles Naveau :

De l'exigibilité de la cotisation cadastrale prévue par l'art. 645 du code de la sécurité sociale, dans le cas particulier d'une personne qui a cessé son activité commerciale principale, mais continue à avoir une activité agricole.

(Agriculture. — J. O. Débats du 17-4-62, p. 128.)

N° 2267 M. René Dubois :

De l'application de la loi du 25 janvier 1961 concernant l'assurance maladie obligatoire des exploitants agricoles non salariés dans le cas particulier d'un bailleur à métayage.

(Agriculture. — J. O. Débat du 13-3-1962, p. 47.)

N° 2268 M. Roger Lagrange :

Conditions d'application de la loi du 25 janvier 1961, dans le cas particulier d'un exploitant agricole bénéficiaire de la retraite vieillesse et de l'allocation supplémentaire.

(Agriculture. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 47.)

N° 2269 M. Roger Lagrange :

Des critères qu'il convient de retenir pour l'octroi des prestations à l'épouse d'un chef d'exploitation agricole lui-même assujéti au régime général de sécurité sociale.

(Agriculture. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 47-48.)

N° 2270 M. Roger Lagrange :

De la possibilité d'exonérer des cotisations dues au titre de la loi du 25 janvier 1961, tous les exploitants agricoles bénéficiaires de l'allocation supplémentaire.

(Agriculture. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 14.)

N° 2320 M. Roger Lagrange :

Au sujet de la date de la publication du règlement d'administration publique visé par l'article 1106-4 de la loi n° 61-89 du 25 janvier 1961 concernant l'assurance maladie des exploitants agricoles.

(Agriculture. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 48.)

N° 2391 M. Marcel Brégégère :

De l'opportunité qu'il y aurait d'appliquer au régime d'assurance maladie des exploitants agricoles les mêmes règles qu'en sécurité sociale, notamment en ce qui concerne l'assurance maternité.

(Agriculture. — J. O. Débats du 21-3-1962, p. 83-84.)

N° 2394 M. Jean Péridier :

De l'obligation, pour l'épouse d'un membre de l'enseignement, elle-même propriétaire exploitante, d'adhérer au régime d'assurance maladie des exploitants agricoles, alors qu'elle bénéficie déjà, du fait de son mari, du régime général de la sécurité sociale.

(Agriculture. — J. O. Débats du 18-7-1962, p. 976.)

N° 2610 M. Roger Lagrange :

Au sujet des difficultés d'appréciation de la notion de participation coutumière des conjointes aux travaux de l'exploitation pour la détermination des prestations familiales agricoles.

(Agriculture. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1251, 1252.)

N° 2647 M. Paul Mistral :

Conditions dans lesquelles les fonctionnaires de l'Etat, par ailleurs exploitants agricoles, peuvent obtenir l'exemption de cotisations prévue par le décret du 31 mars 1961.

(Agriculture. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1252.)

N° 2653 M. Lucien Bernier :

Au sujet du projet de loi que devait déposer le Gouvernement concernant l'extension aux départements d'outre-mer de la législation sociale métropolitaine et de son adaptation aux membres non salariés des familles des exploitants agricoles.

(Ministre d'Etat chargé des départements d'outre-mer. — J. O. Débats du 30-5-1962, p. 410.)

EXPLOITANTS AGRICOLES (suite).**N° 2736** M. Roger Lagrange :

Au sujet de la publication du texte attendu permettant aux caisses de mutualité sociale agricole de liquider les dossiers des exploitants agricoles sollicitant l'allocation supplémentaire de vieillesse.

(Agriculture. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1252.)

N° 2875 M. Marcel Audy :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soit créé le fonds spécial prévu par l'article 1106-04 du code rural en vue de permettre aux exploitants agricoles de bénéficier des mêmes prestations extralégales que les assurés sociaux appartenant aux autres régimes.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1282.)

N° 2886 M. Eugène Romaine :

De l'impossibilité, pour les exploitants agricoles précédemment artisans ruraux, titulaires de la retraite artisanale, de bénéficier de la participation complémentaire de l'Etat aux cotisations de l'assurance maladie des exploitants.

(Agriculture. — J. O. Débats du 20-11-1962, p. 1331.)

Voir aussi :

— Impôts (n° 2409) ;

EXPLOITATIONS AGRICOLES. — Voir : *Cumul d'exploitations* (n° 2069, 2724.)**EXPROPRIATION****N° 2865** M. Maurice Coutrot :

De l'interprétation exacte à donner à l'article 2 du décret n° 59-701 du 6 juin 1959, portant règlement d'administration publique, relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique en matière d'expropriation.

(Construction. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1283.)

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE. —Voir : *Impôts* (n° 2055).**EXPULSIONS****N° 2295** M. Jacques Duclos :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les expulsions de locataires de bonne foi, âgés de plus de soixante-cinq ans, ne puissent se produire.

(Justice. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 65, 66.)

F**FETES FORAINES.** — Voir : *Spectacles* (n° 2584).**FICHER COMMUNAL.** — Voir : *Collectivités locales* (n° 2707).**FONCTIONNAIRES****N° 2087** M. Roger Lagrange :

Au sujet du projet de suppression de l'abattement du sixième pour le décompte des annuités de service des fonctionnaires.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 12.)

N° 2138 M. Alfred Isautier :

Cas particulier d'un fonctionnaire du cadre A du service de l'enregistrement en fonction dans le département de la Réunion et qui désirerait valider des services accomplis à la S. N. C. F.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 20.)

FONCTIONNAIRES (suite).**N° 2142 M. Paul Pelleray :**

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les serviteurs de l'Etat retrouvent au moins le niveau de vie atteint en 1957.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 45, 46.)

N° 2143 M. Jean Bertaud :

De l'intérêt qu'il y aurait à réduire le plus possible les mutations de fonctionnaires en vue de remédier, dans une certaine mesure, à la crise du logement.

(Construction. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 16.)

N° 2175 M. Victor Golvan :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire bénéficier des dispositions du décret du 22 juin 1946, les inspecteurs centraux et les inspecteurs du Trésor.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 54, 55.)

N° 2188 M. Louis Gros :

En l'absence de texte ou de règlement précis, de la possibilité pour le personnel de police ou de gendarmerie agissant comme officiers de police judiciaire, de communiquer de leur propre initiative à l'autorité administrative ou préfectorale les procédures pénales dont ils sont saisis, et sans en avoir, au préalable, référé à l'autorité judiciaire compétente.

(Justice. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 25.)

N° 2194 M. Yvon Coudé du Foresto :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire bénéficier des dispositions du décret du 22 juin 1946, les inspecteurs centraux et les inspecteurs du Trésor.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 55.)

N° 2200 M. Maurice Coutrot :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour régler rapidement le préjudice de carrière des inspecteurs centraux et des inspecteurs du Trésor tenus à l'écart du bénéfice des dispositions du décret du 22 juin 1946.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 133.)

N° 2202 M. Edgar Tailhades :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour porter remède à la situation actuelle des fonctionnaires des services économiques des établissements publics d'enseignement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 17.)

N° 2215 M. Jean Lecanuet :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire bénéficier des dispositions du décret du 22 juin 1946 les inspecteurs centraux et les inspecteurs du Trésor.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 56.)

N° 2234 M. Jean Deguise :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la situation actuelle des surveillants généraux des collèges d'enseignement technique.

(Education nationale. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 17-18.)

N° 2238 M. Marcel Boulangé :

Date à laquelle les contrôleurs et contrôleurs principaux des postes et télécommunications bénéficieront de la bonification de dix-huit mois accordée récemment à leurs homologues des administrations financières.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1256.)

FONCTIONNAIRES (suite).**N° 2249 M. Abel-Durand :**

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire bénéficier des dispositions du décret du 22 juin 1946 les inspecteurs centraux et les inspecteurs du Trésor.

Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 56.)

N° 2252 M. Gabriel Montpied :

De la possibilité pour des fonctionnaires, ayant servi comme auxiliaires permanents ou temporaires, de faire valider des services journaliers inférieurs à six heures.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 22.)

N° 2255 M. Jules Pinsard :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les agents de bureau de l'administration des postes et télécommunications bénéficient rapidement des dispositions envisagées prévoyant la transformation de leur emploi en celui d'agent d'exploitation.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 27.)

N° 2256 M. Emile Dubois :

Mesures qui ont été prises en vue de permettre aux personnels de police en service en Algérie de bénéficier des dispositions prévues par l'ordonnance n° 59-66 du 7 janvier 1959 relative aux dommages subis par suite des événements qui se déroulent en cette région.

(Intérieur. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 25.)

N° 2259 M. Roger Carcassonne :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur du personnel des services d'intendance et d'économat des établissements publics d'enseignement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 18.)

N° 2264 M. Jacques Henriet :

Des modalités du statut des agents auxiliaires du ministère des affaires étrangères et de la date à laquelle il sera publié.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 12.)

N° 2311 M. André Maroselli :

De l'interprétation à donner au décret n° 61-657 du 26 juin 1961 qui donne au Gouvernement la possibilité de nommer, sans concours, aux emplois de commissaire de police et d'officier de police adjoint les titulaires de certains diplômes n'appartenant pas à l'administration.

(Intérieur : J. O. Débats du 13-3-1962, p. 63.)

N° 2324 M. Robert Liot :

Nombre de fonctionnaires de la catégorie A, anciennement en service au Maroc ou en Tunisie, mis à la retraite en vertu des dispositions de l'article 8 de la loi du 4 août 1956.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 133, 134.)

N° 2328 M. Francis Le Basser :

Au sujet des conditions matérielles qui sont faites aux hauts fonctionnaires du secteur public et, en particulier, aux inspecteurs généraux de l'instruction publique, obligés de se déplacer en province pour les besoins de leur service.

(Education nationale. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 52, 53.)

N° 2330 M. Emile Vanrullen :

Au sujet de la situation des anciens auxiliaires des recettes municipales et spéciales intégrés dans les services extérieurs du Trésor.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-6-1962, p. 615, 616.)

N° 2335 Mme Marie-Hélène Cardot :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des surveillants généraux des collèges d'enseignement technique.

(Education nationale. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 53.)

FONCTIONNAIRES (suite).

N° 2346 M. René Montaldo :

Au sujet du retard apporté à l'application de l'ordonnance n° 58-1048 du 5 novembre 1958 concernant les projets de fusion entre les cadres algériens et métropolitains de fonctionnaires.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 46.)

N° 2451 M. Yvon Coudé du Foresto :

Cas particulier d'un fonctionnaire qui n'aurait pas respecté les règles du secret professionnel.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 148.)

N° 2488 M. Etienne Le Sassier-Boisauné :

Raisons pour lesquelles les chefs de district des eaux et forêts n'ont pas encore été constitués en un corps de catégorie B du type prévu par le décret n° 61-204 du 27 février 1961.

(Agriculture. — J. O. Débats du 27-4-1962, p. 156.)

N° 2499 M. Paul-Jacques Kalb :

Raisons pour lesquelles les chefs de district des eaux et forêts n'ont pas encore été constitués en un corps de catégorie B du type prévu par le décret n° 61-204 du 27 février 1961.

(Agriculture. — J. O. Débats du 27-4-1962, p. 156, 157.)

N° 2511 M. Adrien Laplace :

Raisons pour lesquelles les chefs de district des eaux et forêts n'ont pas encore été constitués en un corps de catégorie B du type prévu par le décret n° 61-204 du 27 février 1961.

(Agriculture. — J. O. Débats du 27-4-1962, p. 156, 157.)

N° 2512 M. François Schleiter :

Raisons pour lesquelles les chefs de district des eaux et forêts n'ont pas encore été constitués en un corps de catégorie B du type prévu par le décret n° 61-204 du 27 février 1962.

(Agriculture. — J. O. Débats du 27-4-1962, p. 157.)

N° 2514 M. Georges Rougeron :

Suite que le Gouvernement compte donner aux dispositions de l'ordonnance n° 58-1036 du 29 octobre 1958, et d'autres textes subséquents, relatifs à la situation de certains personnels relevant du ministre de la France d'outre-mer et affectés au ministère de la santé publique et de la population.

(Santé publique. — J. O. Débats du 11-5-1962, p. 196.)

N° 2558 M. Victor Golvan :

De l'interprétation exacte à donner à l'expression « limite d'âge de son grade » en vue de l'application de l'ordonnance n° 62-91 du 26 janvier 1962, relative au congé spécial de certains fonctionnaires des corps de la catégorie A.

(Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique. — J. O. Débats du 9-5-1962, p. 185, 186.)

N° 2559 M. Robert Liot :

Dans le cadre des dispositions de l'article 8 de la loi n° 56-782 du 4 août 1956, de la possibilité pour un receveur principal de catégorie exceptionnelle de l'enregistrement âgé de cinquante-six ans, d'obtenir sa mise à la retraite.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-6-1962, p. 491.)

N° 2575 M. Antoine Courrière :

Au sujet de la situation réservée aux anciens fonctionnaires de l'Assemblée de l'Union française, par comparaison avec celle faite à tous les fonctionnaires, civils et militaires, sanctionnés à la suite de l'application de l'article 16 de la Constitution.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 4-7-1962, p. 674.)

FONCTIONNAIRES (suite).

N° 2576 M. Antoine Courrière :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des fonctionnaires et agents, anciens combattants, de l'Assemblée de l'Union française.

(Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative. — J. O. Débats du 28-12-1962, p. 1479.)

N° 2606 M. Yvon Coudé du Foresto :

De la possibilité, pour le directeur de la santé publique de Poitiers, d'être habilité à faire fonction d'inspecteur divisionnaire pour la région-programme Poitou-Charentes.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1263.)

N° 2608 M. Robert Liot :

Date à laquelle seront mandatés aux intéressés les rappels de traitement consécutifs au nouveau classement hiérarchique de certains fonctionnaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-6-1962, p. 616.)

N° 2617 M. Maurice Charpentier :

Raisons pour lesquelles le passage des chefs de district des eaux et forêts dans le cadre B des fonctionnaires n'a pas encore fait l'objet de propositions du ministère de l'Agriculture.

(Agriculture. — J. O. Débats du 30-5-1962, p. 410.)

N° 2628 M. Alfred Isautier :

Raisons pour lesquelles les chefs de section des services agricoles n'ont pas été reclassés dans un cadre administratif A.

(Agriculture. — J. O. Débats du 30-5-1962, p. 410.)

N° 2658 M. Georges Marie-Anne :

De la possibilité d'intégrer dans la hiérarchie des services radio-électriques, et à l'emploi correspondant à leurs compétences, les anciens agents de la station coloniale radio-électrique de la Martinique.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 15-6-1962, p. 512.)

N° 2674 M. André Méric :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que le reclassement des secrétaires administratifs des services extérieurs des armées soit réalisé dans les conditions prévues par l'arrêté n° 62-96 du 30 janvier 1962.

(Armées. — J. O. Débats du 4-7-1962, p. 674, 675.)

N° 2677 M. Marcel Brégégère :

Dispositions envisagées par le Gouvernement pour améliorer sans délai et de façon substantielle la situation de tous les conducteurs de travaux publics de l'Etat, et proposer leur classement dans le cadre B de la fonction publique.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 22-6-1962, p. 586.)

N° 2701 M. Alain Poher :

Raisons pour lesquelles le décret portant réforme du statut des attachés d'administration centrale n'a pas encore été publié.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-7-1962, p. 1141.)

N° 2712 M. Léon David :

Raisons pour lesquelles n'a pas encore été publié le projet relatif au reclassement des chefs de district des eaux et forêts dans le cadre B.

(Agriculture. — J. O. Débats du 11-7-1962, p. 874.)

N° 2721 M. Georges Marie-Anne :

Dans le cas particulier d'un agent de police contractuel à Paris, de la possibilité pour l'intéressé de prétendre au bénéfice d'une titularisation dans les cadres, au titre de la loi du 26 septembre 1951 relative à la participation active et continue des fonctionnaires à la Résistance.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 20-7-1962, p. 1057.)

FONCTIONNAIRES (suite).**N° 2727 M. Pierre Métayer :**

Au sujet des inconvénients supportés par les agents titulaires de l'Etat, accidentés du travail, et des améliorations qu'il conviendrait d'apporter à la législation actuelle en la matière.

(Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique. — J. O. Débats du 27-6-1962, p. 615.)

N° 2743 M. Jean-Louis Fournier :

Conditions dans lesquelles doit être calculé l'effectif des agents susceptibles d'être promus à l'échelle supérieure, en vue de l'application des décrets n° 62-594 et 62-595, concernant les échelles de rémunération des catégories C et D des fonctionnaires de l'Etat.

(Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique. — J. O. Débats du 18-7-1962, p. 976.)

N° 2758 M. Roger Carcassonne :

De la possibilité pour une administration d'Etat d'autoriser ou non un fonctionnaire en congé de maladie à quitter sa résidence d'emploi.

(Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1250.)

N° 2767 M. Bernard Lafay :

Au sujet de l'indemnisation des pertes subies par les fonctionnaires et agents de l'Etat précédemment en service dans l'administration militaire en Algérie.

(Armées. — J. O. Débats du 10-10-1962, p. 1311.)

N° 2783 M. Edouard Soldani :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin aux injustices dont sont victimes certains officiers de police et officiers de police adjoints, appartenant aux anciens combattants F. F. L. et qui n'ont pas jusqu'à ce jour bénéficié des mesures prévues en faveur des fonctionnaires qui se sont distingués dans la Résistance.

(Intérieur. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1285, 1286.)

N° 2787 M. Robert Bruyneel :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre aux attachés d'administration centrale issus des concours interministériels, d'être promus au grade d'attaché principal.

(Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique. — J. O. Débats du 26-7-1962, p. 1219.)

N° 2845 M. Robert Liot :

Cas particulier d'un ingénieur des travaux publics de l'Etat qui désirerait obtenir sa mise à la retraite en demandant le bénéfice des art. 8 et 9 de la loi du 4 août 1956.

(Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1250.)

N° 2857 M. Francis Le Basser :

De la possibilité pour les enfants majeurs d'un fonctionnaire décédé, sans conjoint ou ascendant survivants, de bénéficier du capital-décès.

(Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1281.)

N° 2857 M. Francis Le Basser :

De la possibilité pour les enfants majeurs soumis à la surtaxe progressive, d'un fonctionnaire décédé sans conjoint ou ascendants vivants, de bénéficier du capital-décès.

(Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique. — J. O. Débats du 20-11-1962, p. 1330.)

N° 2864 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les fonctionnaires de la police qui ont servi pendant la guerre 1939-1945 dans les cadres de la sûreté aux armées, soient rétablis dans l'intégralité des droits reconnus par les textes en vigueur à l'ensemble des fonctionnaires présents sous les drapeaux en temps de guerre.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1346.)

FONCTIONNAIRES (suite).**N° 2869 M. Raymond Boin :**

Raisons pour lesquelles le passage envisagé des chefs de district des eaux et forêts dans le cadre B de la fonction publique, n'a pas encore fait l'objet de propositions du ministère intéressé.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1282.)

N° 2907 M. André Maroselli :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin aux injustices dont sont victimes certains officiers de police et officiers de police adjoints, appartenant aux anciens combattants F. F. L., et qui n'ont pas, jusqu'à ce jour, bénéficié des mesures prévues en faveur des fonctionnaires qui se sont distingués dans la Résistance.

(Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique. — J. O. Débats du 20-11-1962, p. 1330.)

N° 2917 M. Georges Marie-Anne :

Cas particulier d'un fonctionnaire des Postes et Télécommunications, en fonction aux Antilles, et qui désirerait bénéficier d'un des logements construits par cette administration.

(Postes et Télécommunications. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1323.)

N° 2931 M. Maurice Vérillon :

De la possibilité, pour les mères de famille fonctionnaires ayant des enfants adoptifs, de bénéficier des mêmes droits accordés aux mères de famille fonctionnaires ayant des enfants légitimes, en ce qui concerne notamment le bénéfice de la retraite anticipée.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1347.)

N° 2971 M. Jacques de Maupeou :

En vue du calcul de l'ancienneté de service exigée pour l'avancement des fonctionnaires, de la possibilité de prendre en compte la totalité du temps passé au service militaire, y compris le temps du maintien sous les drapeaux après la durée légale.

(Intérieur. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1348, 1349.)

N° 2980 Mme Marie-Hélène Cardot :

De la possibilité, pour un instituteur public, de détenir par voie de succession et au titre d'une entreprise de famille des parts d'actionnaire fondateur d'une société anonyme.

(Ministre d'Etat chargé de la Réforme administrative. — J. O. Débats du 20-12-1962, p. 1443.)

N° 2982 M. André Monteil :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme à l'injustice dont sont victimes certains officiers de police et officiers de police adjoints, anciens membres de la Résistance active, et qui n'ont pas jusqu'à ce jour bénéficié des mesures prévues en faveur des fonctionnaires qui se sont distingués dans la Résistance.

(Intérieur. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1349.)

Voir aussi :

- Algérie (N° 2643, 2748, 2749) ;
- Allocations logement (n° 2698) ;
- Armée (n° 2983) ;
- Collectivités locales (n° 2140, 2177, 2293, 2338, 2549, 2738, 2992) ;
- Congés (n° 2752) ;
- Construction (n° 2401) ;
- Enseignement (n° 2568, 2964) ;
- Exploitants agricoles (n° 2647) ;
- Impôts (n° 2315) ;
- Pensions de retraite (n° 2033, 2309, 2333, 2414, 2516, 2601, 2870) ;
- Postes et Télécommunications (n° 2641).

FONDS DE COMMERCE. — Voir : Impôts (n° 2266).

FONDS NATIONAL D'AMELIORATION DE L'HABITAT**N° 2730** M. Jean-Bertaud :

De l'opportunité qu'il y aurait à permettre à des propriétaires occupant des locaux situés dans un immeuble en copropriété divisée, de bénéficier des avantages du Fonds national d'amélioration de l'habitat.

(Construction. — J. O. Débats du 7-7-1962, p. 787.)

Voir aussi : Impôts (n° 2671).

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE**N° 2373** M. Paul Pauly :

Du relèvement des plafonds de ressources qui conditionnent l'attribution de l'allocation du fonds national de solidarité, et de la date à laquelle le Gouvernement compte revaloriser ladite allocation.

(Travail. — J. O. Débats du 21-3-1962, p. 85.)

N° 2404 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les pensions concédées au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ne soient plus à l'avenir retenues dans l'évaluation des ressources subordonnées à l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs.

(Travail. — J. O. Débats du 21-3-1962, p. 85.)

N° 2773 M. Jacques Gadoin :

Dans un cas particulier de succession, de l'opportunité qu'il y aurait à ne pas réclamer aux héritiers les arrérages servis au titre de l'allocation supplémentaire et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés dont bénéficiait le défunt.

(Travail. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1264.)

FONDS SPECIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER**N° 2163** M. Gabriel Montpied :

De la modicité des crédits affectés au fonds spécial d'investissement routier eu égard à l'importance des recettes constituées par les taxes sur l'essence.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 20, 21.)

FORETS**N° 2235** M. Edouard Le Bellegou :

Moyens de lutte envisagés contre le dépérissement actuel des forêts de pins maritimes du département du Var.

(Agriculture. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 14.)

N° 2458 M. Léon David :

De la nécessité d'envisager les crédits nécessaires en vue de la protection des pinèdes provençales menacées par les chenilles.

(Agriculture. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 129.)

N° 2789 M. Marcel Boulangé :

De l'intérêt qu'il y aurait à permettre la rétrocession aux communes, anciennes propriétaires, des forêts qui avaient été expropriées par l'Etat en vue de l'aménagement du camp retranché de Belfort.

(Armées. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1253.)

Voir aussi : Impôts (n° 2855).

FOYER DU RHONE. — Voir : Restaurants universitaires (n° 2496).

FRAIS DE DEMENAGEMENT. — Voir : Armées (n° 2708).

FRAIS DE DEPLACEMENTS. — Voir : Sécurité sociale (n° 2836).

FRAIS DE TRANSPORT. — Voir : Magistrats (n° 2240).

FRANCE D'OUTRE-MER. — Voir : Fonctionnaires (n° 2514).

G

GARAGES. — Voir : Logements de fonction (n° 2393).

GAZ DE FRANCE. — Voir : Electricité de France (n° 2851)

GENDARMES**N° 2543** M. Bernard Chochoy :

De la possibilité d'envisager, en faveur des gendarmes, et étant donné la nature de leurs fonctions, un statut spécial au sein de l'armée.

(Armées. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 144.)

GEOGRAPHIE. — Voir : Enseignement (n° 2583).

GERANTS D'AGENCES POSTALES. — Voir : Postes et télécommunications (n° 2604).

GLACES**N° 3016** M. Georges Rougeron :

De l'opportunité qu'il y aurait à appliquer rigoureusement la réglementation en vigueur concernant la vente des glaces.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 21-12-1962, p. 1465.)

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG. — Voir : Luxembourg (n° 2781).

GRANDS INFIRMES. — Voir :

— Aide sociale (n° 2117, 2644) ;

— Aveugles (n° 2796) ;

— Infirmes (n° 2225).

GRANDS INVALIDES. — Voir :

— Infirmes (n° 2225, 2304) ;

— Victimes de la guerre (n° 1792).

GRATIFICATIONS. — Voir : Impôts (n° 2464).

GREFFIERS**N° 2277** Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité de procéder par étapes dans le cas où serait adopté le projet actuellement envisagé de réforme des greffes.

(Justice. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 26.)

N° 2669 M. André Méric :

Mesures d'équité que compte prendre le Gouvernement en faveur du petit nombre de greffiers âgés de plus de soixante ans, qui n'ont pas été reclassés à la suite de la réforme judiciaire de 1968.

(Justice. — J. O. Débats du 15-6-1962, p. 511, 512.)

GUADELOUPE. — Voir :

— Huissiers de justice (n° 2666) ;

— Marchés de fournitures (n° 2753).

GUINEE. — Voir :

— Enseignement (n° 2245) ;

— Rapatriés (n° 2872).

GUYANE. — Voir :

— Armée (n° 2822) ;

— Etablissements hospitaliers (n° 2661) ;

— Marchés de fournitures (n° 2754).

GYMNASES

N° 2726 M. Bernard Lafay :

Au sujet des inconvénients qui résultent de l'occupation depuis quatre mois de nombreux gymnases municipaux par les compagnies républicaines de sécurité, et des mesures urgentes à prendre pour que cessent de telles pratiques.

(Intérieur. — J. O. Débats du 25-7-1962, p. 1141.)

H

HABITATIONS A LOYER MODERE. — Voir : *Collectivités locales* (n° 2717).

HISTOIRE

N° 2517 M. Georges Rougeron :

Au sujet de l'existence dans les archives du ministère des affaires étrangères d'un dossier relatif à Louis XVII.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 143.)

N° 2581 M. Georges Rougeron :

Au sujet de l'existence, aux archives vaticanes, de documents permettant d'établir la vérité sur le sort du Dauphin Louis à la prison du Temple, et sur la descendance de « Louis XVII ».

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 18-5-1962, p. 266.)

N° 2582 M. Georges Rougeron :

Au sujet de l'existence de plusieurs « carnets intimes » de Louis XVI, et de leur authenticité.

(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 25-5-1962, p. 393, 394.)

Voir aussi : *Enseignement* (n° 2583).

HONORAIRES MEDICAUX. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 2376).

HOPITAUX ET HOSPICES. — Voir :

— *Etablissements hospitaliers* (n° 2244, 2602, 2683, 2852, 2885) ;— *Médecins* (n° 2884) ;— *Sécurité sociale* (n° 2425, 2625).

HORS-BORDS. — Voir : *Canots automobiles* (n° 2086).

HOULLERES NATIONALES. — Voir :

— *Charbon* (n° 2219, 2398) ;— *Charbonnages de France* (n° 2217, 2411, 2595, 2596, 2597, 2598, 2626, 2853).

HUILES ALIMENTAIRES

N° 2207 M. Michel de Pontbriand :

De l'obligation de faire connaître aux acheteurs, par un étiquetage approprié, le procédé d'extraction des huiles alimentaires.

(Agriculture. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 13.)

HUISSIERS APPARITEURS. — Voir : *Armée* (n° 2384).

HUISSIERS DE JUSTICE

N° 2666 M. Georges Marie-Anne :

De l'opportunité qu'il y aurait à rétablir à la Martinique et à la Guadeloupe, les tarifs des huissiers de justice au taux en vigueur avant la réforme du 1^{er} janvier 1948.

(Justice. — J. O. Débats du 15-6-1962, p. 511.)

N° 2785 M. Robert Liot :

De la possibilité pour des époux, remplissant chacun les aptitudes requises pour exercer les fonctions d'huissier de justice, d'être nommés dans deux villes différentes, dont les cantons sont limitrophes et dépendent d'un même arrondissement judiciaire.

(Justice. — J. O. Débats du 11-9-62, p. 1263.)

HYDROCARBURES

N° 2866 M. Jacques Duclos :

Au sujet du projet de transfert dans la plaine de la Brague du dépôt d'hydrocarbures existant actuellement dans la baie Saint-Roch, à Antibes, et du préjudice et des risques que cette mesure peut entraîner.

(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1281.)

HYPOTHEQUES. — Voir : *Publicité légale* (n° 2261).

I

IMPLAÇABLES. — Voir : *Légion d'honneur* (n° 2691).

IMPOT DE DISTRIBUTION. — Voir : *Impôts* (n° 2204).

IMPOT FONCIER. — Voir : *Impôts* (n° 2370, 2379).

IMPOT SUR LE REVENU. — Voir : *Impôts* (n° 2164, 2165, 2179, 2315, 2431, 2561, 2672, 2676, 2843).

IMPOT SUR LES SOCIETES. — Voir : *Impôts* (n° 2275, 2733, 2881).

IMPOTS

N° 1945 M. Etienne Dailly :

Difficultés que présentent pour les constructeurs ou les importateurs d'appareils de télévision, les conditions dans lesquelles est actuellement perçue la redevance radiophonique.

(Secrétaire d'Etat chargé de l'information. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1250.)

N° 1947 M. Gustave Alric :

De la possibilité, pour les associés d'une ancienne société à responsabilité limitée transformée en société de personnes, devenus ainsi associés en nom sur le plan fiscal, d'imputer sur leur revenu global la quote-part de perte incombant à chacun d'eux au titre de l'exercice de transformation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 144, 145.)

N° 2037 M. Gaston Pams :

De la possibilité de faire bénéficier certaines catégories de sociétés d'économie mixte de la même exemption fiscale à la revente des terrains et immeubles déjà accordée à d'autres sociétés de même nature.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 19.)

N° 2055 M. Lucien Perdereau :

De la possibilité, pour l'administration, de réclamer des droits d'enregistrement et de timbre sur les actes par lesquels des collectivités publiques revendent à l'amiable des terrains qu'elles ont elles-mêmes acquis par expropriation pour cause d'utilité publique.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 19.)

N° 2109 M. Alex Roubert :

Au sujet des conditions d'application de l'article 34 de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954, qui prévoit l'exonération de la surtaxe progressive pour la partie de leur revenu épargnée par les contribuables en vue, notamment, de l'édification ou de l'acquisition d'immeubles destinés à l'habitation personnelle ou familiale.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 54.)

N° 2141 M. Paul Pelleray :

Dispositions envisagées pour permettre à des propriétaires de récupérer la valeur de la taxe de voirie due par le preneur dans les communes où ladite taxe a été supprimée.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 20.)

IMPOTS (suite).

N° 2151 M. Jean Fichoux :

De la possibilité d'appliquer au cidre les dispositions du décret n° 61-984 du 1^{er} septembre 1961, qui a réduit la taxe unique sur les vins.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 54.)

N° 2159 M. Charles Naveau :

De la perception du droit proportionnel, ou du droit fixe, dans le cas particulier de résolution d'une convention soumise à une condition suspensive non encore accomplie.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 20.)

N° 2164 M. Jean Deguise :

De la possibilité d'assimiler les chargés de production et les chefs d'organisation des compagnies d'assurance, aux inspecteurs d'assurance, en ce qui concerne la déduction forfaitaire de 30 p. 100 pour frais professionnels sur leurs revenus.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 21.)

N° 2165 M. Claude Mont :

Conditions dans lesquelles les profits réalisés à l'occasion d'opérations de bourse peuvent être soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 21.)

N° 1777, 2167 M. Gabriel Tellier :

Du droit pour un percepteur de poursuivre le recouvrement des impôts dans le cas même où cette imposition est contestée par le contribuable par un pourvoi devant le Conseil d'Etat ; et du taux d'intérêt à servir à ce contribuable sur les sommes qu'il a indûment versées lorsque l'Etat succombe au cours d'une instance fiscale.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 144.)

N° 2179 M. Marcel Molle :

De la possibilité de comprendre parmi les ressources susceptibles d'être frappées par l'impôt sur le revenu, les arrérages de rentes viagères échus mais non payés, et dont un créancier fait donation sans charge, par acte notarié, au débirentier.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 21.)

N° 2181 M. Jean Bertaud :

Mesures que compte prendre le service des contributions directes pour faciliter les obligations fiscales des contribuables durant la période des congés payés.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 55.)

N° 2183 M. René Montaldo :

Destination qui a été donnée aux sommes versées en 1960 par les producteurs de céréales d'Algérie au titre des taxes de résorption.

(Agriculture. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 13.)

N° 2185 M. Jean Périquier :

De la possibilité pour l'administration de considérer comme un entrepreneur assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée un particulier bâtissant lui-même le gros œuvre de sa maison personnelle et employant seulement des artisans pour les divers travaux de menuiserie, peinture, etc.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 21.)

N° 2186 M. Jean Périquier :

De l'obligation, pour un procès-verbal de la Commission départementale des impôts directs, d'être signé, sous peine de nullité, par tous les membres composant ladite commission.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 55.)

IMPOTS (suite).

N° 2190 M. Etienne Dailly :

Dans le cas particulier d'une société industrielle dont l'une des usines est reliée à la voie ferrée par un embranchement particulier, sur lequel sont raccordés plusieurs sous-embranchements exploités par d'autres entreprises, de la possibilité pour la société propriétaire de l'embranchement principal, lors de sa répartition de fruits, de décompter les taxes sur le chiffre d'affaires sur tout ou partie des sommes mises à la charge des utilisateurs des sous-embranchements.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 21, 22.)

N° 2201 M. Marcel Lambert :

Au sujet des conditions d'application de la taxe différentielle au plein tarif sur les véhicules dont l'âge n'excède pas cinq ans.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 22.)

N° 2204 M. Alfred Dehé :

Du régime fiscal applicable à des titres de l'emprunt Pinay dans un cas particulier d'une société anonyme ou d'une société à responsabilité limitée qui distribue ces titres à ses actionnaires.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 55, 56.)

N° 2213 M. Louis Courroy :

Dans un cas particulier de constitution d'une société en nom collectif en vue de l'exploitation d'une officine de pharmacie, de la possibilité pour l'un des associés de déduire certains droits de mutation de ses revenus imposables.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 56.)

N° 2214 M. Louis Courroy :

Dans le cas particulier d'un agent général d'assurance possédant un mandat auprès de plusieurs compagnies, de la possibilité pour cet agent d'invoquer le bénéfice de la taxation des plus-values au taux de 6 p. 100 si l'une de ces compagnies lui verse une indemnité compensatrice à l'occasion de la cessation auprès d'elle de son mandat.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 145.)

N° 2221 M. Guy Petit :

Des droits de mutation exigibles de l'un des coacquéreurs d'un immeuble dans le cas particulier où la convention passée entre eux doit être considérée comme conférant au survivant la propriété de cet immeuble tout entier sous condition suspensive de survie.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 56.)

N° 2228 M. Charles Laurent-Thouvérey :

Des droits de mutation exigibles dans le cas particulier d'une adjudication par laquelle un même adjudicataire a acquis d'un même vendeur deux parcelles isolées remplissant l'une et l'autre des conditions édictées par les articles 721 et 723 du Code général des impôts pour bénéficier du taux réduit.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 56.)

N° 2229 M. Charles Laurent-Thouvérey :

Dans le cas de cession ou de cessation d'entreprise, de la possibilité de comprendre, sous forme de provision, parmi les charges déductibles, le montant de la cotisation due au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 56, 57.)

IMPOTS (suite).

N° 2233 M. Alain Poher :

De la possibilité pour la taxe sur les prestations de services (ou la taxe à la valeur ajoutée acquittée par option) qui a grevée les frais d'acquisition d'un terrain industriel, d'ouvrir droit à déduction, dans le cas particulier d'une entreprise engageant des frais pour l'aliénation d'un immeuble industriel en vue de réorganiser l'implantation de ses différents établissements de production.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 22.)

N° 2237 M. Marcel Lambert :

De la possibilité de prélever sur le produit de la taxe unique sur les cidres, les indemnités envisagées en faveur de l'arrachage des pommiers à cidre.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 57.)

N° 2239 M. Jean-Louis Tinaud :

Raisons pour lesquelles les agents des contributions indirectes refusent parfois d'accorder aux associations à but lucratif les dégrèvements des taxes prévues à certains articles du code général des impôts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 57.)

N° 2246 M. Léopold Morel :

Conditions dans lesquelles une personne, propriétaire d'un journal, qui se propose de le donner en gérance à une société dont elle serait l'associée, pourrait comme par le passé bénéficier du droit de constituer des provisions ainsi qu'il est prévu à l'art. 39 bis du code général des impôts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 57.)

N° 2266 Mme Marie-Hélène Cardot :

Du droit pour l'administration d'exiger le règlement des droits de mutation dans un cas particulier de vente d'un fonds de commerce.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 23.)

N° 2271 M. Roger Carcassonne :

De la possibilité d'autoriser des entreprises se trouvant dans certaines conditions à prélever une dotation sur stocks sur les résultats de leur exercice 1961.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 23.)

N° 2272 M. Pierre de La Gontrie :

De l'exonération possible des droits de timbre, d'enregistrement et d'hypothèque, dans le cas particulier de l'achat d'un appartement avec des fonds provenant d'une indemnité de dommages de guerre.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 145.)

N° 2273 M. Auguste Pinton :

Au sujet des taxes dont sont passibles les véhicules de tourisme des sociétés, même dans le cas où lesdits véhicules sont utilisés par les représentants de ces sociétés pour remplir leurs fonctions.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 58.)

N° 2275 M. René Dubois :

En cas de transformation d'une société immobilière de capitaux en société civile, effectuée sous le régime de la loi du 28 décembre 1959, de la taxation applicable lorsque la plus-value latente a été matérialisée par l'inscription au passif du bilan d'une réserve de réévaluation libre.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-7-1962, p. 676.)

IMPOTS (suite).

N° 2292 M. Jean Lacaze :

Cas particulier d'un petit industriel qui a fait édifier trois logements type « Logeco », et à qui l'administration réclame la restitution de l'amortissement exceptionnel de 50 p. 100 antérieurement prévu par l'art. 39 quater du code général des impôts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 58.)

N° 2314 M. Edmond Barrachin :

Dans le cas particulier d'un contribuable ayant emprunté pour payer les réparations de son immeuble, de la possibilité pour lui, lors de l'établissement de sa déclaration d'impôts, de déduire les frais correspondants sous forme de remboursements annuels étalés éventuellement sur 10 ou 20 ans.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 59.)

N° 2315 M. Roger Lagrange :

Dans le cas particulier d'un fonctionnaire qui a souscrit un contrat de rente viagère différée en vue de se constituer une retraite complémentaire, de la possibilité pour lui de déduire de son revenu global les sommes qu'il verse ainsi à titre de primes.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-5-1962, p. 194.)

N° 2318 M. Jacques Marette :

Liste des entreprises ayant bénéficié, ou bénéficiant encore des exonérations fiscales prévues par le « code pétrolier ».

(Ministre d'Etat chargé du Sahara et des territoires d'outre-mer. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 126, 127.)

N° 2322 M. Marcel Molle :

De la possibilité, pour une société civile qui construit sur un terrain acheté par elle un immeuble collectif en copropriété, d'être redevable de la taxe de prestations de services de 8,50 p. 100, lors de la cession à un acquéreur des millièmes de terrain correspondant à un appartement ou des constructions en cours.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 59.)

N° 2323 M. Robert Liot :

De la possibilité, pour une société anonyme exploitant une imprimerie typographique, d'être exonérée de la contribution des patentes.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 146.)

N° 2331 M. Marcel Lambert :

De la possibilité d'exonérer des droits et taxes les alcools et les eaux-de-vie utilisés par les salaisonnières et usiniers pour leurs conserves.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 59.)

N° 2336 M. Etienne Le Sassier-Boisauné :

De la possibilité de comprendre parmi les charges déductibles de l'impôt, les arrrages d'une rente viagère versée par l'acquéreur d'un immeuble en paiement de son acquisition.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 134.)

N° 2342 M. Jean-Louis Tinand :

Conditions précises dans lesquelles, en un certain cas particulier, les moins-values de réévaluation de certains éléments d'un bilan, peuvent être imputées sur le compte « Profits et pertes ».

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 60.)

IMPOTS (suite).

N° 2347 M. Edouard Soldani :

Raisons pour lesquelles sont assujetties au droit de timbre à dimension certaines pièces (devis, détail estimatif, bordereau des prix, etc.), produites au soutien du paiement du solde par les titulaires de travaux communaux, pour le seul fait que ces pièces ont été dressées par un architecte privé.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 60.)

N° 2358 M. Etienne Dailly :

De la possibilité, pour certaines personnes physiques ou sociétés ayant dû résilier leurs baux de location de chasse par suite des nouvelles dispositions de l'article 39-4 du code général des impôts, de déduire de leur bénéfice imposable les indemnités de résiliation exigées par les propriétaires pour l'annulation de ces baux.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-62, p. 60.)

N° 2364 M. Paul Guillaumot :

De la possibilité, pour l'administration des contributions directes, et lors de l'établissement du forfait, de réintégrer au compte « Résultat » la dotation aux amortissements provenant de la réévaluation du bilan de l'entreprise.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 146.)

N° 2365 M. Paul Wach :

Incidences fiscales d'une transformation ultérieure en société anonyme d'une indivision successorale d'abord transformée en société en nom collectif.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-6-1962, p. 616.)

N° 2366 M. Jacques Vassor :

Conditions d'exigibilité des droits de société dans un cas particulier de licitation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 60.)

N° 2367 M. Yves Estève :

De l'obligation pour les sociétés civiles de construction régies par la loi du 28 juin 1938 sur la copropriété, d'être soumises au droit de communication prescrit par l'article 1991 du code général des impôts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 60.)

N° 2368 M. Yves Estève :

Au sujet des conditions précises d'application de l'art. 1372 du code général des impôts dans le cas particulier de ventes de locaux d'habitation réalisées par des actes concomitants ou portant des dates rapprochées.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 146.)

N° 2369 M. Yves Estève :

De la possibilité d'assouplir les conditions dans lesquelles, en certains cas particuliers, peut être consentie l'exonération des droits de soulté.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 61.)

N° 2370 M. Marcel Lambert :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre aux propriétaires fonciers abandonnant à titre gratuit des terrains pour la construction des chemins ruraux, des routes départementales ou nationales, de voir leur compte cadastral diminué de ces surfaces.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 134.)

N° 2374 M. Etienne Rabouin :

Dans le cas particulier de la vente d'une maison d'habitation construite à l'aide d'un prêt du Crédit foncier assorti de bonifications d'intérêt, de la possibilité de déduire le montant de celles-ci, en vue de la liquidation des droits de mutation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-7-1962, p. 977.)

IMPOTS (suite).

N° 2379 M. Etienne-Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier aux inconvénients qui résultent du fait qu'en cas de mutation d'une propriété immobilière, le vendeur continue à être inscrit au rôle de la contribution foncière postérieurement à la signature de l'acte et parfois pendant une période assez longue.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 134, 135.)

N° 2409 M. René Tinant :

De l'obligation, pour les propriétaires exploitants agricoles, de faire une déclaration à l'aide des feuillets annexes bleus (n° 1 ou 1 bis) pour les bâtiments d'habitation et d'exploitation qu'ils utilisent pour leurs besoins.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-6-1962, p. 491.)

N° 2420 M. Jean Bertaud :

De la possibilité d'accorder des délais et même des remises sur le montant du tiers provisionnel en faveur des personnes victimes d'attentats au plastic.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 147.)

N° 2423 M. Edgar Tailhades :

Conditions d'évaluation du bénéfice forfaitaire et de la patente dans le cas particulier de cession ou de cessation d'une entreprise industrielle commerciale ou artisanale le 31 décembre au soir.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-6-1962, p. 584.)

N° 2428 M. Abel Sempé :

De la possibilité pour un artisan, installé et travaillant dans des conditions particulières, d'être exonéré de la taxe sur la valeur ajoutée.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 147.)

N° 2431 M. Marcel Legros :

De la possibilité d'exonérer de l'impôt sur le revenu la pension de vieillesse attribuée au titre de l'incapacité au travail dans le cas particulier d'un assuré social.

(Travail. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 137.)

N° 2444 M. Gérard Minvielle :

De la possibilité, pour les usagers de l'épargne-construction, de bénéficier des mêmes mesures d'allègement fiscal que celles dont bénéficient actuellement les usagers de l'épargne-crédit.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-6-1962, p. 491.)

N° 2448 M. Raymond Boin :

De la possibilité de prévoir une diminution de taux à partir de la 6^e vignette payée pour le même véhicule, et non à partir de la 6^e année d'ancienneté du véhicule.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 147, 148.)

N° 2464 M. Arthur Lavy :

De la possibilité pour un employeur, en vue de l'établissement de l'impôt, de retrancher de ses bénéfices d'un exercice donné, sous forme de provision, les gratifications ou participations réparties à son personnel « cadre » au cours de l'exercice suivant.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 148.)

N° 2465 M. Bernard Chochoy :

De la possibilité d'exonérer des droits de mutation par décès les héritiers des victimes de la catastrophe d'Agadir.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 148.)

IMPOTS (suite).

N° 2478 M. Jean Lacaze :

Des conditions précises d'exigibilité de la taxe sur la valeur ajoutée dans un cas particulier de ventes comportant la reprise d'un objet usagé.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1962, p. 157.)

N° 2483 M. Edouard Le Bellegou :

De la taxe frappant les subventions allouées par les communes pour l'enlèvement des viandes saisies et impropres à la consommation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 148.)

N° 2484 M. Bernard Lafay :

De l'interprétation exacte à donner à la notion de chiffre d'affaires à l'article 1649 septies F du code général des impôts concernant la vérification des comptabilités industrielles et commerciales.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-7-1962, p. 788.)

N° 2493 M. Marcel Boulangé :

De la possibilité pour les instituteurs qui n'ont pas encore perçu le rappel de traitement qui leur est dû depuis le 1^{er} mai 1961, d'effectuer une déclaration d'impôts complémentaire portant sur l'année 1961.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-5-1962, p. 195.)

N° 2501 M. Emile Vanrullen :

De l'incidence que peut avoir pour un établissement la cessation de son activité en cours d'année, au point de vue de la détermination du montant de sa patente et en ce qui concerne particulièrement la taxe par salarié.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-5-1962, p. 267.)

N° 2528 M. Guy Petit :

De l'opportunité qu'il y aurait de prévoir, dans le projet de loi n° 1397-61 portant réforme de l'enregistrement, la possibilité de déduire du passif successoral, au point de vue des droits de mutation, certaines factures de travaux exécutés sur des immeubles du défunt.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-5-1962, p. 195.)

N° 2529 M. Gabriel Montpied :

Au sujet de la non-application du tarif réduit du droit de mutation à titre onéreux dans un cas particulier d'une cession de fonds de commerce de bonneterie.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1962, p. 157.)

N° 2544 M. Marcel Brégégère :

Dans le cas particulier d'un représentant de commerce, obligé par ses fonctions de se faire aider par un chauffeur et un manutentionnaire, de l'incidence que peut avoir pour lui l'emploi de ces deux personnes au regard des avantages fiscaux que lui confère son statut de V. R. P.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-5-1962, p. 195.)

N° 2552 M. Robert Liot :

Conditions précises dans lesquelles peut avoir lieu l'exonération des droits de soulte au profit du copartageant attributaire.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-5-1962, p. 267.)

N° 2557 M. Louis Courroy :

De la possibilité, pour une société anonyme de construction, de bénéficier de l'exonération de la retenue à la source pour les produits des emprunts obligataires émis par elle en représentation des prêts complémentaires qu'elle consent à ses actionnaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-7-1962, p. 676.)

IMPOTS (suite).

N° 2561 M. Jean Errécart :

Dans le cas particulier d'un commerçant marié sous le régime de la séparation de biens avec clause de participation aux acquêts, de la possibilité pour lui de déduire le salaire qu'il verse à son épouse, en vue de la détermination du bénéfice commercial imposable à l'impôt sur le revenu et à la taxe complémentaire.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-6-1962, p. 584.)

N° 2563 M. André Maroselli :

Conditions et cas précis dans lesquels des propriétaires d'immeubles pourraient être astreints au paiement du droit de bail.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-6-1962, p. 584, 585.)

N° 2565 M. Jacques Gadoin :

Conditions précises dans lesquelles l'administration de l'enregistrement, dans un cas particulier de la succession d'une personne bénéficiaire de l'allocation supplémentaire et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, est fondée à réclamer à ses héritiers les arrérages servis au titre de ces deux allocations.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-6-1962, p. 491.)

N° 2577 M. Georges Dardel :

Au sujet des incidences fiscales sur le budget de la ville de Puteaux, des subventions allouées par la ville de Paris aux organisateurs d'expositions installées au palais du C. N. I. T.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-6-1962, p. 616.)

N° 2578 M. Edouard Soldani :

Tarif des droits d'enregistrement à appliquer dans le cas particulier d'acquisition, par des propriétaires de terrains à bâtir, de la mitoyenneté des murs contigus à ces terrains.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 22-6-1962, p. 585.)

N° 2579 M. Louis André :

Date à laquelle la S. N. C. F. sera remboursée par l'administration des Contributions indirectes des sommes versées par elle à titre de taxes sur le chiffre d'affaires pour les transports de bétail et de viandes qu'elle a effectués.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 25-7-1962, p. 1140.)

N° 2593 M. Jean Clerc :

De la possibilité d'établir une convention entre la France et l'Angleterre afin d'éviter une double imposition, notamment en matière de droits de mutation en cas de décès.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 6-6-1962, p. 445.)

N° 2599 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à l'injustice qui résulte pour certains salariés, du fait que certaines pensions, et en particulier la pension alimentaire perçue par la femme divorcée, n'ouvrent pas droit à la réduction d'impôt.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 13-6-1962, p. 491.)

N° 2611 M. Fernand Verdeille :

Modalités de perception et de répartition de la taxe sur les carburants routiers perçue dans les départements d'Outre-Mer et utilisée pour les fonds routiers de ces départements.

(Ministre d'Etat chargé des départements d'Outre-Mer. — J. O. Débats du 22-6-1962, p. 584.)

N° 2618 M. Maurice Charpentier :

Conditions précises dans lesquelles doivent être déterminés les droits de mutation par décès dans un cas particulier de succession précédée de donation préciputaire.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 7-7-1962, p. 788.)

IMPOTS (suite).**N° 2622 M. Eugène Jamain :***Des droits de partage et de soulte exigibles dans un cas particulier de donation-partage.*

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 22-6-1962, p. 585.)

N° 2624 M. Victor Golvan :*Au sujet des conditions précises dans lesquelles doit avoir lieu le timbrage des quittances par les concessionnaires des collectivités locales.*

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 13-6-1962, p. 492.)

N° 2627 M. Yvon Coudé du Foresto :*Dans un cas particulier de société à responsabilité limitée, de la possibilité pour celle-ci d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes.*

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 18-7-1962, p. 977.)

N° 2649 M. Edgar Tailhades :*Au sujet de l'assiette exacte de la taxe d'inspection sanitaire frappant les conserves de viandes ou abats et de préparations à base de viande destinées à l'alimentation humaine.*

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 22-6-1962, p. 585.)

N° 2652 M. Charles Naveau :*De la possibilité pour un syndicat professionnel de prétendre au remboursement direct du « crédit d'impôt » relatif à des obligations dont il est propriétaire.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-6-1962, p. 585.)

N° 2655 M. Jacques Ménard :*Conditions dans lesquelles doit être perçue la taxe de télévision dans une clinique de maternité dont chaque chambre est équipée d'un récepteur de télévision.*

(Secrétaire d'Etat chargé de l'information. — J. O. Débats du 20-6-1962, p. 545.)

N° 2662 M. André Méric :*De la possibilité, pour une société de construction régie par la loi du 28 juin 1938 — et sans perdre le bénéfice des avantages fiscaux attachés à cette qualité — d'attribuer à un tiers non associé une fraction des locaux qu'elle se charge d'édifier en échange du terrain destiné à supporter les constructions.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-7-1962, p. 1140.)

N° 2664 Mme Marie-Hélène Cardot :*Des droits de mutation dus dans un cas particulier de succession.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-6-1962, p. 585.)

N° 2671 M. Charles Durand :*En vue de la détermination du revenu net foncier à comprendre dans les bases de l'impôt sur le revenu, de la possibilité de déduire les dépenses de réparations et d'entretien des immeubles, quand ces dépenses ont été financées par un emprunt contracté auprès du Sous-comptoir des entrepreneurs ou par une subvention du Fonds national d'amélioration de l'habitat.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1257.)

N° 2672 M. Charles Durand :*De la possibilité de déduire du revenu imposable pour la détermination de l'impôt sur le revenu, le montant des primes payées par des fonctionnaires à l'occasion des contrats d'assurance individuelle contre le décès qu'ils ont contractés auprès de certaines sociétés de secours mutuels.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1345.)

IMPOTS (suite).**N° 2673 M. Etienne Restat.***Dans un cas particulier d'échange de terrains, conditions dans lesquelles sera appliqué l'article 4 de la loi du 21 décembre 1961 concernant le prélèvement sur les plus-values foncières.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1258.)

N° 2676 M. Michel de Pontbriand :*De la possibilité, pour les lieutenants de louveterie, de déduire les dépenses afférentes à l'exercice de leurs fonctions du montant de leur revenu, en vue de la détermination de la taxe imposable à l'impôt sur le revenu des personnes physiques.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-7-1962, p. 789.)

N° 2679 M. Alain Poher :*Au sujet de la déduction par une société de ses charges d'exploitation, des redevances qu'elle verse à son gérant à titre de droits d'utilisation d'un brevet appartenant en propre à ce dernier ; et de la possibilité d'exonérer lesdites redevances de la taxe complémentaire.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1345, 1346.)

N° 2689 Mme Marie-Hélène Cardot :*Des taxes indirectes dues sur les travaux confiés à des laboratoires extérieurs, et indépendants de son entreprise, par un photographe artisan fiscal exerçant également un commerce d'appareils photographiques.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-7-1962, p. 977.)

N° 2690 M. Alain Poher :*De la possibilité d'exonérer du prélèvement de 1,50 p. 100 sur les réserves, les plus-values de cession réalisées par une société métropolitaine en Algérie et en Tunisie.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-7-1962, p. 1140, 1141.)

N° 2699 M. Robert Chevalier :*De la possibilité de ne pas assujettir à la taxe complémentaire les intérêts annuels provenant des prêts hypothécaires consentis par des personnes âgées.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1346.)

N° 2703 M. Louis Courroy :*Dans le cas particulier d'une vente avec clause d'indexation, de la possibilité pour l'administration de l'enregistrement, se fondant sur une clause d'indexation prohibée, de réclamer à l'acquéreur un supplément de droits de mutation.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1258.)

N° 2706 M. Gabriel Montpied :*Du droit, pour l'administration, d'exiger des droits de mutation par décès sur les prix totaux d'adjudication des parties divisées d'un immeuble, lorsque l'adjudication a lieu dans les deux ans du délai pour souscrire la déclaration de succession.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-7-1962, p. 1141.)

N° 2713 M. Robert Liot :*Au sujet de l'imposition à la taxe sur les prestations de services des sommes encaissées par la société Interlait au titre de remboursement de frais de stockage de beurre métropolitain.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-7-1962, p. 1141.)

N° 2725 M. Paul Ribeyre :*De la possibilité d'envisager une détaxe sur les carburants routiers utilisés pour les transports publics de voyageurs sur certaines lignes de régions rurales désertées.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1258.)

IMPOTS (suite).**N° 2728** M. Michel de Pontbriand :

De la possibilité de déduire également la taxe à la valeur ajoutée pour tous les biens et les services acquis en vue de la fabrication et de l'exploitation de la caséine.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-7-1962, p. 977, 978.)

N° 2729 M. Jean Bertaud :

Au sujet de l'obligation de soumettre au droit de timbre, les pouvoirs donnés par des copropriétaires lors des assemblées générales de syndicat de copropriété.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-7-1962, p. 978.)

N° 2731 M. François Monsarrat :

Dans le cas particulier de la succession d'une personne domiciliée en France, de la possibilité d'imposer des droits de mutation sur des créances étrangères faisant partie de ladite succession.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-7-1962, p. 978.)

N° 2733 Mme Marie-Hélène Cardot :

De la possibilité de décomposer le prélèvement au titre de l'impôt sur les sociétés en deux parties égales de 25 p. 100.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1258, 1259.)

N° 2756 M. Michel Kauffmann :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour hâter la suppression de la taxe sur les locaux insuffisamment occupés.

(Construction. — J. O. du 25-7-1962, p. 1139, 1140.)

N° 2776 M. Maurice Lalloy :

De la possibilité, pour certains matériels agricoles, de bénéficier de l'amortissement dégressif institué par le décret n° 60-441 du 9 mai 1960 en faveur des biens d'équipement.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1259.)

N° 2817 M. Emile Hugues :

Du droit pour les conservateurs des hypothèques d'exiger le paiement de la taxe de publicité foncière au taux de 0,60 p. 100 sur les actes constatant la transformation de grosse nominative en grosse au porteur.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1260.)

N° 2829 M. Etienne Dailly :

De l'utilité qu'il y aurait à rappeler aux services administratifs compétents l'obligation qui leur incombe à la suite d'une mutation immobilière de procéder aux mutations de cotes des contributions foncières, dès lors que le vendeur a demandé verbalement ou par écrit que l'imposition soit transférée à la charge du nouveau propriétaire.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1260.)

N° 2843 M. Claude Mont :

En vue de la détermination de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de la possibilité de considérer les jeunes gens qui ont suspendu provisoirement leurs études pour faire leur service militaire, comme restant encore, après l'âge de vingt-cinq ans, à la charge du chef de famille pendant une durée égale à celle du temps passé par eux sous les drapeaux.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1346.)

N° 2844 Mme Marie-Hélène Cardot :

De la possibilité, pour une association familiale de parents d'enfants inadaptés, adhérente à une union nationale reconnue d'utilité publique, et en cas d'acquisition d'immeubles afin d'y créer des centres d'éducation spéciale, de bénéficier de la réduction du droit de mutation à titre onéreux prévue par l'article 1373 du code général des impôts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 20-11-1962, p. 1333.)

IMPOTS (suite).**N° 2855** M. René Tinant :

De la possibilité d'appliquer l'article 4 de la loi n° 61-1396 du 21 décembre 1961, sur les plus-values provenant de la cession ou de l'apport en société de bois et forêts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1321.)

N° 2881 M. Robert Liot :

Au sujet des conditions précises d'imputation du montant des prélèvements de 2 p. 100 mis à la charge des personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, dans le cas particulier de l'incorporation au capital d'une partie seulement des réserves ayant supporté ces prélèvements.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1347.)

N° 2919 M. Baptiste Dufeu :

De l'application de la taxe sur les prestations de services dans le cas particulier d'un contribuable retraité qui perçoit des intérêts provenant de prêts hypothécaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1347.)

N° 2937 M. Ludovic Tron :

Du montant, en 1961, du produit de la redevance perçue sur les produits pétroliers au titre du fonds de soutien, et profit de l'institut français du pétrole.

(Industrie. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1348.)

N° 2951 M. Guy Petit :

Nature exacte du droit exigible sur une indemnité de dépréciation dans un cas particulier de bail commercial.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1347.)

N° 2955 M. Ludovic Tron :

De la possibilité, pour la concession verbale ou par un acte passé à l'étranger d'un brevet non exploité, d'échapper au droit de bail.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1347, 1348.)

IMPRIMERIE. — Voir : Impôts (n° 2323).**INCENDIES****N° 2305** M. Amédée Bouquerel :

De la répartition par département des subventions accordées en 1961 pour l'acquisition de matériel et d'équipement de lutte contre l'incendie.

(Intérieur. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 63.)

N° 2417 M. Georges Rougeron :

De l'application du principe de non-rétroactivité en matière de subventions d'Etat pour équipement de défense contre l'incendie, en ce qui concerne les opérations non retenues durant la période 1957-1960.

(Intérieur. — J. O. Débats du 21-3-1962, p. 85.)

N° 2880 M. Amédée Bouquerel :

De la possibilité, pour des matériels d'incendie, de secours et de sauvetage fabriqués dans les pays du Marché commun, d'être agréés et, éventuellement, subventionnés par le service national de la protection civile.

(Intérieur. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1321.)

N° 2949 M. Pierre Garet :

De l'obligation, ou non, de consulter la commission administrative du service départemental de protection contre l'incendie dans le cas où un conseil municipal propose la dissolution d'un corps de sapeurs-pompiers.

(Intérieur. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1348.)

INDEMNITE COMPENSATRICE. — Voir : Internement administratif (n° 2965).**INDEMNITE DE DEPLACEMENT.** — Voir : Fonctionnaires (n° 2328).

INDEMNITE FORFAITAIRE. — Voir : *Magistrats* (n° 2240).

INDEMNITE D'INTERNEMENT. — Voir : *Certificats de nationalité* (n° 2136).

INDEMNITE KILOMETRIQUE. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 2967, 3008).

INDEMNITE DE LOGEMENT

Voir :

- *Allocation logement* (n° 2698) ;
- *Collectivités locales* (n° 2306) ;
- *Enseignement* (n° 2405, 2858) ;
- *Enseignement technique* (n° 2570).

INDEMNITE DE REPAS. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 2967).

INDEMNITE DE SKI. — Voir : *Postes et Télécommunications* (n° 2704).

INDEMNITE DE SPOLIATION. — Voir : *Domages de guerre* (n° 2303).

INDEXATIONS

Voir :

- *Baux à loyer* (n° 2352) ;
- *Clauses d'indexation* (n° 2936).

INDICES DES PRIX

N° 2877 M. Jean Deguise :

Raisons pour lesquelles le Gouvernement s'apprêterait à remplacer l'ancien indice des 179 articles par un nouvel indice de 230 articles « plus représentatif ».

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 14-12-1962, p. 1364, 1365.)

INDOCHINE

Voir :

- *Domages de guerre* (n° 2940) ;
- *Etat civil* (n° 2468).

INDUSTRIE AERONAUTIQUE

N° 2824 M. André Méric :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter les risques de chômage dans l'industrie aéronautique du Sud-Ouest.

(Armées. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1254.)

INDUSTRIES ELECTRIQUE ET GAZIERE. — Voir : *Electricité de France* (n° 2851).

INFIRMES

N° 2225 M. Georges Rougeron :

De la possibilité d'exonérer de l'achat de la vignette fiscale automobile les infirmes titulaires de la carte d'invalidité avec mention « Station debout pénible » et quel que soit le taux de leur invalidité.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 22.)

N° 2304 Mme Renée Dervaux :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour donner satisfaction aux grands invalides civils qui demandent l'octroi de bons d'essence dégrévés de la taxe intérieure de consommation.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 59.)

Voir aussi :

- *Anciens combattants* (n° 2446) ;
- *Travailleurs handicapés* (n° 2819).

INFIRMIERES

N° 2490 M. Gabriel Montpied :

De l'opportunité qu'il y aurait pour le Gouvernement de reconsidérer le problème de la rémunération des infirmières en tenant compte des servitudes propres aux services hospitaliers publics.

(Santé publique et Population. — J. O. Débats du 15-6-1962, p. 512.)

N° 2668 M. Jean-Louis Fournier :

De la possibilité, pour une élève préparant les cours d'infirmière et ayant dû s'absenter pour raison majeure, de récupérer ces absences en travaillant l'après-midi.

(Santé publique et Population. — J. O. Débats du 29-6-1962, p. 648.)

INGENIEURS-CONSEILS. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 2427, 2447).

INONDATIONS. — Voir : *Calamités agricoles* (n° 2361).

INSCRITS MARITIMES. — Voir : *Congés payés* (n° 2688).

INSPECTEURS DIVISIONNAIRES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 2606).

INSPECTEURS GENERAUX. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 2328).

INSPECTEURS DU TRESOR. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 2175, 2194, 2200, 2215, 2249).

INSTITUTEURS. — Voir :

- *Allocation logement* (n° 2698) ;
- *Collectivités locales* (n° 2306, 2317) ;
- *Enseignement* (n° 2210, 2276, 2405, 2408, 2569) ;
- *Enseignement technique* (n° 2636) ;
- *Fonctionnaires* (n° 2980) ;
- *Impôts* (n° 2493) ;
- *Logements de fonction* (n° 2393) ;
- *Rubéole* (n° 2639) ;

INTERDICTION DE SEJOUR

N° 2445 M. Georges Marrane :

Raisons pour lesquelles le Gouvernement a fait refuser l'accès du territoire français, le 14 février 1962, à une citoyenne des Etats-Unis, à son arrivée au Bourget.

(Intérieur. — J. O. Débats du 22-3-1962, p. 118.)

INTERNEMENT ADMINISTRATIF

N° 2222 M. Bernard Lafay :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour maintenir les garanties des personnes contre tout excès de pouvoir.

(Justice. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 25.)

N° 2316 M. René Dubois.

Cas particulier d'un directeur de revue, interné administratif, à qui le Gouvernement aurait promis de rendre la liberté en échange de la dénonciation du coupable.

(Intérieur. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 63.)

N° 2480 M. Roger Houdet :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour dégager dans le plus bref délai le groupe d'écoles de l'avenue de la Bourdonnais, avenue Rapp, à Paris (7^e) du centre d'internés administratifs qui y a été installé le 4 mars.

(Intérieur. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 135.)

N° 2965 M. Pierre de Chevigny :

Raisons pour lesquelles un ressortissant polonais résidant en Lorraine, ayant fait l'objet en 1960 d'une mesure administrative d'éloignement en Corse, s'est vu par la suite refuser l'indemnité compensatrice à laquelle il aurait pu prétendre.

(Intérieur. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1348.)

INTERNES. — Voir : *Certificats de nationalité* (n° 2106).

INVALIDES

N° 2774 M. Roger Lagrange :

De la possibilité d'accorder la majoration pour tierce personne aux invalides relevant du régime général de la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1264.)

Voir aussi :

- Infirmes (n° 2225, 2304) ;
- Pensions d'invalidité (n° 2302) ;
- Sécurité sociale (n° 2380) ;
- Victimes de la guerre (n° 1792).

INVESTISSEMENTS

N° 2934 M. Charles Naveau :

Raisons pour lesquelles le département du Nord a été si mal traité au point de vue des investissements laitiers et céréaliers pour la période triennale 1961-1963.

(Agriculture. — J. O. Débats du 20-12-1962, p. 1444.)

IRRIGATION. — Voir : Associations syndicales (n° 2665).

J**JOURNEES NATIONALES**

N° 2505 M. André Fosset :

De l'opportunité qu'il y aurait à diffuser par la voie du « Journal officiel » le calendrier annuel des journées nationales à l'occasion desquelles il peut être fait appel à la générosité publique.

(Intérieur. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 135.)

N° 2522 M. Georges Boulanger :

Raisons pour lesquelles la circulaire n° 624 du 6 décembre 1961 du ministre de l'intérieur ne réserve qu'à une seule association de vacances le bénéfice de l'appel à la générosité publique à l'occasion des journées nationales.

(Intérieur. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 135, 136.)

JOURNEES DE PRESTATIONS. — Voir : Collectivités locales (n° 2194).

JUGES DE PAIX. — Voir : Magistrats (n° 2403, 2871).

L**LAIT**

N° 1877 M. André Maroselli :

De l'intérêt qu'il y aurait à abandonner la taxe de résorption sur le lait.

(Agriculture. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 46.)

LEGION ETRANGERE. — Voir : Armée (n° 2822).

LEGION D'HONNEUR

N° 2691 M. Roger Menu :

De la possibilité d'assimiler le titre « d'implaçable » à ceux qui permettent à leurs bénéficiaires d'être nommés ou promus dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

(Armées. — J. O. Débats du 20-6-1962, p. 545.)

LEGS. — Voir : Successions (n° 2171, 2410).

LICENCES. — Voir : Débits de boissons (n° 2154, 2695).

LICENCIEMENTS

N° 2307 M. Adolphe Dutoit :

Au sujet des projets de licenciement du personnel des établissements Ceranord à Saint-Amand (Nord).

(Travail. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 68.)

LICENCIEMENTS (suite).

N° 2922 M. Adolphe Dutoit :

Au sujet du projet de licenciement de 500 travailleurs de l'entreprise Crepy à Lambersart (Nord).

(Travail. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1350.)

LIEUTENANTS DE LOUVETERIE. — Voir : Impôts (n° 2676).

LISTES ELECTORALES

N° 2477 M. André Fosset :

Texte sur lequel se seraient basées les mairies parisiennes pour établir un exemplaire supplémentaire des listes électorales et de l'utilisation qui doit être faite de ces documents.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-4-1962, p. 157.)

N° 2603 M. André Armengaud :

Textes qui régissent les inscriptions et les radiations sur les listes électorales.

(Intérieur. — J. O. Débats du 18-5-1962, p. 267.)

N° 2943 M. Auguste Pinton :

De la possibilité pour les Algériens d'origine musulmane inscrits sur les listes électorales en France, et devenus citoyens algériens depuis le scrutin sur l'autodétermination, de voter néanmoins en France à l'occasion du référendum du 28 octobre.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1343.)

« LOGECOS ». — Voir :

- Impôts (n° 2292) ;
- Logements économiques (n° 2462).

LOGEMENTS ECONOMIQUES

N° 2462 M. Arthur Lavy :

Au sujet de la publication d'une nouvelle réglementation sur les « logecos » analogue à celle existant pour les H. L. M.

(Construction. — J. O. Débats du 25-5-1962, p. 394.)

LOGEMENTS DE FONCTION

N° 2393 M. Dutoit :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour qu'un garage soit également mis à la disposition des instituteurs bénéficiant d'un logement de fonction.

(Education nationale. — J. O. Débats du 26-7-1962, p. 1219.)

Voir aussi :

- Collectivités locales (n° 2306) ;
- Construction (n° 2401) ;
- Enseignement technique (n° 2570).

LOTISSEMENTS

N° 2220 M. Roger Menu :

Cas particulier d'un acquéreur d'une parcelle d'un lotissement exclusivement destinée à usage d'habitation, et qui néanmoins voudrait construire sur ladite parcelle un immeuble destiné partiellement à usage de commerce.

(Construction. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 50.)

N° 2357 M. Fernand Auberger :

Conditions qui doivent être remplies, tant sur le plan technique que sur le plan administratif, pour qu'un lotissement privé destiné à la construction d'immeubles pour l'habitation bénéficie du certificat de conformité.

(Construction. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 51.)

N° 2718 M. Jean-Louis Tinaud :

Textes en vertu desquels des instructions auraient été adressées aux préfets, leur permettant de refuser l'approbation d'un lotissement sous prétexte que celui-ci est trop éloigné du centre du village.

(Construction. — J. O. Débats du 11-7-1962, p. 874, 875.)

Voir aussi :

- Electricité de France (n° 2319) ;
- Maires (n° 2193).

LOUIS XVI. — Voir : *Histoire* (n° 2582).

LOUIS XVII. — Voir : *Histoire* (n° 2517, 2581).

LOYERS

N° 2586 M. Marcel Lemaire :

De la possibilité de prévoir un texte fixant nettement les taux d'abattement de zone à appliquer aux loyers des dépendances.

(Construction. — J. O. Débats du 23-5-1962, p. 297.)

LUNETTES. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 2450, 2860).

LUTTE CONTRE L'INCENDIE. — Voir : *Incendies* (n° 2305).

LUXEMBOURG

N° 2781 M. Roger Carcassonne :

Nombre de citoyens français résidant au grand-duché de Luxembourg et ayant participé au scrutin pour la désignation du représentant des Français au conseil permanent des Français à l'étranger.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1251.)

LYCEES. — Voir :

— *Enseignement* (n° 2355, 2551) ;

— *Enseignement technique* (n° 2612).

M

MAGISTRATS

N° 2240 M. Laurent Schiaffino :

Au sujet du remboursement des frais de transport et de l'indemnité forfaitaire des magistrats qui, maintenus par ordre en Algérie à la disposition du ministre, rejoignent la métropole avant qu'une nouvelle affectation leur soit proposée.

(Justice. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 65.)

N° 2403 M. Etienne Gay :

Conditions dans lesquelles des juges de paix hors classe, et remplissant certaines autres conditions, peuvent être nommés juges directeurs.

(Justice. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 136.)

N° 2676 M. Edgar Tailhades :

Au sujet de la situation particulièrement difficile des magistrats exerçant actuellement en Algérie.

(Justice. — J. O. Débats du 4-7-1962, p. 677, 678.)

N° 2800 M. Georges Rougeron :

De la possibilité de procéder à la révision des jugements rendus par un magistrat qui, depuis lors, a été reconnu irresponsable et est susceptible d'internement.

(Justice. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1263.)

N° 2867 M. Jacques Bordeneuve :

Au sujet de la situation des magistrats en service en Algérie à la date du transfert de souveraineté, et qui ont exprimé leur volonté de ne pas être maintenus en fonction.

(Justice. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1322.)

N° 2868 M. Jacques Bordeneuve :

Date à laquelle les ex-magistrats d'outre-mer pourront percevoir les rappels de traitement qui leur sont dus depuis le 1^{er} mars 1959.

(Justice. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1322.)

N° 2871 M. Raymond Boin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des magistrats issus de l'ancien cadre des juges de paix, et qui ne seront pas intégrés dans le nouveau cadre de la magistrature.

(Justice. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1283.)

MAGISTRATS (suite).

N° 2946 M. Jean Geoffroy :

Raisons pour lesquelles un procureur de la République, pour correspondre avec un notaire ou tout autre officier ministériel, est obligé de passer par l'intermédiaire de la gendarmerie.

(Justice. — J. O. Débats du 20-12-1962, p. 1444.)

N° 3038 M. Maurice Charpentier :

Procédure que peuvent utiliser les officiers ministériels dont la compétence est modifiée ou supprimée, pour obtenir le recouvrement de l'indemnité qui leur est due.

(Justice. — J. O. Débats du 20-12-1962, p. 1444, 1445.)

MAIN-D'ŒUVRE AVEUGLE. — Voir : *Travailleurs handicapés* (n° 2819).

MAIRES

N° 2193 M. Jacques Bordeneuve :

De la possibilité, pour un maire, d'aliéner à son gré des parcelles dénommées « espaces verts » comprises dans un lotissement.

(Construction. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 50.)

N° 2198 M. Jean Bertaud :

Dispositions réglementaires en vertu desquelles les maires ne pourraient plus exercer les fonctions de « Délégués cantonaux ».

(Education nationale. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 17.)

Voir aussi :

— *Algérie* (n° 2590) ;

— *Cartes électorales* (n° 2546) ;

— *Construction* (n° 2772) ;

— *Domages de guerre* (n° 2278) ;

— *Entreprises nationalisées* (n° 2362) ;

— *Etablissements hospitaliers* (n° 2602) ;

— *Listes électorales* (n° 2603).

MALAISE PAYSAN. — Voir : *Agriculture* (n° 1880).

MANIFESTATIONS PUBLIQUES

N° 2479 M. Jacques Duclos :

Au sujet d'une note de service du ministre de l'intérieur « autorisant les agents de la force publique à faire usage de leurs armes ».

(Intérieur. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 135.)

N° 2925 M. Georges Rougeron :

Au sujet des manifestations violentes qui ont eu lieu dans certaines régions de la France, et de l'influence regrettable qu'elles risquent d'entraîner sur d'autres régions qui se trouvent elles aussi défavorisées sur le plan économique.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1343.)

MARCHE COMMUN

N° 2605 M. Jean Clerc :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour résoudre l'incompatibilité semblant résulter de l'opposition absolue de nos partenaires du Marché commun à consentir aux pays africains d'expression française les mêmes avantages que le Gouvernement français avait lui-même consentis à ces derniers par les accords de mai 1961.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 8-6-1962, p. 453.)

Voir aussi : *Incendies* (n° 2880).

MARCHE DE RUNGIS

N° 2883 M. Michel de Pontbriand :

Après la création du marché d'intérêt national de Rungis, de la possibilité qu'auront les commerçants détaillants situés dans les communes du Nord du département de la Seine d'acquiescer dans les lieux de production qui leur sont voisins les denrées qu'ils entendent mettre en vente.

(Agriculture. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1319, 1320.)

MARCHES DE FOURNITURES**N° 2753** M. Georges Marie-Anne :

De la possibilité pour des commerçants établis aux Antilles de participer aux marchés de fournitures et d'équipement destinés aux unités de C. R. S. stationnées à la Guadeloupe.

(Ministre d'Etat chargé des territoires d'outre-mer. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1250.)

N° 2754 M. Georges Marie-Anne :

De la possibilité pour les commerçants établis aux Antilles et en Guyane, de participer aux marchés de fournitures et d'équipement destinés aux unités de l'armée et de la gendarmerie stationnées dans ces départements.

(Armées. — J. O. Débats du 18-7-1962, p. 977.)

MARCHES PUBLICS

Voir :

- Collectivités locales (n° 2634) ;
- Coopératives agricoles (n° 2208).

MAROC

Voir :

- Fonctionnaires (n° 2324) ;
- Impôts (n° 2465) ;
- Rapatriés (n° 2872).

MARTINIQUE

Voir :

- Enseignement (n° 2659, 2660) ;
- Etablissements hospitaliers (n° 2661) ;
- Fonctionnaires (n° 2658) ;
- Huissiers de justice (n° 2666) ;
- Réforme judiciaire (n° 2714).

MATERIELS AGRICOLES**N° 1004** M. Paul Ribeyre :

De la possibilité de revenir sur les dispositions de l'arrêté du 13 mars 1959 à la suite desquelles les caves coopératives ne bénéficient plus de la ristourne de 10 p. 100 sur les matériels de vinification.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 18.)

N° 1006 M. Paul Ribeyre :

De la possibilité de rétablir la ristourne de 15 p. 100 sur les achats de matériels agricoles.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 18, 19.)

N° 1877 M. André Maroselli :

De l'opportunité qu'il y aurait à fixer de nouveau à 15 p. 100 le taux des subventions accordées pour l'achat de matériels agricoles.

(Agriculture. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 46.)

Voir aussi : Impôts (n° 2776).

MATERIELS D'INCENDIE. — Voir : Incendies (n° 2880).**MATERIELS DE VINIFICATION.** — Voir : Matériels agricoles (n° 1004).**MEDAILLE MILITAIRE.** — Voir : Armée (n° 2449, 2741).**MEDECINS****N° 2567** M. Bernard Chochoy :

Du nombre de médecins de secteur des services médicaux et sociaux en fonction au 1^{er} mars 1962.

(Education nationale. — J. O. Débats du 23-5-1962, p. 298.)

N° 2740 M. André Armengaud :

Au sujet de la situation des médecins français expulsés d'Egypte à la suite des événements de Suez.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1263.)

MEDECINS (suite).**N° 2884** M. Clément Balestra :

Au sujet de la date de publication du texte qui doit permettre aux médecins, ayant exercé leur profession au service d'un ou plusieurs établissements publics ou privés d'hospitalisation, de bénéficier de l'assurance-vieillesse.

(Travail. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1323.)

N° 2968 M. Gustave Philippon :

Au sujet de la situation des médecins hospitaliers rapatriés d'Algérie, et en particulier de la possibilité d'appliquer aux médecins hospitaliers non universitaires les textes prévus pour le reclassement en métropole.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 28-12-1962, p. 1480.)

Voir aussi :

- Charbonnages de France (n° 2596) ;
- Collectivités locales (n° 2124) ;
- Etablissements hospitaliers (n° 2683, 2885) ;
- Sécurité sociale (n° 2223, 2327, 2376, 2625).

MEMOIRES. — Voir : Histoire (n° 2582).**MIEL.** — Voir : Apiculture (n° 2236).**MINEURS DE FOND****N° 2415** M. Georges Rougeron :

De la possibilité pour les mineurs licenciés de Commentry de bénéficier des primes de conversion et des allocations temporaires de rattachement.

(Industrie. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 135.)

Voir aussi :

- Charbonnages de France (n° 2737, 2853) ;
- Sécurité sociale (n° 2377).

MONDE BILINGUE. — Voir : Subventions (n° 2471).**MOUVEMENTS DE JEUNESSE****N° 2893** M. Georges Cogniot :

Liste des mouvements et associations de jeunesse subventionnés par l'Etat en 1961 et 1962, et montant de chaque subvention pour chaque année.

(Education nationale. — J. O. Débats du 10-10-1962, p. 1312.)

MUSICIENS. — Voir : Sécurité sociale (n° 2296).**MUTATIONS DE FONCTIONNAIRES.** — Voir : Fonctionnaires (n° 2143).**MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE.** — Voir : Sécurité sociale (n° 2791).**N****NATURALISATION****N° 2334** M. Roger Lagrange :

De la possibilité, dans un cas particulier, d'obtenir la nationalité française à titre posthume.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 136.)

NIGER**N° 2635** M. Jacques Delalande :

Conditions et délais dans lesquels la cour suprême du Niger a été saisie et rendra sa décision au sujet des pourvois provenant de la cour de cassation française.

(Coopération. — J. O. Débats du 22-6-1962, p. 584.)

O

O. A. S. — Voir :

- Armée (n° 2284) ;
- Organisation de l'armée secrète (n° 2289, 2832).

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES.
— Voir : Céréales (n° 2386, 2387, 2388, 2389, 2390).

OFFICIERS. — Voir : Armée (n° 2284, 2326, 2461, 2474, 2485, 2509).

OFFICIERS MINISTERIELS. — Voir : Magistrats (n° 3038).

OFFICINES PHARMACEUTIQUES

N° 2494 M. Jean Bertaud :

Conditions dans lesquelles sont autorisés les transferts des officines pharmaceutiques.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 18-5-1962, p. 267.)

Voir aussi : Impôts (n° 2213).

OIGNONS A FLEURS

N° 2166 M. André Fosset :

Mesures à prendre pour qu'à l'avenir le contingent tarifaire d'oignons à fleurs soit mis en répartition avant le 15 septembre de chaque année.

(Agriculture. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 13.)

OPERA. — Voir : Théâtres nationaux (n° 2903).

OPERATIONS DE BOURSE. — Voir : Impôts (n° 2165).

OPERATIONS DE CHANGE

N° 1997 M. Paul Mistral :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour s'opposer à certaines opérations de change qui permettent à certains de réaliser d'importants bénéfices au détriment de la monnaie nationale.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 19.)

OPTICIENS

N° 2345 M. Emile Vanrullen :

De l'obligation pour les opticiens-lunetiers détaillants d'être immatriculés au registre des métiers.

(Industrie. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 61.)

ORGANISATION DE L'ARMEE SECRETE

N° 2289 M. Adolphe Dutoit :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à l'activité de l'O. A. S. en Belgique.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 21-3-1962, p. 83.)

N° 2832 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire cesser les activités antinationales d'un chef de l'O. A. S., et que soit prononcée sa démission d'office du conseil municipal de Lyon.

(Intérieur. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1286.)

Voir aussi :

- Armée (n° 2284) ;
- Terrorisme (n° 2436, 2437).

ORGE

N° 2498 M. Charies Naveau :

Au sujet du tonnage d'orge des récoltes 1960 et 1961, régulièrement collecté, ainsi que des quantités exportées pendant ces mêmes périodes.

(Agriculture. — J. O. Débats du 23-5-1962, p. 296.)

ORLY (Commune d'). — Voir : Constructions scolaires (n° 2279).

ORTHOPEDIE DENTO-FACIALE. — Voir : Sécurité sociale (n° 2786).

O. T. A. N. — Voir : Armée (n° 2274).

OUVERTURE DE COMPTES. — Voir : Comptes bancaires (n° 2250).

OUVRIERS BOULANGERS

N° 2632 M. Jacques Duclos :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur de l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans pour les ouvriers boulangers et pâtisseries.

(Travail. — J. O. Débats du 8-6-1962, p. 453.)

OUVRIERS D'ETAT

N° 2715 M. Gaston Pams :

Conséquences susceptibles de résulter d'un jugement du tribunal administratif de Montpellier condamnant l'Etat à payer à un ouvrier des parcs et ateliers des ponts et chaussées un rappel de salaires, d'heures supplémentaires et d'indemnités de congés payés.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 11-7-1962, p. 876.)

N° 2847 M. Camille Vallin :

Dispositions que compte prendre le Gouvernement pour que soit réellement appliquée aux ouvriers des parcs automobiles des ponts et chaussées la circulaire n° 139 du 10 octobre 1953 fixant les salaires de cette catégorie de travailleurs par référence à ceux pratiqués dans les entreprises de travaux publics de la région parisienne.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1267.)

OUVRIERS MAROCAINS. — Voir : Charbonnages de France (n° 2853).

OUVRIERS MINEURS. — Voir : Charbonnages de France (n° 2737).

OUVRIERS PATISSIERS. — Voir : Ouvriers boulangers (n° 2632).

P

PARENTS INDIGNES. — Voir : Protection de l'enfance (n° 2614, 2615).

PATENTES. — Voir : Impôts (n° 2323, 2423, 2501).

PAYS SOUS-DEVELOPPES

N° 1871 M. Paul Ribeyre :

Au sujet de l'aide financière apportée par la France aux pays sous-développés au cours des années 1959, 1960, 1961.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 9-5-1962, p. 185.)

PECHE

N° 2460 M. Bernard Lafay :

De l'opportunité qu'il y aurait à apporter une dérogation bienveillante aux textes actuellement en vigueur concernant les dates de fermeture de la pêche.

(Agriculture. — J. O. Débats du 17 avril 1962, p. 129.)

PECULE. — Voir : Fonctionnaires (n° 2264).

PENSIONS ALIMENTAIRES. — Voir : Impôts (n° 2599).

PENSIONS D'INVALIDITE**N° 2302** M. Robert Liot :

De la possibilité, pour un invalide se trouvant dans une situation particulière, de bénéficier des dispositions de l'article 3 du décret n° 61-272 du 28 mars 1961 majorant le montant de certaines pensions d'invalidité.

(Travail. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 68.)

N° 2780 M. Robert Liot :

Au sujet de l'avis du Conseil d'Etat concernant l'interprétation à donner aux dispositions du décret n° 61-272 du 28 mars 1961, majorant le montant de certaines pensions d'invalidité.

(Travail. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1264, 1265.)

Voir aussi :

— Impôts (n° 2431) ;

— Sécurité sociale (n° 2502).

PENSIONS DE RETRAITE**N° 2033** M. Etienne Dailly :

Mesures que le Gouvernement compte prendre pour que les décrets d'assimilation, pris en application de l'article L 26 du code des pensions civiles et militaires, sauvegardent les droits des personnels retraités de la fonction publique.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 53, 54.)

N° 2309 M. Etienne Dailly :

Raisons pour lesquelles le Gouvernement diffère constamment la réalisation de la réforme du régime général des retraites de la fonction publique.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 145, 146.)

N° 2333 M. Roger Lagrange :

De la pension exacte à laquelle peut prétendre un directeur d'école se trouvant dans une situation particulière.

(Education nationale. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 53.)

N° 2414 M. Alfred Isautier :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer aux retraités civils et militaires du département de la Réunion, une pension de retraite en harmonie avec le coût de la vie et les traitements de leurs collègues en activité.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 147.)

N° 2467 M. André Maroselli :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour accorder à de nombreux militaires, déjà retraités, le bénéfice des campagnes doubles et, conséquemment, le rappel des arrérages s'y rapportant.

(Armées. — J. O. Débats du 27-4-1962, p. 157.)

N° 2516 M. Georges Rougeron :

Date à laquelle sera publié le décret antérieurement promis, en vue de permettre la révision des pensions des agents retraités des anciennes régies financières.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-6-1962, p. 444, 445.)

N° 2601 Mme Marie-Hélène Cardot :

Au sujet du grave préjudice subi par la quasi-totalité des fonctionnaires et agents de l'Etat ou par leur famille, quand intervient leur mise à la retraite, du fait des lenteurs administratives dans l'examen de leurs droits en vue de la liquidation de leur pension.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 13-6-1962, p. 492.)

N° 2613 M. Charles Suran :

Au sujet des intentions prêtées au Gouvernement, à la suite de modifications de structure, de hiérarchie, ou de classement indiciaire, de ne pas faire bénéficier les retraités des revalorisations éventuelles d'indices.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-6-1962, p. 617.)

PENSIONS DE RETRAITE (suite).**N° 2732** Mme Marie-Hélène Cardot :

De l'opportunité qu'il y aurait à revenir, en matière de pensions de retraite, au régime prévu par la loi de 1930, et en particulier de faire bénéficier d'une péréquation les retraites déjà accordées à un taux réduit.

(Travail. — J. O. Débats du 11-7-1962, p. 875, 876.)

N° 2818 M. Robert Liot :

Au sujet de la situation des veuves des retraités militaires proportionnels qui, ne réunissant pas la condition d'antériorité de mariage réglementaire, ne peuvent prétendre à la réversion de la pension de leur mari.

(Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1281.)

N° 2870 M. Etienne Dailly :

Au sujet de la date de discussion du projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1346.)

N° 3046 M. Etienne Dailly :

Au sujet de la situation des veuves des retraités civils et militaires qui, ne réunissant pas la condition d'antériorité de mariage réglementaire, ne peuvent actuellement prétendre à la réversion de la pension de leur mari.

(Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative. — J. O. Débats du 20-12-1962, p. 1443, 1444.)

Voir aussi :

— Armée (n° 2485, 2589) ;

— Experts vacataires (n° 2339) ;

— Fonctionnaires (n° 2559, 2931) ;

— Ouvriers boulangers (n° 2632).

PENSION DE VIEILLESSE. — Voir :

— Impôts (n° 2431) ;

— Sécurité sociale (n° 2906).

PERMIS DE CONSTRUIRE**N° 2645** M. Camille Vallin :

De l'indication, par département, du nombre de sociétés de construction ayant obtenu un permis de construire depuis 1958.

(Construction. — J. O. Débats du 4-7-1962, p. 675, 676.)

PERMIS D'INHUMER. — Voir : *Collectivités locales* (n° 2124)**PERMISSIONS MILITAIRES.** — Voir : *Armée* (n° 2495, 2950).**PERSONNEL COMMUNAL.** — Voir : *Collectivités locales* (n° 2140, 2293, 2549).**PERSONNEL DEPARTEMENTAL.** — Voir : *Collectivités locales* (n° 2177, 2338, 2738, 2992).**PERSONNEL HOSPITALIER.** — Voir :— *Etablissements hospitaliers* (n° 2189, 2475, 2594, 2650, 2693) ;— *Infirmières* (n° 2490).**PETITS POIS.** — Voir : *Conserves* (n° 2191).**PHARMACIES.** — Voir :— *Impôts* (n° 2213) ;— *Offices pharmaceutiques* (n° 2494).**PINEDES.** — Voir : *Forêts* (n° 2458).**PINS MARITIMES.** — Voir : *Forêts* (n° 2235).**PLANTS DE VIGNE.** — Voir : *Vins* (n° 2553).

PLUS-VALUES**N° 2620** M. Paul Mistral :

De la possibilité de calculer sur la base de la valeur actuelle de la charge ou de l'office, la plus-value provenant de leur cession, alors que le prix n'est payable qu'à terme, en partie ou en totalité.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1345.)

Voir aussi : Impôts (n° 2214, 2275, 2673, 2690, 2855).

PLUTONIUM. — Voir : *Electricité de France* (n° 2839).**POIRIERS A POIRE.** — Voir : *Pommiers à cidre* (n° 2399).**POLICE.** — Voir : *Fonctionnaires* (n° 2188, 2256, 2311, 2783, 2864, 2907, 2982).**POLYNESIE FRANÇAISE****N° 2134** M. Gérard Copenrath :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier, dans l'immédiat, à l'insuffisance critique de places à destination de la Polynésie, et en particulier pour entreprendre la construction du paquebot promis à cet effet.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 27-4-1962, p. 157, 158.)

Voir aussi :

- *Délégation de vote* (n° 2212) ;
- *Expériences nucléaires* (n° 2623).

POMMIERS A CIDRE**N° 2399** M. Modeste Legouez :

Date à laquelle seront précisées les conditions dans lesquelles seront indemnisés les arrachages de pommiers à cidre et de poiriers à poiré.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 147.)

Voir aussi : Impôts (n° 2237).

PONTS ET CHAUSSES. — Voir :

- *Fonctionnaires* (n° 2677) ;
- *Ouvriers d'Etat* (n° 2715, 2847).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**N° 2251** M. Paul Levêque :

Au sujet des conditions dans lesquelles sont réglés les soldes des comptes courants postaux après le décès de leur titulaire.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 26.)

N° 2253 M. Georges Cogniot :

Raisons pour lesquelles l'administration des Postes et télécommunications laisse à l'abandon l'immeuble sis n° 56, rue René-Boulangier, à Paris, dont la construction est arrêtée.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 26.)

N° 2556 M. Roger Lagrange :

Du sort réservé aux receveurs des Postes et télécommunications à la suite du projet d'aménagement des diverses recettes.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 9-5-1962, p. 187.)

N° 2600 M. Alfred Isautier :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier, dans les plus brefs délais, à l'isolement des différentes agglomérations de l'île de la Réunion, résultant du cyclone du 28 février 1962.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 11-5-1962, p. 196.)

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (suite).**N° 2604** M. Emile Dubois :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que certains personnels de l'administration des Postes et télécommunications, et, en particulier, les gérants d'agences postales, bénéficient enfin des mêmes avantages sociaux accordés à l'ensemble des salariés, et notamment des congés payés.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 16-5-1962, p. 227.)

N° 2641 M. Jean Lecanuet :

De la possibilité de commissionner, en qualité d'agent auxiliaire de l'enregistrement, d'autres receveurs des postes que celui qui exerce ses fonctions dans la localité du bureau de l'enregistrement supprimé, ou dans un chef-lieu de canton dépourvu de bureau.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 30-5-1962, p. 412.)

N° 2704 M. Ludovic Tron :

De l'équité qu'il y aurait à revaloriser l'indemnité d'entretien annuelle de ski, en faveur des préposés des Postes et télécommunications desservant certaines régions montagneuses enneigées durant la mauvaise saison.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 4-7-1962, p. 678.)

N° 2705 M. Ludovic Tron :

Raisons pour lesquelles certains préposés conducteurs des postes et télécommunications, bien qu'ils soient obligés de prendre leur repas de midi en dehors de leur résidence, ne perçoivent aucune indemnité.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 4-7-1962, p. 678.)

N° 2745 M. Jean Lecanuet :

De la possibilité de commissionner, en qualité d'agent auxiliaire de l'enregistrement, d'autres receveurs des postes que celui qui exerce ses fonctions dans la localité du bureau de l'enregistrement supprimé, ou dans un chef-lieu de canton dépourvu de bureau.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1259.)

N° 3001 M. Victor Golvan :

Des crédits affectés et des travaux entrepris par le ministère des P. et T. dans le département du Morbihan et les cantons limitrophes, au titre de la zone d'action rurale.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 14-12-1962, p. 1365, 1366.)

N° 3035 M. Michel de Pontbriand :

Raisons pour lesquelles les indicatifs départementaux du téléphone sont différents de ceux qui sont en usage pour toutes les autres activités.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 21-12-1962, p. 1464, 1465.)

Voir aussi :

- *Cantines* (n° 3010).
- *Cures thermales* (n° 2656).
- *Fonctionnaires* (n° 2238, 2255, 2658, 2917).

POURSUITES JUDICIAIRES**N° 2287** M. Camille Vallin :

Etat actuel de la procédure en ce qui concerne les poursuites judiciaires en cours contre les dirigeants d'une société immobilière.

(Justice. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 26.)

PREFECTURE DE LA SEINE. — Voir : *Cantines* (n° 3010).**PRESSE.** — Voir : Impôts (n° 2246).

PRESTATIONS FAMILIALES**N° 2363** M. Jean Deguise :

Au sujet de la situation particulière dans laquelle se trouvent, au point de vue des prestations familiales, les parents d'enfants poursuivant leurs études classiques dans des établissements privés français situés dans des localités frontalières en Belgique

(Travail. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 69.)

N° 2697 M. Gabriel Montpied :

Mesures envisagées par le Gouvernement pour conduire très rapidement les prestations familiales : 1° à la parité entre le régime agricole et le régime général ; 2° au niveau du coût de la vie.

(Travail. — J. O. Débats du 27-6-1962, p. 617.)

Voir aussi :

— Exploitants agricoles (n° 2610, 2653).

— Sécurité sociale (n° 2325, 2790).

PRESTATIONS SOCIALES. — Voir : Afrique noire (n° 2426).**PRETRES.** — Voir : Enseignement (n° 2890).**PRETS HYPOTHECAIRES.** — Voir : Impôts (n° 2699, 2919).**PRIMES A LA CONSTRUCTION.** — Voir : Construction (n° 2119, 2401).**PRIMES DE CONVERSION.** — Voir : Mineurs de fond (n° 2415).**PRIMES D'EQUIPEMENT****N° 2784** M. Marcel Champeix :

Montant total et répartition par département des primes d'équipement accordées aux industriels voulant étendre leur industrie en vue de favoriser l'utilisation de la main-d'œuvre et la fixation de celle susceptible de désertier les régions défavorisées.

(Industrie. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1261.)

PRIMES DE FIN D'ANNEE

Voir :

— Enseignement (n° 2568) ;

— Sécurité sociale (n° 2341).

PRIMES DE RESULTAT. — Voir : Charbonnages de France (n° 2217, 2626).**PRIMES DE TRANSPORT.** — Voir : Collectivités locales (n° 2549).**PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE.** — Voir : Magistrats (n° 2946).**PRODUITS PETROLIERS**

Voir :

— Collectivités locales (n° 2340) ;

— Fonds spécial d'investissement routier (n° 2163) ;

— Impôts (n° 2937).

PROPAGANDE ELECTORALE**N° 2960** M. Jacques Duclos :

Au sujet des personnalités placées à la tête des organismes installés 5, rue de Solférino, à Paris, et des ressources dont ils disposent pour subvenir à l'abondante propagande qu'ils font à l'occasion du référendum du 28 octobre.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1343.)

PROTECTION DES ANIMAUX**N° 2585** M. Georges Rougeron :

Au sujet des poursuites pénales dont sont passibles les propriétaires qui, dans la Grande-Brière, ont abandonné et laissé périr de froid plusieurs centaines de moutons, brebis et agneaux.

(Justice. — J. O. Débats du 23-5-1962, p. 298.)

PROTECTION DES ANIMAUX (suite).**N° 2910** M. Georges Rougeron :

De la possibilité d'appliquer au tir aux pigeons les textes répressifs de la cruauté envers les animaux.

(Justice. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1349, 1350.)

PROTECTION CIVILE**N° 2821** M. Pierre Garet :

Du montant des subventions accordées en 1962 par le ministère de l'intérieur aux groupements nationaux et fédérations au titre de la protection civile.

(Intérieur. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1262.)

N° 3021 M. Pierre Patria :

Raisons pour lesquelles la revue mensuelle « Protection civile industrielle » serait la seule à être diffusée officiellement par le service national de la protection civile.

(Intérieur. — J. O. Débats du 19-12-1962, p. 1381.)

Voir aussi : Incendies (n° 2880).

PROTECTION DE L'ENFANCE**N° 2614** M. Georges Rougeron :

Au sujet des sévices inadmissibles dont les enfants sont victimes de la part de parents indignes, et de l'apparente faiblesse dont persiste à faire preuve l'autorité répressive en présence de tels faits.

(Justice. — J. O. Débats du 30-5-1962, p. 412.)

N° 2615 M. Georges Rougeron :

De la nécessité de renforcer les mesures protectrices de l'enfance, et en particulier, de rendre plus rapides et plus efficaces les dispositions de retrait lorsque la santé et la vie de l'enfant sont mises au péril par des parents indignes.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 15-6-1962, p. 514.)

N° 2908 M. Georges Rougeron :

De l'insuffisante répression exercée à l'encontre des auteurs de sévices sur des enfants.

(Justice. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1349.)

PROTECTION CONTRE L'INCENDIE. — Voir : Incendies (n° 2305, 2417, 2880, 2949).**PUBLICITE LEGALE****N° 2261** M. Jacques Bordeneuve :

De l'obligation pour un avoué, inscrivant l'hypothèque légale d'une femme mariée sur les biens de son mari, de fournir au conservateur des hypothèques des justifications sur la cause et la nature de la créance de la femme.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 58.)

Q**QUITTANCES.** — Voir : Impôts (n° 2624).**R****RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE****N° 2350** M. André Armengaud :

Raisons pour lesquelles les émissions de la R. T. F. ne sont pas convenablement entendues dans les Républiques africaines ; et mesures que le Gouvernement compte prendre pour remédier à cet état de fait

(Secrétaire d'Etat chargé de l'information. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 126.)

RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE (suite).**N° 2510** M. Antoine Courrière :

Au sujet de l'interprétation exacte à donner à certaines dispositions du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960, concernant l'utilisation des postes récepteurs dans les résidences secondaires.

(Information. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 148).

N° 2834 Mme Suzanne Crémieux :

Au sujet de l'installation d'un poste de radiotélévision française en petite Camargue, sur le territoire de la Pinède.

(Information. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1280.)

N° 2876 M. Michel de Pontbriand :

De la possibilité pour les services de la Radiodiffusion-télévision française d'utiliser le mandat-carte de versement expédié à chaque usager en vue du paiement de la redevance, pour recueillir l'opinion des auditeurs et téléspectateurs sur les programmes diffusés.

(Secrétaire d'Etat chargé de l'information. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1344.)

Voir aussi :

- Collectivités locales (n° 2344) ;
- Impôts (n° 1945, 2655) ;
- Sécurité sociale (n° 2296).

RADIOLOGIE. — Voir : *Etablissements hospitaliers* (n° 2650).**RAMASSAGE SCOLAIRE****N° 2321** M. Eugène Romaine :

De la concordance souhaitable entre les divers textes concernant le ramassage scolaire, et en particulier ceux relatifs aux contrats susceptibles d'être conclus à cet effet entre les collectivités locales, ou un syndicat intercommunal, et des transporteurs ferroviaires ou routiers.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 146.)

Voir aussi : *Enseignement* (n° 2381).**RAPATRIES****N° 2692** M. André Armengaud :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faciliter le reclassement à la Réunion, des originaires de cette île, que l'évolution politique de Madagascar aura contraints d'y retourner, ou pour les dédommager du préjudice subi.

(Secrétaire d'Etat aux rapatriés. — J. O. Débats du 15-6-1962, p. 511.)

N° 2702 M. André Armengaud :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en vue du rapatriement, du reclassement et du relogement des Français conduits à rentrer en métropole par suite de l'évolution politique dans les pays d'Afrique, et notamment ceux d'Afrique du Nord.

(Secrétariat d'Etat aux rapatriés. — J. O. Débats du 7-7-1962, p. 789, 790.)

N° 2795 M. André Fosset :

Au sujet de la disposition particulière prévue dans les déclarations gouvernementales du 19 mars 1962, qui permet que soit réglée par ordonnance la réquisition des logements au profit des rapatriés.

(Secrétariat d'Etat aux rapatriés. — J. O. Débats du 25-7-1962, p. 1141, 1142.)

N° 2805 M. Louis Jung :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour rembourser aux communes les dépenses qu'elles auront engagées pour l'aménagement des logements destinés aux rapatriés d'Algérie.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1280, 1281.)

RAPATRIES (suite).**N° 2872** M. le général Antoine Béthouart :

Raisons pour lesquelles n'ont pas été mis à la disposition des organismes payeurs les crédits figurant au budget en vue du financement des prêts fonciers destinés à permettre de se réinstaller en Métropole les Français rapatriés de Tunisie, du Maroc et de Guinée.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1346, 1347.)

Voir aussi :

- Collectivités locales (n° 2854) ;
- Sécurité sociale (n° 2956).

RECENSEMENT DE LA POPULATION. — Voir : *Collectivités locales* (n° 2707).**RECETTES BURALISTES****N° 2457** M. Fernand Verdeille :

Raisons pour lesquelles certaines recettes buralistes sont supprimées, ou astreintes à des conditions difficiles de fonctionnement.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1256, 1257.)

RECEVEURS DES POSTES. — Voir : *Postes et télécommunications* (n° 2556, 2641).**RECHERCHE SCIENTIFIQUE****N° 2899** M. Georges Cogniot :

Au sujet des firmes et sociétés privées qui ont été appelées à collaborer à l'exécution de la loi de programme pour la recherche scientifique et technique, et des crédits qui leur auraient été versés ou prêtés.

(Ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique. — J. O. Débats du 20-11-1962, p. 1330, 1331.)

REDEVANCES RADIOPHONIQUES. — Voir : *Impôts* (n° 1945, 2655).**REFERENDUM****N° 2962** M. Edouard Bonnefous :

Au sujet des dépenses occasionnées par le référendum.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 28-12-1962, p. 1479.)

N° 2979 M. Georges Rougeron :

Au sujet de la manière anormale dont ont été officiellement présentés les résultats des précédents référendums.

(Intérieur. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1349.)

REFORME JUDICIAIRE**N° 2714** M. Georges Marie-Anne :

Des conséquences regrettables, pour certaines situations particulières dans les départements d'outre-mer, de l'abrogation des lois des 26 juin et 21 octobre 1941 réglementant la représentation et l'assistance des parties devant les justices de paix.

(Justice. — J. O. Débats du 11-7-1962, p. 875.)

REFUGIES POLITIQUES**N° 2343** M. Jean-Louis Vigier :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que certains textes déjà en vigueur soient appliqués efficacement contre ceux des réfugiés politiques ayant commis sur notre sol des délits ou crimes graves de droit commun.

(Intérieur. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 64, 65.)

REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS

N° 2182 M. André Fosset :

Raisons pour lesquelles la Régie autonome des transports parisiens n'a pas pavé ses véhicules le jour des festivités organisées par une ville importante de la région parisienne à l'occasion de son jumelage avec une ville italienne.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 69.)

REGIE RENAULT

N° 2351 M. Georges Rougeron :

Raisons pour lesquelles la Régie Renault va introduire un millier de travailleurs italiens, alors qu'il eût été préférable d'envisager la décentralisation de certains ateliers dans une région de province où la récession industrielle a rendu disponible de la main-d'œuvre française.

(Industrie. — J. O. Débats du 22-3-1962, p. 117, 118.)

REGIES FINANCIERES. — Voir : *Pensions de retraite* (n° 2516).

REGIME PENITENTIAIRE

N° 2290 M. Bernard Lafay :

Au sujet des rigueurs du régime pénitentiaire auxquelles seraient actuellement soumis certains détenus politiques de la prison de la Santé.

(Justice. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 26.)

REGION POITOU - CHARENTES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 2606).

REGISSEUR DE DEPENSES. — Voir : *Collectivités locales* (n° 2011).

REGISTRE DES METIERS. — Voir : *Opticiens* (n° 2345).

REGLEMENTS PAR CHEQUES. — Voir : *Chèques* (n° 2828).

REGROUPEMENTS D'EXPLOITATIONS

N° 2435 M. Raymond Boin :

Au sujet du domaine exact d'application de l'article 188-4 du code rural, relatif aux conditions dans lesquelles peuvent avoir lieu des regroupements d'exploitations.

(Agriculture. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 129.)

RELOGEMENT

N° 2547 M. André Monteil :

Au sujet des difficultés d'application de la circulaire du 1^{er} octobre 1960 relative à l'obligation de relogement provisoire des occupants d'un immeuble que le propriétaire a obtenu l'autorisation de démolir.

(Construction. — J. O. Débats du 23-5-1962, p. 297.)

REMEMBREMENT

N° 2621 M. Martial Brousse :

Raisons pour lesquelles n'a pas encore été publié le décret prévu pour l'application de l'article 1^{er} de la loi du 2 août 1960 concernant le remembrement.

(Agriculture. — J. O. Débats du 27-6-1962, p. 615.)

RENTES VIAGERES. — Voir : *Impôts* (n° 2179).

REQUISITIONS CIVILES. — Voir : *Domages de guerre* (n° 2278).

RESEAU ROUTIER. — Voir : *Véhicules automobiles* (n° 2433).

RESERVE DE REEVALUATION. — Voir : *Impôts* (n° 2275).

RESISTANCE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 2721, 2783, 2907, 2982).

RESTAURANTS UNIVERSITAIRES

N° 2496 M. Camille Vallin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soient financés de toute urgence les projets de construction à la Madeleine et à la Doua de restaurants universitaires destinés à remplacer le « Foyer du Rhône » dont la démolition a été décidée.

(Education nationale. — J. O. Débats du 25-5-1962, p. 394.)

RETRAITE DU COMBATTANT. — Voir : *Anciens combattants* (n° 2432).

RETRAITE COMPLEMENTAIRE. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 2651).

RETRAITES. — Voir :

- *Collectivités locales* (n° 2682) ;
- *Enseignement* (n° 2568) ;
- *Pensions de retraites* (n° 2033, 2414, 2467, 2516, 2601, 2613) ;
- *Sécurité sociale* (n° 2341).

LA REUNION. — Voir :

- *Pensions de retraite* (n° 2414) ;
- *Postes et télécommunications* (n° 2600) ;
- *Rapatriés* (n° 2692).

REVENU CADASTRAL. — Voir : *Impôts* (n° 2370).

REVENU FONCIER. — Voir : *Impôts* (n° 2671).

REVENUS PATRIMONIAUX. — Voir : *Collectivités locales* (n° 2372).

ROCK AND ROLL. — Voir : *Spectacles* (n° 2227).

RUBEOLE

N° 2639 M. Louis Courroy.

Dans le cas particulier d'une institutrice en état de grossesse ayant contracté la rubéole au contact de ses élèves, et son enfant étant né infirme, de la possibilité pour elle d'obtenir une réparation.

(Education nationale. — J. O. Débats du 30-5-1962, p. 411.)

S

SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL GARANTI. —

Voir : *Loyers* (n° 2586).

SAPEURS-POMPIERS

N° 3015 M. Georges Rougeron :

De la possibilité, pour les adjudants-chefs de sapeurs-pompiers professionnels, d'être proposés pour le grade de sous-lieutenant honoraire.

(Intérieur. — J. O. Débats du 28-12-1962, p. 1479.)

Voir aussi : *Incendies* (n° 2305, 2949).

SCELLES. — Voir : *Etat civil* (n° 2782).

SECRET PROFESSIONNEL. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 2451).

SECRETAIRES DE MAIRIE. — Voir : *Collectivités locales* (n° 2317).

SECURITE SOCIALE

N° 2089 M. Roger Lagrange :

Raisons pour lesquelles le mandat des administrateurs des caisses de sécurité sociale, qui était arrivé à échéance depuis novembre 1960, n'a pas encore été renouvelé.

(Travail. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 27, 28.)

SECURITE SOCIALE (suite).**N° 2223 M. Waldeck L'Huillier :**

Raisons pour lesquelles un médecin spécialiste est traité différemment quant à l'exercice de son art selon que son activité se déroule dans son cabinet de ville ou dans un dispensaire.

(Travail. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 67.)

N° 2296 M. Adolphe Dutoit :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme aux difficultés rencontrées par les membres titulaires de l'orchestre de la radiodiffusion française de Lille, en ce qui concerne le taux des cotisations de sécurité sociale au titre de l'emploi des artistes et musiciens du spectacle.

(Travail. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 67, 68.)

N° 2325 M. Auguste Billiemaz :

Cas particulier d'un salarié français employé par une société française et effectuant pour le compte de celle-ci un stage à l'étranger, qui ne peut bénéficier des prestations familiales et de sécurité sociale alors que lui-même et son employeur sont astreints au paiement normal des cotisations.

(Travail. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 68.)

N° 2327 M. Francis Le Basser :

Au sujet de l'immatriculation à la sécurité sociale des médecins exerçant leur profession, à la fois comme praticiens dans les conditions habituelles dans leur cabinet personnel, et comme médecins de l'hygiène scolaire, rémunérés à la vacation, et pendant un horaire minimum de travail.

(Education nationale. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 52.)

N° 2329 M. Francis Le Basser :

De la possibilité, pour les enfants mineurs d'un père médecin praticien non immatriculé à la sécurité sociale, de bénéficier cependant des prestations de celle-ci au titre du régime de sécurité sociale de leur mère salariée.

(Travail. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 68.)

N° 2341 M. Yvon Coudé du Foresto :

De l'équité qu'il y aurait à verser aux retraités de la sécurité sociale la prime de 6.000 anciens francs qui a été allouée à tous les agents en activité.

(Travail. — J. O. Débats du 20-6-1962, p. 546.)

N° 2349 M. Paul Pelleray :

De la possibilité, pour une union de recouvrement, de rejeter purement et simplement une déclaration d'un employeur dans laquelle la seule omission, ou les seules erreurs relevées, se rapportent à des renseignements statistiques facultatifs non expressément sanctionnés.

(Travail. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 68, 69.)

N° 2376 M. Adolphe Dutoit :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour profiter du renouvellement des conventions entre la F. N. O. S. S. et la confédération des syndicats médicaux, et garantir ainsi aux assurés sociaux le remboursement à 80 p. 100 de leurs frais médicaux.

(Travail. — J. O. Débats du 21-3-1962, p. 85.)

N° 2377 M. Adolphe Dutoit :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire respecter les droits acquis par les mineurs, en matière de sécurité sociale minière.

(Industrie. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 61.)

N° 2380 Mme Marie-Hélène Cardot :

Cas particulier, au regard des cotisations de sécurité sociale, d'un invalide de guerre qui se fait aider dans son travail par son fils, lui-même déjà affilié à la sécurité sociale par un autre employeur pour lequel il travaille à temps partiel.

(Travail. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 69.)

SECURITE SOCIALE (suite).**N° 2419 M. Roger Lagrange :**

De la possibilité, pour des veuves titulaires d'une rente de réversion au titre du décret-loi du 28 octobre 1935, de bénéficier des prestations en nature de l'assurance maladie.

(Travail. — J. O. Débats du 21-3-1962, p. 86.)

N° 2425 M. Marcel Lambert :

Au sujet des conditions précises d'application des décrets n° 58-1202 du 11 décembre 1958, et n° 59-718 du 8 juin 1959, concernant la nomination d'un représentant supplémentaire des organismes de sécurité sociale au sein des commissions administratives des hôpitaux.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 21-3-1962, p. 85.)

N° 2427 M. Antoine Courrière :

De l'application de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives au personnel de la sécurité sociale ; et de la possibilité d'augmenter les traitements des ingénieurs-conseils et des contrôleurs de sécurité, en vue de les harmoniser avec les rémunérations du secteur privé.

(Travail. — J. O. Débats du 21-3-1962, p. 86.)

N° 2447 M. Lucien Perdereau :

De l'application de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives au personnel de la sécurité sociale ; et de la possibilité d'augmenter les traitements des ingénieurs-conseils et des contrôleurs de sécurité, en vue de les harmoniser avec les rémunérations du secteur privé.

(Travail. — J. O. Débats du 21-3-1962, p. 86.)

N° 2450 M. Roger Lagrange :

De l'opportunité qu'il y aurait à revaloriser dans un proche avenir les tarifs de remboursement des articles d'optique médicale.

(Travail. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 137.)

N° 2452 M. Roger Lagrange :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier au préjudice que subit un assuré social lors de la liquidation de ses droits à pension lorsque, dans le calcul du salaire moyen des dix dernières années, les arrêts de travail prolongés et involontaires ne sont pas pris en compte.

(Travail. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 137.)

N° 2489 M. Edmond Barrachin :

Texte légal sur lequel peut s'appuyer une caisse primaire de sécurité sociale pour refuser à un assuré le paiement d'une ordonnance médicale, dont la signature est manuscrite, mais dont le libellé est tapé à la machine.

(Travail. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 137.)

N° 2491 Mme Marie-Hélène Cardot :

Au sujet des conditions dans lesquelles les caisses interprofessionnelles départementales de prévoyance sociale et artisanale peuvent être autorisées à délivrer aux artisans et façonniers des certificats d'aptitude au travail.

(Finances et Affaires économiques. — J. O. Débats du 11-5-1962, p. 194, 195.)

N° 2492 Mme Marie-Hélène Cardot :

De la possibilité de n'envisager qu'à des fins exclusivement fiscales la délivrance, par les caisses interprofessionnelles départementales de prévoyance sociale et artisanale, d'un certificat d'aptitude à l'exercice normal de la profession.

(Travail. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 149.)

N° 2502 M. Roger Lagrange :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier aux difficultés rencontrées pour la détermination du maximum de ressources dont peut disposer le titulaire d'une pension d'invalidité en cumulant une rémunération avec ladite pension.

(Travail. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 137, 138.)

SECURITE SOCIALE (suite).**N° 2560** M. Etienne Dailly :

De l'opportunité qu'il y aurait à revaloriser sans délai le salaire minimum à retenir pour l'assiette des cotisations des gens de maison, en vue de permettre à ces assurés sociaux de percevoir, en cas de maladie, des indemnités journalières plus décentes que celles qui leur sont actuellement servies.

(Travail. — J. O. Débats 16-5-1962, p. 228.)

N° 2564 M. André Méric :

De l'obligation, ou non, pour les caisses régionales de sécurité sociale constituées conformément au décret n° 60-453 du 12 mai 1960, de prévoir un comité d'établissement.

(Travail. — J. O. Débats 11-9-1962, p. 1264.)

N° 2573 M. Etienne Dailly :

De la possibilité d'abroger le mode actuellement en vigueur de régularisation annuelle des cotisations de sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats 4-7-1962, p. 678, 679.)

N° 2625 M. Henri Parisot :

Du droit, pour la caisse primaire de sécurité sociale des Vosges, d'exiger le versement des charges rétroactives, à l'occasion de l'affiliation à la sécurité sociale à compter du 1^{er} janvier 1960 du personnel médical des hôpitaux et hospices publics du département.

(Travail. — J. O. Débats du 20-6-1962, p. 546.)

N° 2651 M. Roger Menu :

De l'obligation pour des sociétés exploitant des magasins à succursales multiples d'affilier leurs gérants salariés, déjà ressortissants de la C. A. R. G. S. M. A., à un autre régime de retraite complémentaire pour la part de la rémunération des intéressés inférieure au plafond de la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 20-7-1962, p. 1058.)

N° 2657 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soit enfin appliqué l'article 332 du Code de la sécurité sociale, et que soient ainsi intégralement sauvegardés les droits des assurés qui se sont livrés à une occupation particulièrement pénible et ont été pensionnés antérieurement à 1960.

(Travail. — J. O. Débats du 8-6-1962, p. 454.)

N° 2686 M. André Méric :

Du droit, pour le chef du personnel d'un organisme de sécurité sociale non assermenté, de procéder à un ou plusieurs contrôles au domicile des agents malades de son organisme.

(Travail. — J. O. Débats du 27-6-1962, p. 617.)

N° 2687 M. André Méric :

Du droit, pour un directeur d'une caisse primaire de sécurité sociale, de s'opposer à ce qu'un assuré puisse sortir en dehors des heures réglementaires prévues, bien que cette dérogation ait été conseillée par le médecin traitant dudit assuré.

(Travail. — J. O. Débats du 29-6-1962, p. 648.)

N° 2786 M. Adolphe Dutoit :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en vue du relèvement des tarifs de remboursement des prestations sanitaires en matière d'orthopédie dento-faciale et d'articles d'optique.

(Travail. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1265.)

N° 2790 M. Marcel Prelot :

Au sujet des difficultés, au regard de la législation de la sécurité sociale et des prestations familiales, rencontrées par nombre de jeunes gens ayant servi en Algérie au-delà de la durée légale.

(Travail. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1265.)

SECURITE SOCIALE (suite).**N° 2791** M. François Monsarrat :

De la possibilité d'accorder une dérogation aux dentistes conseils des caisses primaires de sécurité sociale, en vue de leur permettre de travailler à la vacation, pendant la durée du repos hebdomadaire, pour le compte de la mutualité sociale agricole.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1281.)

N° 2793 Mme Marie-Hélène Cardot :

Date à laquelle sera enfin constituée la commission prévue par l'article 24 du décret n° 60-451 du 12 mai 1960.

(Travail. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1265.)

N° 2830 M. Etienne Dailly :

Date à laquelle sera enfin publiée, par la commission spécialement prévue à cet effet, la liste des activités reconnues pénibles au sens de l'article L. 332 du code de la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1266.)

N° 2836 M. Robert Liot :

De la possibilité, pour les caisses primaires de sécurité sociale, d'indemniser de leurs frais de déplacements ceux de leurs agents promus à un grade supérieur et nommés à la tête d'une section ou d'un centre dans une ville voisine.

(Travail. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1287.)

N° 2848 M. Paul Pelleray :

Cas particulier d'un assuré à qui les caisses de sécurité sociale refusent le remboursement des prestations pour maladie.

(Travail. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1266.)

N° 2860 M. Jacques Duclos :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour relever les tarifs de remboursement aux assurés sociaux des articles d'optique-lunetterie.

(Travail. — J. O. Débats du 14-12-1962, p. 1366.)

N° 2906 M. Etienne Dailly :

Modalités selon lesquelles les versements de cotisations d'assurances sociales effectués au-delà de la trentième année d'assurance seraient susceptibles d'être pris en considération pour les calculs des pensions de vieillesse.

(Travail. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1323.)

N° 2956 M. André Méric :

De la possibilité pour les agents des caisses de sécurité sociale, d'allocations familiales, rapatriés d'Algérie et embauchés à titre temporaire dans des organismes correspondants en métropole, de percevoir un salaire inférieur à la prime de subsistance.

(Travail. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1350.)

N° 2967 M. Charles Naveau :

Conditions dans lesquelles doivent être versées les indemnités kilométriques et de repas à un agent chargé du contrôle d'une caisse d'allocations familiales.

(Travail. — J. O. Débats du 14-12-1962, p. 1366.)

N° 3003 M. Charles Naveau :

Conditions dans lesquelles se calcule l'indemnité kilométrique du service ambulancier transportant des malades bénéficiaires de la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 14-12-1962, p. 1366.)

Voir aussi :

- Accidents du travail (n° 2247) ;
- Etablissements hospitaliers (n° 2244) ;
- Experts vacataires (n° 2339) ;
- Exploitants agricoles (n° 2269, 2391, 2394) ;
- Impôts (n° 2431, 2565, 2664) ;
- Invalides (n° 2774) ;
- Pensions de retraite (n° 2732) ;
- Prestations familiales (n° 2363).

SECURITE SOCIALE AGRICOLE. — Voir : Associations syndicales (n° 2665).

SEINE (LA)**N° 2801** M. Georges Rougeron :

Raisons pour lesquelles, dans la journée du 9 juin 1962, le niveau de la Seine a baissé de 1,30 mètre en quelques heures entre Sannois et Chartrettes.

(Travaux publics et transports. — J. O. du 11-9-1962, p. 1267.)

SERVICE MILITAIRE. — Voir :

- Armée (n° 2518, 2548, 2815) ;
- Fonctionnaires (n° 2971).

SINISTRES**N° 2574** M. Robert Liot :

Cas particulier d'un sinistré qui, ayant déjà perçu des dommages mobiliers ou titre de l'article 3 du décret n° 53-717 du 9 août 1953, désirerait également être indemnisé pour la perte de bicyclettes et de fusils.

(Construction. — J. O. Débats du 16-5-1962, p. 227.)

SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET RURAL. — Voir :
Sociétés anonymes (n° 2759).**SOCIETE ANONYME DE CONSTRUCTION****N° 2463** M. Arthur Lavy :

Conditions dans lesquelles une société anonyme de construction régie par la loi du 28 juin 1938 peut être transformée en société anonyme d'habitations à loyer modéré.

(Construction. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 131.)

Voir aussi :

- Impôts (n° 2557).

SOCIETE IMMOBILIERE**N° 2288** M. Camille Vallin :

Dispositions envisagées à la suite du dépôt du bilan d'une société immobilière pour sauvegarder le patrimoine des souscripteurs de logements.

(Construction. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 51.)

Voir aussi :

- Impôts (n° 2275) ;
- Poursuites judiciaires (n° 2287).

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS**N° 2294** M. Jacques Duclos :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire la lumière sur les causes du déraillement du 18 juin 1961 du rapide n° 12 Strasbourg-Paris, et pour assurer aux victimes les indemnités auxquelles elles ont droit.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 69 et 70.)

N° 2371 M. Marcel Brégégère :

Dispositions envisagées pour la réforme de la tarification marchandises proposée par la S. N. C. F. n'entraîne pas pour l'économie du département de la Dordogne un relèvement des tarifs ferroviaires contraire à son activité et à son développement.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 25-4-1962, p. 149.)

N° 2382 M. René Tinant :

Des conséquences que pourrait avoir sur le prix du billet en chemin de fer des Ardennais se rendant à Paris le supplément kilométrique consécutif à l'électrification du tronçon Reims-Paris.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 138.)

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (suite).**N° 2421** M. Guy de La Vasselais :

Par suite du rattachement du département d'Eure-et-Loir à l'académie d'Orléans, mesures que compte prendre le Gouvernement pour rétablir des relations ferroviaires rapides, directes et semi-directes entre Chartres et Orléans.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 138.)

N° 2856 M. Bernard Lafay :

De l'opportunité qu'il y aurait pour la S. N. C. F. d'inviter ses mécaniciens de locomotives, autorails, etc., à limiter l'usage des avertisseurs sonores au cours de leurs trajets dans les agglomérations urbaines, et spécialement dans Paris.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1287.)

Voir aussi :

- Impôts (n° 2579).

S. N. E. C. M. A.**N° 2180** M. Jacques Duclos :

Au sujet de la décision mise par la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avions (S. N. E. C. M. A.) de faire établir pour chaque membre de son personnel une fiche dite « d'appréciation ».

(Armée. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 48.)

SOCIETES ANONYMES**N° 2500** M. Michel Yver :

Dans un cas particulier d'absorption d'une société anonyme par une autre, de l'application du principe de non-négociabilité des actions édicté par l'article 3 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7 décembre 1962, p. 1345.)

N° 2759 M. Paul Driant :

De la possibilité pour certaines sociétés anonymes à vocation agricole, telles que les S. I. C. A. ou les S. A. F. E. R., de limiter de façon très stricte le nombre de voix appartenant à leurs actionnaires.

(Justice. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1262-1263.)

Voir aussi :

- Fonctionnaires (n° 2980) ;
- Impôts (n° 2273, 2323, 2365).

SOCIETES DE CONSTRUCTION. — Voir :

- Impôts (n° 2367, 2662) ;
- Permis de construire (n° 2645).

SOCIETES DE CREDIT DIFFERE. — Voir : Crédit coopératif foncier (n° 2678).**SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE. — Voir :** Impôts (n° 2037).**SOCIETES ETRANGERES****N° 2640** M. André Armengaud :

Au sujet des nombreuses sociétés étrangères qui ont établi des filiales en France, ou pris d'importantes participations financières dans des entreprises françaises ; et des inconvénients graves qui peuvent résulter de cet état de choses.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1257.)

SOCIETES D'INTERET COLLECTIF AGRICOLE. — Voir : Sociétés anonymes (n° 2759).**SOCIETES EN NOM COLLECTIF**

Voir :

- Impôts (n° 2213, 2365) ;
- Sociétés à responsabilité limitée (n° 2231).

SOCIETES DE PERSONNES. — Voir : *Impôts* (n° 2627).

SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE

N° 2231 M. Georges Boulanger :

Dans un cas particulier de transformation d'une société en nom collectif en société à responsabilité limitée, date à partir de laquelle court le délai de cinq années pendant lequel aucune modification ne pouvait être apportée aux conditions d'exploitation sans encourir la déchéance du régime de faveur.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 22.)

Voir aussi : *Impôts* (n° 1947, 2204, 2627).

SOINS ESTHETIQUES. — Voir : *Enseignement professionnel* (n° 2764).

SOUDURE AUTOGENE. — Voir : *Enseignement technique* (n° 2612).

SOUS-OFFICIERS. — *Armée* (n° 2384, 2385, 2485, 2589, 2616).

SPECTACLES

N° 2227 M. Georges Rougeron :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme aux scandales résultant de certaines manifestations de « rock and roll ».

(Intérieur. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 62.)

N° 2584 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité qu'il y aurait à mettre fin à certains spectacles présentés à l'occasion de fêtes foraines publiques.

(Intérieur. — J. O. Débats du 16-5-1962, p. 227.)

N° 2912 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité qu'il y aurait à interdire les spectacles de tauromachie auxquels participent de jeunes matadors de 12 et 13 ans.

(Travail. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1350.)

SUBVENTIONS

N° 2471 M. Gaston Defferre :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin aux diverses subventions dont bénéficie l'organisation dite « Le Monde bilingue ».

(Éducation nationale. — J. O. Débats du 9-5-1962, p. 186.)

N° 2933 M. René Tinant :

Critères retenus pour l'établissement de la liste des départements appelés à bénéficier d'une subvention destinée à encourager l'emploi des amendements calcaires.

(Agriculture. — J. O. Débats du 20-12-1962, p. 1444.)

SUCCESSIONS

N° 2171 M. Emile Aubert :

Des pénalités et intérêts de retard susceptibles de frapper le bénéficiaire d'un legs, dans le cas particulier où cette personne est empêchée par des circonstances indépendantes de sa volonté de faire sa déclaration dans les délais prescrits.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 21.)

N° 2195 M. Yvon Coudé du Foresto :

Dans le cas particulier de la dissolution d'une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, et de la dévolution de son patrimoine, de la possibilité de comprendre dans la déclaration de succession les droits incorporels apportés par un membre fondateur de ladite association.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 22.)

SUCCESSIONS (suite).

N° 2262 M. Jacques Bordeneuve :

Dans un cas particulier de succession, de la possibilité pour un avoué poursuivant de publier le jugement d'adjudication, et pour le notaire de procéder à la liquidation et au partage ordonnés par le tribunal.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 22, 23.)

N° 2410 M. Etienne Rabouin :

Conditions d'imputation d'un legs dans un cas particulier de succession.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 135.)

N° 2638 M. Pierre Mathey :

Du bien-fondé des prétentions de l'administration dans un cas particulier de succession.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-6-1962, p. 617.)

N° 2809 M. Jacques de Maupeou :

Dans un cas particulier de succession, et devant le refus du conservateur des hypothèques de procéder à la publicité foncière, moyens dont peut disposer l'héritier pour disposer de son patrimoine.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1259.)

Voir aussi :

— *Fonds national de solidarité* (n° 2773) ;

— *Impôts* (n° 2365, 2465, 2528, 2565, 2618, 2664, 2706, 2731) ;

— *Postes et télécommunications* (n° 2251).

SURSIS D'INCORPORATION. — Voir : *Armée* (n° 2148, 2158, 2260, 2815, 2823, 2831, 2835, 2842, 2878).

SURTAXE PROGRESSIVE. — Voir : *Impôts* (n° 2109).

SURVEILLANTS GENERAUX. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 2234, 2335).

SYNDICATS INTERCOMMUNAUX. — Voir :

— *Collectivités locales* (n° 2684) ;

— *Ramassage scolaire* (n° 2321).

SYNDICATS PROFESSIONNELS. — Voir : *Impôts* (n° 2652).

T

TARIFS FERROVIAIRES. — Voir : *Société nationale des chemins de fer français* (n° 2371, 2382).

TAUROMACHIE. — Voir : *Spectacles* (n° 2912).

TAXE SUR LES CARBURANTS ROUTIERS. — Voir : *Impôts* (n° 2611, 2725).

TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES. — Voir : *Impôts* (n° 2190, 2483, 2579).

TAXE COMPLEMENTAIRE. — Voir : *Impôts* (n° 2561, 2679, 2699).

TAXE D'INSPECTION SANITAIRE. — Voir : *Impôts* (n° 2649).

TAXE LOCALE. — Voir :

— *Collectivités locales* (n° 2332, 2340, 2372) ;

— *Impôts* (n° 2577).

TAXE SUR LES LOCAUX INSUFFISAMMENT OCCUPES. — Voir : *Impôts* (n° 2756).

TAXE SUR LES PRESTATIONS DE SERVICES. — Voir : *Impôts* (n° 2233, 2322, 2428, 2579, 2713, 2919).

TAXE SUR LES PRODUITS PETROLIERS. — Voir :
— *Collectivités locales* (n° 2340) ;
— *Fonds spécial d'investissement routier* (n° 2163) ;
— *Impôts* (n° 2937).

TAXE DE PUBLICITE FONCIERE. — Voir : *Impôts* (n° 2817).

TAXE DE RESORPTION. — Voir :
— *Impôts* (n° 2183) ;
— *Lait* (n° 1877).

TAXE SUR LES SPECTACLES. — Voir : *Impôts* (n° 2577).

TAXE DE TELEVISION. — Voir : *Impôts* (n° 1945, 2655).

TAXE UNIQUE. — Voir : *Impôts* (n° 2151, 2237).

TAXE A LA VALEUR AJOUTEE. — Voir :
— *Collectivités locales* (n° 2340) ;
— *Impôts* (n° 2185, 2233, 2428, 2478, 2728) ;
— *Matériels agricoles* (n° 1006).

TAXE DE VOIRIE. — Voir :
— *Collectivités locales* (n° 2194) ;
— *Impôts* (n° 2141).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Voir :
— *Armée* (n° 2148).
— *Fonctionnaires* (n° 2514).

TERRORISME

N° 2436 M. Emile Dubois :
Au sujet des crimes perpétrés par certaines bandes factieuses, et de l'impunité dont elles semblent bénéficier.
(Intérieur. — J. O. Débats du 11-5-1962, p. 196.)

N° 2437 M. Emile Dubois :
Raisons pour lesquelles les mesures de répression contre l'organisation terroriste dénommée O. A. S. ne sont intervenues qu'aussi tardivement et avec une rigueur insuffisante.
(Intérieur. — J. O. Débats du 11-5-1962, p. 196.)

THEATRES NATIONAUX

N° 2903 M. Léon Jozeau-Marigné :
Raisons pour lesquelles ont été supprimées certaines représentations données en matinée au théâtre national de l'Opéra.
(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1319.)

TIERS PROVISIONNEL. — Voir : *Impôts* (n° 2420).

TIMBRES DE QUITTANCE. — Voir : *Impôts* (n° 2624).

TIR AUX PIGEONS. — Voir : *Protection des animaux* (n° 2910).

TONKIN. — Voir : *Etat civil* (n° 2468).

TRACTEURS AGRICOLES

N° 2742 M. Hector Dubois :
De la possibilité de dispenser les conducteurs de tracteurs et véhicules agricoles de la présentation immédiate, sur la route, de l'attestation d'assurance prévue par l'article 7 de la loi n° 58-208 du 27 février 1958.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-7-1962, p. 978.)

TRANSPORTS

N° 2530 M. Louis Courroy :

Cas particulier d'une société qui désirerait confier sa marchandise à un commissionnaire mandataire chargé de prendre les commandes et d'assurer la livraison avec un camion dont il est lui-même propriétaire.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 11-7-1962, p. 876.)

TRAVAILLEURS HANDICAPES

N° 2646 M. André Fosset :

Date à laquelle sera publié le texte d'application de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 relative au reclassement des travailleurs handicapés.

(Travail. — J. O. Débats du 8-6-1962, p. 453, 454.)

N° 2819 Mme Renée Dervaux :

Au sujet de la désignation nominative de la commission chargée de l'attribution et de la surveillance du label d'authenticité des productions de la main-d'œuvre aveugle et infirme.

(Travail. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1265.)

TRIBUNAUX DE COMMERCE. — Voir : *Chambres de commerce* (n° 2430, 2720).

TRIBUNAUX DE PENSIONS. — Voir : *Anciens combattants* (n° 2446).

TUNGSTENE

N° 2928 M. Georges Rougeron :

Au sujet de la situation critique dans laquelle se trouve la mine de tungstène de Montmins (Allier).

(Industrie. — J. O. Débats du 7-12-1962, p. 1348.)

TUNISIE

N° 2353 M. Maurice Carrier :

Dispositions envisagées par le Gouvernement pour remédier à la situation des Français de Tunisie dépossédés de leurs exploitations agricoles sans avoir perçu d'indemnités.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 127.)

N° 2470 M. Marcel Champeix :

Conditions dans lesquelles seront réglés les dommages de guerre subis en Tunisie par les personnes morales ou physiques françaises du fait de la guerre 1939-1945 et des événements de Bizerte.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 17-4-1962, p. 128.)

N° 2555 M. Jean Bertaud :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre aux Français rapatriés de Tunisie, de rentrer en possession de leur avoir bloqué dans les banques tunisiennes.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 6-6-1962, p. 444.)

Voir aussi :

- *Fonctionnaires* (n° 2324) ;
- *Impôts* (n° 2690) ;
- *Rapatriés* (n° 2872).

V

VACANCES. — Voir : *Congés* (n° 2752).

VALIDATION DE SERVICES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 2138, 2252).

VANNERIE

N° 2766 M. Jean Deguise :

Mesures envisagées pour protéger l'industrie française de la vannerie.

(Industrie. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1260, 1261.)

VEHICULES AUTOMOBILES

N° 2429 M. Emile Aubert :

De l'obligation, pour un véhicule à containers à déchargement par air pulsé pour le transport de ciment en vrac, d'être soumis à la coordination des transports publics
(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 23-5-1962, p. 299.)

N° 2433 M. Michel de Pontbriand :

Du nombre de véhicules automobiles utilitaires et de tourisme existant en France, ainsi que de la largeur carrossable de notre réseau routier, par comparaison avec les principaux pays étrangers.
(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 27-4-1962, p. 158.)

VEHICULES DE TOURISME. — Voir :

- Impôts (n° 2201, 2273) ;
- Véhicules automobiles (n° 2433).

VIANDES

N° 2942 M. Paul Pelleray :

De l'incompatibilité qui semble résulter, d'une part, entre l'action et le rôle de la S. I. B. E. V. et, d'autre part, les importations massives de viandes en provenance de certains pays étrangers.
(Agriculture. — J. O. Débats du 20-11-1962, p. 1332.)

Voir aussi :

- Conserves (n° 2648) ;
- Impôts (n° 2483, 2579, 2649).

VICTIMES DE LA GUERRE

N° 1792 M. Marcel Champeix :

De la possibilité pour un certain nombre de grands invalides d'obtenir le bénéfice de l'arrêt n° 50-447 du Conseil d'Etat en date du 4 novembre 1960.
(Anciens combattants. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 14.)

N° 2779 M. Edouard Soldani :

De la possibilité d'étendre aux blessés multiples et impotents fonctionnels d'origine militaire les mêmes mesures que celles prises en faveur des victimes civiles de la guerre.
(Anciens combattants. — J. O. Débats du 3-10-1962, p. 1282.)

N° 2859 M. Gabriel Montpied :

Au sujet du maintien dans les cimetières communaux de Clermont-Ferrand des corps des victimes de la guerre 1939-1945.
(Anciens combattants. — J. O. Débats du 10-10-1962, p. 1311.)

Voir aussi :

- Débits de tabacs (n° 2375).
- Sécurité sociale (n° 2380).

VIEILLARDS

N° 2118 M. René Tinant :

De la situation déplorable dans laquelle se trouvent beaucoup de vieillards de notre pays, et des mesures que compte prendre le Gouvernement pour y porter remède.
(Premier ministre. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 11, 12.)

VIGNETTES. — Voir :

- Impôts (n° 2201, 2448).
- Infirmes (N° 2225).

VINS

N° 2052 M. Abel Sempé :

Intentions du Gouvernement en ce qui concerne la politique viticole qu'il entend suivre.
(Agriculture. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 46.)

N° 2150 M. Marcel Legros :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour réparer l'injustice commise à l'égard des viticulteurs qui n'ont pas pu participer à la constitution du stock de sécurité prévu par le décret n° 61-1060 du 22 septembre 1961.
(Agriculture. — J. O. Débats du 13-3-1962, p. 47.)

N° 2553 M. Camille Vallin :

Au sujet des conséquences regrettables, pour un grand nombre de petits exploitants, de la décision gouvernementale d'imposer aux cultivateurs l'arrachage des plants de vigne prohibés.
(Agriculture. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1251.)

N° 2775 M. Léon David :

Au sujet des intentions du Gouvernement concernant la prorogation éventuelle du décret du 16 mai 1959 relatif à l'organisation du marché du vin.
(Agriculture. — J. O. Débats du 11-9-1962, p. 1252.)

N° 2816 M. Marcel Legros :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en vue de permettre la circulation pour la commercialisation des vins de la récolte 1960 placés hors quantum.
(Agriculture. — J. O. Débats du 30-10-1962, p. 1319.)

VOIES COMMUNALES. — Voir : Collectivités locales (n° 2194, 2282).**VOYAGES D'ETUDES. — Voir : Congés (n° 2216).****VOYAGEURS, REPRESENTANTS, PLACIERS. — Voir : Impôts (n° 2544).****Z****ZONES D'ACTION RURALE. — Voir : Postes et télécommunications (n° 3001).****ZONES CRITIQUES**

N° 2149 M. Louis Courroy :

Du rétablissement des zones critiques et des avantages qui y étaient attachés, en particulier dans certaines régions des Vosges.
(Industrie. — J. O. Débats du 30-1-1962, p. 23.)

ZONES DE SALAIRES

N° 2527 M. Louis Namy :

Compte tenu de l'institution du district de la région de Paris, mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire cesser l'injustice résultant pour certaines communes du système des zones de salaires.
(Travail. — J. O. Débats du 16-5-1962, p. 227, 228.)

SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

de MM. les Sénateurs

auteurs des questions écrites ayant reçu une réponse au cours de l'année 1962.

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
A				
ABEL-DURAND	2249	Fonctionnaires	13- 3-62	56
Gustave ALRIC	1947	Impôts	25- 4-62	144-145
Louis ANDRE	2579	Impôts	25- 7-62	1140
Philippe d'ARGENLIEU	2124	Collectivités locales	30- 1-62	25
	2670	Armée	11- 7-62	874
André ARMENGAUD	2326	Armée	13- 3-62	50
	2350	Radiodiffusion-télévision française	17- 4-62	126
	2407	Communauté économique européenne.....	17- 4-62	127-128
	2406	Communauté économique européenne.....	18- 5-62	266
	2603	Listes électorales	18- 5-62	267
	2633	Algérie	6- 6-62	444
	2692	Rapatriés	15- 6-62	511
	2702	Rapatriés	7- 7-62	789-790
	2815	Armée	11- 9-62	1253-1254
	2640	Sociétés étrangères	11- 9-62	1257
2740	Médecins	11- 9-62	1263	
Fernand AUBERGER	2160	Collectivités locales	30- 1-62	24
	2300	Armée	13- 3-62	49
	2357	Lotissements	13- 3-62	51
	2332	Collectivités locales	13- 3-62	64
Emile AUBERT	2171	Successions	30- 1-62	21
	2177	Collectivités locales	30- 1-62	24
	2429	Véhicules automobiles	23- 5-62	299
	2811	Armée	30-10-62	1320
Marcel AUDY	2828	Chèques	11- 9-62	1260
	2875	Exploitants agricoles	3-10-62	1282
B				
Jean de BAGNEUX.....	2497	Enseignement	25- 5-62	394
	2587	Aide sociale	15- 6-62	512-513
Clément BALESTRA	2885	Etablissements hospitaliers	10-10-62	1312
	2884	Médecins	30-10-62	1323
Jean BARDOL	2217	Charbonnages de France.....	30- 1-62	23
	2219	Charbon	30- 1-62	24
	2216	Congés	30- 1-62	28
	2218	Accidents du travail.....	13- 3-62	61

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Jean BARDOL (<i>suite</i>).....	2411	Charbonnages de France.....	21- 3-62	84- 85
	2412	Code minier	21- 3-62	85
	2595	Charbonnages de France.....	16- 5-62	227
	2598	Charbonnages de France.....	29- 6-62	647
	2626	Charbonnages de France.....	4- 7-62	676
	2597	Charbonnages de France.....	11- 7-62	875
Edmond BARRACHIN	2596	Charbonnages de France.....	11- 9-62	1260
	2314	Impôts	13- 3-62	59
Lucien BERNIER	2489	Sécurité sociale	17- 4-62	137
	2541	Construction	23- 5-62	297
	2653	Exploitants agricoles	30- 5-62	410
Jean BERTAUD	2143	Fonctionnaires	30- 1-62	16
	2198	Maires	30- 1-62	17
	2181	Impôts	13- 3-62	55
	2136	Certificats de nationalité.....	17- 4-62	129-130
	2509	Armée	17- 4-62	131
	2474	Armée	25- 4-62	143
	2420	Impôts	25- 4-62	147
	2546	Cartes électorales	9- 5-62	186-187
	2508	Armée	11- 5-62	194
	2494	Officines pharmaceutiques	18- 5-62	267
	2555	Tunisie	6- 6-62	444
	2730	Fonds national d'amélioration de l'habitat.....	7- 7-62	787
	2729	Impôts	18- 7-62	978
	2760	Distinctions honorifiques	20- 7-62	1058
	2760	Distinctions honorifiques	11- 9-62	1250
	2802	Armée	11- 9-62	1253
	2803	Armée	11- 9-62	1253
	2772	Construction	11- 9-62	1254
	2782	Etat civil	11- 9-62	1263
	2531	Colonies de vacances.....	3-10-62	1283-1284
Antoine BETHOUART (général)..	2872	Rapatriés	7-12-62	1346-1347
Auguste BILLIEMAZ	2325	Sécurité sociale	13- 3-62	68
Raymond BOIN	2435	Regroupements d'exploitations	17- 4-62	129
	2448	Impôts	25- 4-62	147-148
	2707	Collectivités locales	29- 6-62	647-648
	2869	Fonctionnaires	3-10-62	1282
	2871	Magistrats	3-10-62	1286
Edouard BONNEFOUS	2962	Référendum	28-12-62	1479
Jacques BORDENEUVE	2262	Successions	30- 1-62	22- 23
	2193	Maires	13- 3-62	50
	2261	Publicité légale	13- 3-62	58
	2867	Magistrats	30-10-62	1322
	2868	Magistrats	30-10-62	1322
Marcel BOULANGE	2192	Collectivités locales	30- 1-62	24
	2260	Armée	13- 3-62	49
	2493	Impôts	11- 5-62	195
	2789	Forêts	11- 9-62	1253
	2238	Fonctionnaires	11- 9-62	1256
Georges BOULANGER	2231	Sociétés à responsabilité limitée.....	30- 1-62	22
	2522	Journées nationales	17- 4-62	135-136
	2688	Congés payés	4- 7-62	679
Amédée BOUQUEREL	2305	Incendies	13- 3-62	63
	2880	Incendies	30-10-62	1321
Jean BRAJEUX	2203	Anciens combattants	30- 1-62	15
	2306	Collectivités locales	13- 3-62	52
	2794	Chèques	11- 9-62	1259
Joseph BRAYARD	2683	Etablissements hospitaliers	29- 6-62	648
	2738	Collectivités locales	20- 7-62	1058
	2734	Constructions scolaires	11- 9-62	1255
	2735	Enseignement professionnel	11- 9-62	1255
Marcel BREGEGERE	2361	Calamités agricoles	13- 3-62	70
	2391	Exploitants agricoles.....	21- 3-62	83- 84
	2371	Société nationale des chemins de fer français....	25- 4-62	149
	2544	Impôts	11- 5-62	195
	2677	Fonctionnaires	22- 6-62	586

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Martial BROUSSE	2263 2621	Epizooties	30- 1-62	14
		Remembrement	27- 6-62	615
Robert BRUYNEEL	2787	Fonctionnaires	26- 7-62	1219
C				
Omer CAPELLE	2191	Conserves	30- 1-62	13
Roger CARCASSONNE	2259	Fonctionnaires	30- 1-62	18
	2271	Impôts	30- 1-62	23
	2665	Associations syndicales	29- 6-62	646
	2758	Fonctionnaires	11- 9-62	1250
	2781	Luxembourg	11- 9-62	1251
Marie-Hélène CARDOT	2266	Impôts	30- 1-62	23
	2277	Greffiers	30- 1-62	26
	2278	Domages de guerre	13- 3-62	49
	2335	Fonctionnaires	13- 3-62	53
	2380	Sécurité sociale	13- 3-62	69
	2487	Enseignement	25- 4-62	144
	2492	Sécurité sociale	25- 4-62	149
	2486	Enseignement	9- 5-62	186
	2485	Armée	11- 5-62	194
	2491	Sécurité sociale	11- 5-62	194-195
	2601	Pensions de retraite	13- 6-62	492
	2664	Impôts	22- 6-62	585
	2594	Etablissements hospitaliers	7- 7-62	790
	2732	Pensions de retraite	11- 7-62	875-876
	2689	Impôts	18- 7-62	977
	2792	Constructions scolaires	11- 9-62	1256
	2733	Impôts	11- 9-62	1258-1259
	2793	Sécurité sociale	11- 9-62	1265
	2831	Armée	3-10-62	1282
	2844	Impôts	20-11-62	1333
	2940	Domages de guerre	7-12-62	1344
	2980	Fonctionnaires	20-12-62	1443
Maurice CARRIER	2353	Tunisie	17- 4-62	127
Marcel CHAMPEIX	1792	Victimes de la guerre	30- 1-62	14
	2470	Tunisie	17- 4-62	128
	2784	Primes d'équipement	11- 9-62	1261
Maurice CHARPENTIER	2408	Enseignement	17- 4-62	132
	2617	Fonctionnaires	30- 5-62	410
	2618	Impôts	7- 7-62	788
	2812	Collectivités locales	11- 9-62	1252
	3038	Magistrats	20-12-62	1444-1445
Robert CHEVALIER	2699	Impôts	7-12-62	1346
Pierre de CHEVIGNY	2592	Algérie	11- 5-62	194
	2763	Algérie	11- 7-62	874
	2965	Internement administratif	7-12-62	1348
Bernard CHOCHOY	2243	Etat civil	30- 1-62	25 - 26
	2298	Allocation logement	13- 3-62	58 - 59
	2317	Collectivités locales	13- 3-62	63 - 64
	2299	Allocation logement	13- 3-62	66 - 67
	2392	Enseignement	17- 4-62	131 - 132
	2543	Gendarmes	25- 4-62	144
	2465	Impôts	25- 4-62	148
	2424	Construction	23- 5-62	296 - 297
	2567	Médecins	23- 5-62	298
	2678	Crédit coopératif foncier	22- 6-62	585 - 586
	2746	Enseignement	7- 7-62	788
	2698	Allocation logement	11- 9-62	1258
	2820	Allocation vieillesse	11- 9-62	1266
Jean CLERC	2593	Impôts	6- 6-62	445
	2605	Marché commun	8- 6-62	453

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Georges COGNIOT	2281	Enseignement	30- 1-62	18
	2253	Postes et télécommunications.....	30- 1-62	26
	2254	Armée	21- 3-62	84
	2456	Constructions scolaires.....	17- 4-62	133
	2551	Constructions scolaires.....	23- 5-62	298
	2569	Enseignement	25- 5-62	394
	2570	Enseignement technique.....	20- 6-62	545-546
	2568	Enseignement	27- 6-62	616
	2171	Enseignement	4- 7-62	676
	2709	Enseignement technique.....	7- 7-62	787-788
	2748	Algérie	11- 7-62	874
	2711	Enseignement	11- 7-62	874
	2752	Congés	20- 7-62	1056
	2081	Enseignement technique.....	20- 7-62	1057-1058
	2588	Enseignement	20- 7-62	1058
	2770	Enseignement	25- 7-62	1140
	2749	Algérie	26- 7-62	1219
	2279	Constructions scolaires	11- 9-62	1255
	2710	Constructions scolaires	11- 9-62	1255
	2750	Constructions scolaires	11- 9-62	1255
	2751	Enseignement	11- 9-62	1255
	2807	Enseignement	11- 9-62	1256
	2771	Enseignement	3-10-62	1284
	2893	Mouvements de jeunesse.....	10-10-62	1312
	2887	Enseignement	30-10-62	1320
	2889	Enseignement	30-10-62	1320
	2895	Enseignement	30-10-62	1320-1321
	2896	Enseignement	30-10-62	1321
	2898	Enseignement	30-10-62	1321
	2900	Enseignement	30-10-62	1321
	2891	Enseignement	30-10-62	1322
	2899	Recherche scientifique	20-11-62	1330-1331
2890	Enseignement	14-12-62	1362	
2892	Enseignement	14-12-62	1363	
2894	Enseignement	14-12-62	1363-1364	
2897	Enseignement	14-12-62	1364	
2915	Enseignement	14-12-62	1364	
2920	Enseignement	14-12-62	1364	
2921	Enseignement	14-12-62	1364	
Gérald COPPENRATH	2212	Délégation de vote.....	30- 1-62	12
	2134	Polynésie française	27- 4-62	157-158
	2623	Expériences nucléaires	20- 6-62	545
Yvon COUDE DU FORESTO	2195	Successions	30- 1-62	22
	2194	Fonctionnaires	13- 3-62	55
	2443	Artisans	17- 4-62	137
	2451	Fonctionnaires	25- 4-62	148
	2589	Armée	23- 5-62	296
	2607	Aide sociale	15- 6-62	513-514
	2341	Sécurité sociale	20- 6-62	546
	2627	Impôts	18- 7-62	977
	2606	Fonctionnaires	11- 9-62	1263
Antoine COURRIERE	2427	Sécurité sociale	21- 3-62	86
	2372	Collectivités locales	25- 4-62	146-147
	2510	Radiodiffusion-Télévision française	25- 4-62	148
	2575	Fonctionnaires	4- 7-62	674
	2576	Fonctionnaires	28-12-62	1479
Louis COURROY	2149	Zones critiques	30- 1-62	23
	2213	Impôts	13- 3-62	56
	2214	Impôts	25- 4-62	145
	2639	Rubéole	30- 5-62	411
	2557	Impôts	4- 7-62	676
	2530	Transports	11- 7-62	876
	2703	Impôts	11- 9-62	1258
Maurice COUTROT	2200	Fonctionnaires	17- 4-62	133
	2865	Expropriation	3-10-62	1283
Mme Suzanne CREMIEUX	2834	Radiodiffusion-Télévision française	3-10-62	1280

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
D				
Etienne DAILLY	2265	Armée	30- 1-62	15
	2190	Impôts	30- 1-62	21 - 22
	2194	Collectivités locales	30- 1-62	24 - 25
	2189	Etablissements hospitaliers	30- 1-62	27
	2247	Accidents du travail	30- 1-62	28
	2086	Canots automobiles	30- 1-62	28
	2033	Pensions de retraites	13- 3-62	53 - 54
	2358	Impôts	13- 3-62	60
	2282	Collectivités locales	13- 3-62	62
	2348	Armée	21- 3-62	84
	2404	Fonds national de solidarité	21- 3-62	85
	2379	Impôts	17- 4-62	134-135
	2020	Déclarations en douane	25- 4-62	145
	2309	Pensions de retraite	25- 4-62	145-146
	2560	Sécurité sociale	16- 5-62	228
	2430	Chambres de commerce	30- 5-62	411-412
	2657	Sécurité sociale	8- 6-62	454
	2644	Aide sociale	15- 6-62	514
	2650	Etablissements hospitaliers	15- 6-62	514
	2590	Algérie	20- 6-62	545
	2681	Croix du combattant volontaire	27- 6-62	615
	2719	Brevets d'invention	4- 7-62	676-677
	2573	Sécurité sociale	4- 7-62	678-679
	2676	Bourses des valeurs	7- 7-62	788-789
	2720	Chambres de commerce	18- 7-62	978-979
	2172	Délégués cantonaux	20- 7-62	1058
	1945	Impôts	11- 9-62	1250
	2829	Impôts	11- 9-62	1260
	2830	Sécurité sociale	11- 9-62	1266
	2777	Canots automobiles	11- 9-62	1266-1267
	2863	Accidents du travail	3-10-62	1281-1282
	2906	Sécurité sociale	30-10-62	1323
	2864	Fonctionnaires	7-12-62	1346
	2870	Pensions de retraite	7-12-62	1346
	3046	Pensions de retraite	20-12-62	1443-1444
Georges DARDEL	2577	Impôts	27- 6-62	616
Francis DASSAUD	2838	Centres d'appareillage	11- 9-62	1252-1253
Léon DAVID	2458	Forêts	17- 4-62	129
	2631	Comités d'entreprise	13- 6-62	492
	2712	Fonctionnaires	11- 7-62	874
	2775	Vins	11- 9-62	1252
Gaston DEFFERRE	2471	Subventions	9- 5-62	186
Jean DEGUISE	2234	Fonctionnaires	30- 1-62	17 - 18
	2164	Impôts	30- 1-62	21
	2363	Prestations familiales	13- 3-62	69
	2766	Vannerie	11- 9-62	1260-1261
	2877	Indices des prix	14-12-62	1364-1365
Alfred DEHE	2204	Impôts	13- 3-62	55 - 56
	2241	Enseignement	11- 5-62	194
Jacques DELALANDE	2187	Avocats	30- 1-62	25
	2635	Niger	22- 6-62	584
Mme Renée DERVAUX	2304	Infirmes	13- 3-62	59
	2796	Aveugles	11- 9-62	1263
	2819	Travailleurs handicapés	11- 9-62	1265
Marc DESACHE	2839	Electricité de France	11- 9-62	1251
Paul DRIANT	2759	Sociétés anonymes	11- 9-62	1262-1263
Emile DUBOIS	2256	Fonctionnaires	30- 1-62	25
	2459	Armée	17- 4-62	130
	2438	Criminalité	17- 4-62	136
	2436	Terrorisme	11- 5-62	196
	2437	Terrorisme	11- 5-62	196
	2604	Postes et télécommunications	16- 5-62	227
	2441	Armée	30- 5-62	411

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS		
			DATE	PAGES	
Hector DUBOIS	2742	Tracteurs agricoles	18- 7-62	978	
René DUBOIS	2267	Exploitants agricoles	13- 3-62	47	
	2293	Collectivités locales	13- 3-62	62- 63	
	2316	Internement administratif	13- 3-62	63	
	2275	Impôts	4- 7-62	676	
	2850	Etablissements hospitaliers	10-10-62	1312	
	2849	Armée	20-11-62	1332	
	2935	Algérie	7-12-62	1344	
Jacques DUCLOS	2274	Armée	30- 1-62	12	
	2180	S. N. E. C. M. A.	13- 3-62	48	
	2295	Expulsions	13- 3-62	65- 66	
	2294	Société nationale des chemins de fer français...	13- 3-62	69- 70	
	2479	Manifestations publiques	17- 4-62	135	
	2632	Ouvriers boulangers	8- 6-62	453	
	2602	Etablissements hospitaliers	15- 6-62	513	
	2851	Electricité de France	11- 9-62	1262	
	2717	Collectivités locales	11- 9-62	1262	
	2866	Hydrocarbures	3-10-62	1281	
	2960	Propagande électorale	7-12-62	1343	
	2860	Sécurité sociale	14-12-62	1366	
	Baptiste DUFEU	2919	Impôts	7-12-62	1347
	André DULIN	2542	Algérie	23- 5-62	296
	Charles DURAND	2671	Impôts	11- 9-62	1257
2672		Impôts	7-12-62	1345	
Hubert DURAND	2148	Armée	30- 1-62	15	
Adolphe DUTOIT	2284	Armée	13- 3-62	49	
	2377	Sécurité sociale	13- 3-62	61	
	2296	Sécurité sociale	13- 3-62	67- 68	
	2307	Licenciements	13- 3-62	68	
	2289	Organisation de l'armée secrète	21- 3-62	83	
	2376	Sécurité sociale	21- 3-62	85	
	2106	Certificats de nationalité	17- 4-62	129	
	2526	Code minier	11- 5-62	195-196	
	2393	Logements de fonction	26- 7-62	1219	
	2786	Sécurité sociale	11- 9-62	1265	
	2837	Enseignement technique	3-10-62	1285	
	2853	Charbonnages de France	3-10-62	1285	
	2922	Licenciements	7-12-62	1350	
	3024	Délégués du personnel	21-12-62	1465	
	E				
	Jean ERRECART	2561	Impôts	22- 6-62	584
Yves ESTEVE	2367	Impôts	13- 3-62	60	
	2369	Impôts	13- 3-62	61	
	2368	Impôts	25- 4-62	146	
	2637	Electrification	27- 6-62	617	
	2700	Décentralisation	26- 7-62	1220	
F					
Jean FICHOUX	2151	Impôts	13- 3-62	54	
André FOSSET	2166	Oignons à fleurs	30- 1-62	13	
	2356	Construction	13- 3-62	51	
	2355	Enseignement	13- 3-62	53	
	2359	Caisses des écoles	13- 3-62	65	
	2182	Régie autonome des transports parisiens	13- 3-62	69	
	2505	Journées nationales	17- 4-62	135	
	2477	Listes électorales	27- 4-62	157	
	2426	Afrique noire	9- 5-62	187	
	2646	Travailleurs handicapés	8- 6-62	453-454	
	2795	Rapatriés	25- 7-62	1141-1142	
	2981	Construction	19-12-62	1380	
Jean-Louis FOURNIER	2668	Infirmières	29- 6-62	648	
	2743	Fonctionnaires	18- 7-62	976	

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
G				
Jacques GADOIN	2475 2565 2773	Etablissements hospitaliers	17- 4-62	136
		Impôts	13- 6-62	491
		Fonds national de solidarité.....	11- 9-62	1264
Jean GANEVAL (général)	2385 2384	Armée	13- 3-62	50
		Armée	21- 3-62	84
Pierre GARET	2739 2821 2914 2913 2949	Artisans	11- 9-62	1259
		Protection civile	11- 9-62	1262
		Armée	20-11-62	1332
		Contrat de travail	20-11-62	1334
		Incendies	7-12-62	1348
Etienne GAY	2403	Magistrats	17- 4-62	136
Jean GEOFFROY	2946	Magistrats	20-12-62	1444
Victor GOLVAN	2175 2558 2624 3001	Fonctionnaires	13- 3-62	54 - 55
		Fonctionnaires	9- 5-62	185 - 186
		Impôts	13- 6-62	492
		Postes et télécommunications.....	14-12-62	1365-1366
Louis GROS	2188	Fonctionnaires	30- 1-62	25
Paul GUILLAUMOT	2364	Impôts	25- 4-62	146
Raymond GUYOT	2571 2545	Amnistie	9- 5-62	187
		Armée	23- 5-62	296
H				
Roger du HALGOUET	2312	Enseignement	13- 3-62	52
Jacques HENRIET	2264 2242 2945	Fonctionnaires	30- 1-62	12
		Enseignement	30- 1-62	18
		Enseignement	7-12-62	1345
Roger HOUDET	2480	Internement administratif	17- 4-62	135
Emile HUGUES	2723 2817 2936	Etablissements hospitaliers	25- 7-62	1142
		Impôts	11- 9-62	1260
		Clauses d'indexation	20-11-62	1333
I				
Alfred ISAUTIER	2138 2414 2600 2628	Fonctionnaires	30- 1-62	20
		Pensions de retraite	25- 4-62	147
		Postes et télécommunications.....	11- 5-62	196
		Fonctionnaires	30- 5-62	410
J				
Eugène JAMAIN	2622	Impôts	22- 6-62	585
Léon JOZEAU-MARIGNE	2513 2667 2903	Artisans	25- 4-62	149
		Assistance judiciaire	25- 7-62	1140
		Théâtres nationaux	30-10-62	1319
Louis JUNG	2804 2805 2806	Collectivités locales	11- 9-62	1259
		Rapatriés	3-10-62	1280-1281
		Enseignement	3-10-62	1284
K				
Paul-Jacques KALB	2499	Fonctionnaires	27- 4-62	156 - 157
Michel KAUFFMANN	2354 2756	Armée	13- 3-62	50
		Impôts	25- 7-62	1139-1140

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
L				
Jean LACAZE	2292	Impôts	13- 3-62	58
	2478	Impôts	27- 4-62	157
Roger LACHEVRE	2386	Céréales	22- 3-62	117
	2387	Céréales	22- 3-62	117
	2388	Céréales	22- 3-62	117
	2390	Céréales	22- 3-62	117
	2389	Céréales	17- 4-62	128
Bernard LAFAY	2222	Internement administratif	30- 1-62	25
	2290	Régime pénitentiaire	30- 1-62	26
	2301	Armée	13- 3-62	49- 50
	2230	Algérie	13- 3-62	62
	2308	Droit de grève	13- 3-62	66
	2434	Armée	17- 4-62	127
	2460	Pêche	17- 4-62	129
	2449	Armée	17- 4-62	130
	2484	Impôts	7- 7-62	788
	2724	Cumul d'exploitations	18- 7-62	976
	2762	Etablissements hospitaliers	18- 7-62	979
	2726	Gymnases	25- 7-62	1141
	2856	Société nationale des chemins de fer français....	3-10-62	1287
	2767	Fonctionnaires	10-10-62	1311
Henri LAFLEUR	2768	Etablissements hospitaliers	11- 9-62	1263-1264
Pierre de LA GONTRIE.....	2272	Impôts	25- 4-62	145
Roger LAGRANGE	2087	Fonctionnaires	30- 1-62	12
	2270	Exploitants agricoles	30- 1-62	14
	2089	Sécurité sociale	30- 1-62	27- 28
	2268	Exploitants agricoles	13- 3-62	47
	2269	Exploitants agricoles	13- 3-62	47- 48
	2320	Exploitants agricoles	13- 3-62	48
	2333	Pensions de retraite.....	13- 3-62	53
	2419	Sécurité sociale	21- 3-62	86
	2334	Naturalisation	17- 4-62	136
	2450	Sécurité sociale	17- 4-62	137
	2452	Sécurité sociale	17- 4-62	137
	2502	Sécurité sociale	17- 4-62	137-138
	2556	Postes et télécommunications.....	9- 5-62	187
	2315	Impôts	11- 5-62	194
	2656	Cures thermales	6- 6-62	445
	2636	Enseignement technique	29- 6-62	647
	2693	Etablissements hospitaliers	4- 7-62	678
	2610	Exploitants agricoles	11- 9-62	1251-1252
	2736	Exploitants agricoles	11- 9-62	1252
	2737	Charbonnages de France.....	11- 9-62	1264
	2774	Invalides	11- 9-62	1264
Maurice LALLOY	2776	Impôts	11- 9-62	1259
Marcel LAMBERT	2201	Impôts	30- 1-62	22
	2244	Etablissements hospitaliers	30- 1-62	28
	2237	Impôts	13- 3-62	57
	2331	Impôts	13- 3-62	59
	2425	Sécurité sociale	21- 3-62	85
	2370	Impôts	17- 4-62	134
	2983	Armée	20-10-62	1444
Georges LAMOUSSE	2969	Cinéma	7-12-62	1344
Adrien LAPLACE	2511	Fonctionnaires	27- 4-62	156-157
	2861	Economiquement faibles	3-10-62	1286-1287
Charles LAURENT-THOUVEREY.	2112	Anciens combattants	30- 1-62	15
	2228	Impôts	13- 3-62	56
	2229	Impôts	13- 3-62	56- 57
Guy de LA VASSELAIS.....	2421	Société nationale des chemins de fer français....	17- 4-62	138
	2827	Armée	11- 9-62	1254
	2879	Chasse	3-10-62	1282
	2841	Agents immobiliers	7-12-62	1349
Arthur LAVY	2463	Société anonyme de construction.....	17- 4-62	131
	2464	Impôts	25- 4-62	148
	2462	Logements économiques	25- 5-62	394

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS		
			DATE	PAGES	
Francis LE BASSER.....	2327	Sécurité sociale	13- 3-62	52	
	2328	Fonctionnaires	13- 3-62	52- 53	
	2011	Collectivités locales	13- 3-62	53	
	2329	Sécurité sociale	13- 3-62	68	
	2634	Collectivités locales	23- 5-62	298	
	2857	Fonctionnaires	3-10-62	1281	
	2857	Fonctionnaires	20-11-62	1330	
	2858	Enseignement	14-12-62	1362	
Edouard LE BELLEGOU.....	2235	Forêts	30- 1-62	14	
	2483	Impôts	25- 4-62	148	
	2562	Associations syndicales	26- 7-62	1219	
	2764	Enseignement professionnel	11- 9-62	1255	
Jean LECANUET	2215	Fonctionnaires	13- 3-62	56	
	2641	Postes et télécommunications	30- 5-62	412	
	2854	Collectivités locales	11- 9-62	1254-1255	
	2745	Postes et télécommunications	11- 9-62	1259	
	2842	Armée	3-10-62	1283	
Modeste LEGOUÉZ	2399	Pommiers à cidre	25- 4-62	147	
Marcel LEGROS	2150	Vins	13- 3-62	47	
	2431	Impôts	17- 4-62	137	
	2816	Vins	30-10-62	1319	
Marcel LEMAIRE	2586	Loyers	23- 5-62	297	
Etienne LE SASSIER-BOISAUNE.	2336	Impôts	17- 4-62	134	
	2488	Fonctionnaires	27- 4-62	156	
Paul LEVEQUE	2251	Postes et télécommunications	30- 1-62	26	
	2236	Agriculture	13- 3-62	47	
Waldeck L'HUILLIER	2340	Collectivités locales	13- 3-62	64	
	2223	Sécurité sociale	13- 3-62	67	
	2684	Collectivités locales	4- 7-62	677	
Robert LIOT	2140	Collectivités locales	30- 1-62	24	
	2303	Dommmages de guerre	13- 3-62	51	
	2302	Pensions d'invalidité	13- 3-62	68	
	2324	Fonctionnaires	17- 4-62	133-134	
	2323	Impôts	25- 4-62	146	
	2574	Sinistrés	16- 5-62	227	
	2552	Impôts	18- 5-62	267	
	2559	Fonctionnaires	13- 6-62	491	
	2619	Dommmages de guerre	20- 6-62	545	
	2608	Fonctionnaires	27- 6-62	616	
	2713	Impôts	25- 7-62	1141	
	2845	Fonctionnaires	11- 9-62	1250	
	2785	Huissiers de justice	11- 9-62	1263	
	2780	Pensions d'invalidité	11- 9-62	1264-1265	
	2818	Pensions de retraite	3-10-62	1281	
	2886	Sécurité sociale	3-10-62	1287	
	2769	Communauté légale	10-10-62	1312	
	2881	Impôts	7-12-62	1347	
	Jean-Marie LOUVEL.....	2413	Charbon	22- 3-62	118
	M				
Jacques MARETTE.....	2250	Comptes bancaires.....	13- 3-62	58	
	2318	Impôts	17- 4-62	126-127	
Georges MARIE-ANNE.....	2666	Huissiers de justice.....	15- 6-62	511	
	2658	Fonctionnaires	15- 6-62	512	
	2660	Enseignement	29- 6-62	647	
	2659	Enseignement	11- 7-62	875	
	2714	Réforme judiciaire.....	11- 7-62	875	
	2754	Marchés de fournitures.....	18- 7-62	977	
	2661	Etablissements hospitaliers.....	18- 7-62	979	
	2721	Fonctionnaires	20- 7-62	1057	
	2708	Armée	20- 7-62	1057	
	2753	Marchés de fournitures.....	11- 9-62	1250	
	2917	Fonctionnaires	30-10-62	1323	

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
André MAROSELLI.....	1877	Lait. — Matériels agricoles.....	13- 3-62	46
	2311	Fonctionnaires	13- 3-62	63
	2467	Pensions de retraites.....	27- 4-62	157
	2563	Impôts	22- 6-62	584-585
	2907	Fonctionnaires	20-11-62	1330
Georges MARRANE.....	2445	Interdiction de séjour.....	22- 3-62	118
	3010	Cantines	14-12-62	1366
	2905	Constructions scolaires.....	19-12-62	1380-1381
Pierre MATHEY.....	2638	Successions	27- 6-62	617
Jacques DE MAUPEOU.....	2809	Successions	11- 9-62	1259
	2971	Fonctionnaires	7-12-62	1348-1349
Jacques MENARD.....	2655	Impôts	20- 6-62	545
Roger MENU.....	2220	Lotissements	13- 3-62	50
	2473	Armée	17- 4-62	130
	2454	Enseignement	17- 4-62	133
	2591	Aide sociale.....	15- 6-62	513
	2691	Légion d'honneur.....	20- 6-62	545
	2695	Débits de boissons.....	7- 7-62	789
	2651	Sécurité sociale.....	20- 7-62	1058
	André MERIC.....	2669	Greffiers	15- 6-62
2686	Sécurité sociale.....	27- 6-62	617	
2687	Sécurité sociale.....	29- 6-62	648	
2674	Fonctionnaires	4- 7-62	674-675	
2662	Impôts	25- 7-62	1140	
2824	Industrie aéronautique.....	11- 9-62	1254	
2564	Sécurité sociale.....	11- 9-62	1264	
2825	Constructions scolaires.....	3-10-62	1284-1285	
2956	Sécurité sociale.....	7-12-62	1350	
Pierre METAYER.....	2362	Entreprises nationalisées.....	13- 3-62	65
	2453	Armée	9- 5-62	186
	2319	Electricité de France.....	11- 5-62	195
	2727	Fonctionnaires	27- 6-62	615
	2964	Enseignement	20-11-62	1332-1333
Gérard MINVIELLE.....	2444	Impôts	13- 6-62	491
	2741	Armée	7- 7-62	787
Paul MISTRAL.....	1997	Opérations de change.....	30- 1-62	19
	2647	Exploitants agricoles.....	11- 9-62	1252
	2620	Plus-values	7-12-62	1345
Marcel MOLLE.....	2154	Débits de boissons.....	30- 1-62	20
	2155	Bouilleurs de cru.....	30- 1-62	20
	2179	Impôts	30- 1-62	21
	2322	Impôts	13- 3-62	59
François MONSARRAT.....	2731	Impôts	18- 7-62	978
	2791	Sécurité sociale.....	3-10-62	1281
Claude MONT.....	2165	Impôts	30- 1-62	21
	2878	Armée	3-10-62	1283
	2843	Impôts	7-12-62	1346
René MONTALDO.....	2183	Impôts	30- 1-62	13
	2158	Armée	30- 1-62	15
	2346	Fonctionnaires	13- 3-62	46
	2643	Algérie	15- 6-62	510-511
André MONTEIL.....	2461	Armée	17- 4-62	130
	2547	Relogement	23- 5-62	297
	2616	Armée	30- 5-62	411
	2982	Fonctionnaires	7-12-62	1349
Gabriel MONTPIED.....	2163	Fonds spécial d'investissement routier.....	30- 1-62	20- 21
	2252	Fonctionnaires	30- 1-62	22
	2291	Enseignement	13- 3-62	52
	2529	Impôts	27- 4-62	157
	2612	Enseignement technique.....	30- 5-62	411
	2490	Infirmières	15- 6-62	512
	2697	Prestations familiales.....	27- 6-62	617
	2706	Impôts	25- 7-62	1141
	2859	Victimes de la guerre.....	10-10-62	1311
	Léopold MOREL.....	2246	Impôts	13- 3-62

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
N				
Louis NAMY	2527	Zones de salaires	16- 5-62	227-228
	2549	Collectivités locales	18- 7-62	977
	2630	Barrage	20- 7-62	1059
	2788	Enseignement technique	3-10-62	1284
Charles NAVEAU	2258	Dommages de guerre	30- 1-62	16
	2159	Impôts	30- 1-62	20
	2257	Exploitants agricoles	17- 4-62	128
	2498	Orge	23- 5-62	296
	2652	Impôts	22- 6-62	585
	2446	Anciens combattants	18- 7-62	976-977
	2967	Sécurité sociale	14-12-62	1366
	3008	Sécurité sociale	14-12-62	1366
	2934	Investissements	20-12-62	1444
P				
Gaston PAMS	2037	Impôts	30- 1-62	19
	2715	Ouvriers d'Etat	11- 7-62	876
Henri PARISOT	2625	Sécurité sociale	20- 6-62	546
Pierre PATRIA	3021	Protection civile	19-12-62	1381
Paul PAULY	2373	Fonds national de solidarité	21- 3-62	85
	2518	Armée	25- 4-62	144
Paul PELLERAY	2141	Impôts	30- 1-62	20
	2142	Fonctionnaires	13- 3-62	45- 46
	2349	Sécurité sociale	13- 3-62	68- 69
	2848	Sécurité sociale	11- 9-62	1266
	2942	Viandes	20-11-62	1332
Lucien PERDEREAU	2055	Impôts	30- 1-62	19
	2337	Céréales	13- 3-62	48
	2447	Sécurité sociale	21- 3-62	86
	2566	Colonies de vacances	3-10-62	1284
Jean PERIDIER	2185	Impôts	30- 1-62	21
	2186	Impôts	13- 3-62	55
	2394	Exploitants agricoles	18- 7-62	976
Ernest PETIT (général)	2822	Armée	10-10-62	1311
Guy PETIT	2221	Impôts	13- 3-62	56
	2313	Artisans	13- 3-62	59
	2528	Impôts	11- 5-62	195
	2862	Algérie	30-10-62	1319
	2951	Impôts	7-12-62	1347
Gustave PHILIPPON	2968	Médecins	28-12-62	1480
André PICARD	2990	Amnistie	20-12-62	1444
Jules PINSARD	2255	Fonctionnaires	30- 1-62	27
	2401	Construction	17- 4-62	131
	2950	Armée	20-11-62	1332
	2873	Délégués du personnel	20-11-62	1333-1334
Auguste PINTON	2119	Construction	30- 1-62	16
	2205	Enseignement	30- 1-62	17
	2273	Impôts	13- 3-62	58
	2808	Enseignement technique	3-10-62	1284
	2943	Listes électorales	7-12-62	1343
	2952	Enseignement	14-12-62	1364
Alain POHER	2233	Impôts	30- 1-62	22
	2690	Impôts	25- 7-62	1140-1141
	2701	Fonctionnaires	25- 7-62	1141
	2679	Impôts	7-12-62	1345-1346

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Michel de PONTBRIAND.....	2207	Huiles alimentaires	30- 1-62	13
	2208	Coopératives agricoles	30- 1-62	13- 14
	2206	Appels d'offres	13- 3-62	47
	2339	Experts vacataires	13- 3-62	59- 60
	2433	Véhicules automobiles	27- 4-62	158
	2676	Impôts	7- 7-62	789
	2728	Impôts	18- 7-62	977-978
	2883	Marché de Rungis	30-10-62	1319-1320
	2874	Bateaux à moteur	20-11-62	1334
	2876	Radiodiffusion-télévision française	7-12-62	1344
	3036	Collectivités locales	20-12-62	1444
	3035	Postes et télécommunications.....	21-12-62	1464-1465
Georges PORTMANN	2548	Armée	30- 5-62	411
Marcel PRELOT	2790	Sécurité sociale	11- 9-62	1265
R				
Etienne RABOUIN	2375	Débats de tabacs.....	13- 3-62	61
	2410	Successions	17- 4-62	135
	2374	Impôts	18- 7-62	977
Etienne RESTAT	2673	Impôts	11- 9-62	1258
Paul RIBEYRE	1004	Matériels agricoles	30- 1-62	18
	1006	Matériels agricoles	30- 1-62	18- 19
	1871	Pays sous-développés	9- 5-62	185
	2725	Impôts	11- 9-62	1258
Eugène ROMAINE	2321	Ramassage scolaire	25- 4-62	146
	2432	Anciens combattants	25- 4-62	147
	2886	Exploitants agricoles	20-11-62	1331
Vincent ROTINAT	2405	Enseignement	17- 4-62	132
Alex ROUBERT	2109	Impôts	13- 3-62	54
Georges ROUGERON.....	2224	Baux ruraux.....	30- 1-62	14
	1975	Camping	30- 1-62	16- 17
	2226	Enseignement	30- 1-62	17
	2225	Infirmes	30- 1-62	22
	2280	Enseignement technique	13- 3-62	52
	2248	Allocation logement.....	13- 3-62	57- 58
	2227	Spectacles	13- 3-62	62
	2352	Baux à loyer.....	13- 3-62	66
	2416	Allocation logement.....	13- 3-62	67
	2417	Incendies	21- 3-62	85
	2351	Régie Renault.....	22- 3-62	117-118
	2398	Charbon	22- 3-62	118
	2395	Abattoirs	17- 4-62	128-129
	2396	Constructions scolaires.....	17- 4-62	132
	2397	Enseignement	17- 4-62	132
	2418	Constructions scolaires.....	17- 4-62	132-133
	2415	Mineurs de fond.....	17- 4-62	135
	2517	Histoire	25- 4-62	143
	2515	Armes	25- 4-62	148-149
	2514	Fonctionnaires	11- 5-62	196
	2584	Spectacles	16- 5-62	227
	2581	Histoire	18- 5-62	266
	2585	Protection des animaux.....	23- 5-62	298
	2582	Histoire	25- 5-62	393-394
	2583	Enseignement	25- 5-62	394
	2614	Protection de l'enfance.....	30- 5-62	412
	2516	Pensions de retraite.....	6- 6-62	444-445
	2615	Protection de l'enfance.....	15- 6-62	514
	2722	Enseignement	20- 7-62	1058
	2797	Algérie	11- 9-62	1250
	2800	Magistrats	11- 9-62	1263
	2801	Seine (la)	11- 9-62	1267
	2835	Armée	3-10-62	1283
	2911	Détenus	30-10-62	1322-1323
	2909	Abattoirs	20-11-62	1331
	2924	Armée	20-11-62	1332
	2925	Manifestations publiques.....	7-12-62	1343
	2928	Tungstène	7-12-62	1348

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS		
			DATE	PAGES	
Georges ROUGERON (<i>suite</i>)....	2979	Référendum	7-12-62	1349	
	2908	Protection de l'enfance.....	7-12-62	1349	
	2910	Protection des animaux.....	7-12-62	1349-1350	
	2912	Spectacles	7-12-62	1350	
	2799	Enseignement	14-12-62	1362	
	3016	Glaces	21-12-62	1465	
	2992	Collectivités locales.....	28-12-62	1479	
	3015	Sapeurs-pompiers	28-12-62	1479	
S					
Laurent SCHIAFFINO.....	2240	Magistrats	13- 3-62	65	
François SCHLEITER.....	2512	Fonctionnaires	27- 4-62	157	
Abel SEMPE.....	2052	Vins	13- 3-62	46	
	2428	Impôts	25- 4-62	147	
Edouard SOLDANI	2347	Impôts	13- 3-62	60	
	2578	Impôts	22- 6-62	585	
	2779	Victimes de la guerre	3-10-62	1282	
	2783	Fonctionnaires	3-10-62	1285-1286	
Charles SURAN	2613	Pensions de retraites	27- 6-62	617	
T					
Edgar TALHADES	2202	Fonctionnaires	30- 1-62	17	
	2609	Conserves	18- 5-62	267	
	2648	Conserves	8- 6-62	453	
	2423	Impôts	22- 6-62	584	
	2649	Impôts	22- 6-62	585	
	2696	Magistrats	4- 7-62	677-678	
	1777 et 2167	Impôts	25- 4-62	144	
René TINANT	2118	Vieillards	30- 1-62	11 - 12	
	2117	Aide sociale	30- 1-62	27	
	2069	Cumul d'exploitations	13- 3-62	46 - 47	
	2382	Société nationale des chemins de fer français...	17- 4-62	138	
	2381	Enseignement	23- 5-62	297-298	
	2409	Impôts	13- 6-62	491	
	2680	Baux ruraux	20- 7-62	1057	
	2823	Armée	3-10-62	1282	
	2855	Impôts	30-10-62	1321	
	2933	Subventions	20-12-62	1444	
	3039	Baux ruraux	28-12-62	1480	
	Jean-Louis TINAUD	2239	Impôts	13- 3-62	57
		2342	Impôts	13- 3-62	60
2718		Lotissements	11- 7-62	874-875	
Ludovic TRON	2344	Collectivités locales	13- 3-62	65	
	2704	Postes et télécommunications.....	4- 7-62	678	
	2705	Postes et télécommunications.....	4- 7-62	678	
	2955	Impôts	7-12-62	1347-1348	
	2937	Impôts	7-12-62	1348	
V					
Camille VALLIN	2287	Poursuites judiciaires	30- 1-62	26	
	2285	Construction	13- 3-62	50 - 51	
	2288	Société immobilière	13- 3-62	51	
	2286	Construction	13- 3-62	58	
	2495	Armée	17- 4-62	130-131	
	2338	Collectivités locales	17- 4-62	135	
	2496	Restaurants universitaires	25- 5-62	394	
	2599	Impôts	13- 6-62	491	
	2645	Permis de construire.....	4- 7-62	675-676	
	2245	Enseignement	11- 7-62	875	
	2553	Vins	11- 9-62	1251	
	2833	Enseignement	11- 9-62	1256	
	2847	Ouvriers d'Etat	11- 9-62	1267	
	2832	Organisation de l'armée secrète.....	3-10-62	1286	
	2852	Etablissements hospitaliers	3-10-62	1286	
	3009	Copropriété	19-12-62	1380	

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Emile VANRULLEN	2345	Opticiens	13- 3-62	61
	2501	Impôts	18- 5-62	267
	2330	Fonctionnaires	27- 6-62	615-616
Jacques VASSOR	2276	Enseignement	13- 3-62	52
	2366	Impôts	13- 3-62	60
	1880	Agriculture	9- 5-62	185
	2455	Enseignement	9- 5-62	186
Fernand VERDEILLE	2210	Enseignement	13- 3-62	51
	2611	Impôts	22- 6-62	584
	2457	Recettes buralistes	11- 9-62	1256-1257
Maurice VERILLON	2629	Enseignement	10-10-62	1311
	2931	Fonctionnaires	7-12-62	1347
Jean-Louis VIGIER	2343	Réfugiés politiques	13- 3-62	64-65
W				
Paul WACH	2365	Impôts	27- 6-62	616
	2682	Collectivités locales	7- 7-62	789
Y				
Michel YVER	2580	Collectivités locales	23- 5-62	298
	2500	Sociétés anonymes	7-12-62	1345
Z				
Modeste ZUSSY	2468	Etat civil	17- 4-62	128

SÉNAT

TABLE ANALYTIQUE DES QUESTIONS ORALES

ayant reçu une réponse au cours de l'année 1962.

A

ABATTOIRS

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier aux conséquences économiques et sociales qui peuvent découler du programme d'équipement d'abattoirs tel qu'il est présentement arrêté.

(Agriculture. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 6 juin 1962, p. 419, 420.)

ACCIDENTS DE LA ROUTE

*Mesures que compte prendre le Gouvernement sur le plan de l'infrastructure routière, de la réglementation de la circulation, et de la répression des infractions au code de la route, pour remédier à l'augmentation continue du nombre des accidents.

(Travaux publics et transports. — M. Auguste Pinton. J. O. Débats du 6 juin 1962, p. 421, 429.)

ACCORDS D'EVIAN. — Voir : Politique étrangère.

ALCOOLS

Des intentions du Gouvernement concernant la production d'alcool de betterave et d'alcool de mélasse.

(Agriculture. — M. René Tinant. J. O. Débats du 19 décembre 1962, p. 1369, 1370.)

ALGERIE

Au sujet du sort des militaires français capturés au combat par le F. L. N. en Algérie.

(Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. — M. Bernard Lafay. J. O. Débats du 9 mai 1962, p. 167, 173.)

Voir aussi : Armée.

ALLIANCE ATLANTIQUE. — Voir : Politique étrangère.

ALLOCATIONS VIEILLESSE. — Voir : Politique économique

ANCIENS COMBATTANTS

Mesures envisagées par le Gouvernement dans le plan quadriennal prévu pour les anciens combattants.

(Anciens combattants. — M. Pierre Garet. J. O. Débats du 23 mai 1962, p. 277, 278.)

* Question orale avec débat.

ARBORICULTEURS. — Voir : Producteurs de fruits.

ARMÉE

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soit réglée sans plus tarder la question de l'intégration des personnels civils auxiliaires de l'armée en fonctions aux Antilles.

(Armées. — M. Georges Marie-Anne. J. O. Débats du 23 mai 1962, p. 270.)

Au sujet de l'envoi de jeunes soldats du contingent en renfort à Oran.

(Armées. — M. Pierre Marcilhacy. J. O. Débats du 27 juin 1962, p. 588, 589.)

Au sujet des circonstances dans lesquelles serait mort un jeune appelé parachutiste du 18^e R. C. P.

(Armées. — M. Raymond Guyot. J. O. Débats du 27 juin 1962, p. 589, 591.)

ARTISTES. — Voir : Sécurité sociale.

ASSURANCES SOCIALES. — Voir : Prestations familiales.

B

BENEFICES AGRICOLES

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la situation résultant de l'augmentation considérable, dans le département du Cher, du taux des bénéfices agricoles.

(Finances et affaires économiques. — M. Charles Durand. J. O. Débats du 23 mai 1962, p. 270, 271.)

BETTERAVES

Au sujet du contingentement de la production betteravière, et de la création de nouvelles sucreries.

(Agriculture. — M. Emile Durieux. J. O. Débats du 9 mai 1962, p. 177, 178.)

Voir aussi : Alcools.

BEURRE. — Voir : Produits laitiers.

C

CAISSE NATIONALE DES ARTS. — Voir : *Sécurité sociale.*

CALAMITES AGRICOLES

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur de certains départements victimes de la sécheresse.

(Agriculture. — M. Abel Sempé. *J. O. Débats* du 19 décembre 1962, p. 1370, 1372.)

CALAMITES PUBLIQUES

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des particuliers et des collectivités locales, sinistrés à la suite des tempêtes des 5 et 6 avril 1962 qui ont frappé si lourdement les côtes Nord de Bretagne.

(Premier ministre. — M. Yves Estève. *J. O. Débats* du 30 mai 1962, p. 396, 397.)

CEREALES

Au sujet des conditions d'attribution de la prime de conservation des céréales à la ferme.

(Agriculture. — M. Emile Durieux. *J. O. Débats* du 9 mai 1962, p. 176, 177.)

COLLECTIVITES LOCALES. — Voir : *Impôts.*

COMMUNAUTE POLITIQUE. — Voir : *Politique étrangère.*

CONGES PAYES. — Voir : *Politique économique.*

CONGES SCOLAIRES. — Voir : *Enseignement.*

CONGO. — Voir : *Rapatriés.*

CONSTITUTION

**De la procédure du référendum en matière de revision constitutionnelle.*

(Secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — M. Jacques Duclos. *J. O. Débats* du 18 juillet 1962, p. 948, 967.)

**De la procédure du référendum en matière de revision constitutionnelle.*

(Secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — M. Antoine Courrière. *J. O. Débats* du 18 juillet 1962, p. 948, 967.)

**Interprétation qu'entendrait donner le Gouvernement des articles 11 et 89 de la Constitution, dans l'éventualité d'une réforme des institutions.*

(Secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — M. François Mitterrand. *J. O. Débats* du 18 juillet 1962, p. 948, 967.)

**De la procédure du référendum en matière de revision constitutionnelle.*

(Secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — M. Guy Petit. *J. O. Débats* du 18 juillet 1962, p. 948, 967.)

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES. — Voir : *Enseignement.*

CREATEURS D'ART. — Voir : *Sécurité sociale.*

D

DESARMEMENT. — Voir : *Politique étrangère.*

E

ECLAIRAGE ELECTRIQUE. — Voir : *Véhicules agricoles.*

ECOLE FREINET. — Voir : *Enseignement.*

ECONOMIQUEMENT FAIBLES. — Voir : *Politique économique.*

* Question orale avec débat.

EGYPTE

De l'opportunité qu'il y aurait à dédommager les Français d'Egypte dont les biens ont été séquestrés ou liquidés.

(Finances et affaires économiques. — M. André Armand. *J. O. Débats* du 18 juillet 1962, p. 945, 946.)

ENSEIGNEMENT

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour reconnaître l'école Freinet comme école expérimentale de l'école moderne, et permettre aux éducateurs de France et de l'étranger, par détachement ou par stages, de venir s'y initier aux techniques de l'école moderne.

(Education nationale. — M. Jean Nayrou. *J. O. Débats* du 23 mai 1962, p. 274, 275.)

Mesures que compte prendre rapidement le Gouvernement pour revaloriser la situation des inspecteurs départementaux des écoles primaires et maternelles.

(Education nationale. — M. Bernard Chochoy. *J. O. Débats* du 23 mai 1962, p. 275, 276.)

De l'opportunité qu'il y aurait pour l'avenir à prévoir une meilleure répartition des congés scolaires.

(Education nationale. — M. Louis Courroy. *J. O. Débats* du 23 mai 1962, p. 276, 277.)

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer enfin dans des conditions satisfaisantes l'équipement scolaire de la ville de Montreuil.

(Education nationale. — M. Jacques Duclos. *J. O. Débats* du 20 juin 1962, p. 516, 519.)

EQUIPEMENT RURAL. — Voir : *Politique économique.*

EQUIPEMENT SANITAIRE. — Voir : *Politique économique.*

EQUIPEMENT SCOLAIRE. — Voir : *Enseignement.*

ETHIOPIE. — Voir : *Français sinistrés.*

EURATOM

Raisons pour lesquelles le Gouvernement français a remplacé son délégué à l'Euratome.

(Affaires étrangères. — M. Ludovic Tron. *J. O. Débats* du 9 mai 1962, p. 173.)

EUROPE. — Voir : *Politique étrangère.*

EXPANSION. — Voir : *Politique économique.*

F**FORETS**

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour préserver notre domaine forestier contre les acquisitions nombreuses de forêts par des acheteurs étrangers.

(Agriculture. — M. Modeste Zussy. *J. O. Débats* du 6 juin 1962, p. 417, 418.)

FRAIS MEDICAUX. — Voir : *Sécurité sociale.*

FRANÇAIS SINISTRES

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour indemniser les Français qui, résidant en Ethiopie lors de la guerre italo-éthiopienne en 1936, ont eu leurs biens sinistrés, perdus ou spoliés.

(Affaires étrangères. — M. Louis Gros. *J. O. Débats* du 9 mai 1962, p. 174.)

G

GARE DE TINTELLERIES. — Voir : *Société nationale des chemins de fer français.*

GUADELOUPE. — Voir : *Récolte sucrière.*

H**HABITATIONS A LOYER MODERE**

Raisons pour lesquelles les dispositions de l'alinéa II de l'article 33 de la loi de finances du 21 décembre 1961, concernant les prêts consentis aux organismes d'H. L. M., ne sont pas appliquées.

(Construction. — M. Pierre Garet. J. O. Débats du 9 mai 1962, p. 166, 167.)

I**IMPOTS**

Au sujet de la double imposition qui frappe les salaires, pensions ou revenus des Français résidant au Maroc, et des fonctionnaires retraités de l'Etat marocain résidant en France.

(Finances et affaires économiques. — M. Louis Gros. J. O. Débats du 18 juillet 1962, p. 944, 945.)

Au sujet des exonérations fiscales relatives au reboisement et des incidences financières qu'elles entraînent pour les budgets de certaines collectivités locales.

(Finances et affaires économiques. — M. Marcel Audy. J. O. Débats du 18 juillet 1962, p. 947, 948.)

INSPECTEURS DES ECOLES. — Voir : Enseignement.

INTERNES ADMINISTRATIFS

Du nombre d'internés administratifs actuellement détenus au camp de Saint-Maurice-l'Ardoise, et des dépenses de tous ordres qu'ils entraînent.

(Intérieur. — M. René Dubois. J. O. Débats du 30 mai 1962, p. 397, 399.)

INVESTISSEMENTS. — Voir : Politique économique.

L**LICENCIEMENTS**

Au sujet des menaces sérieuses de licenciements qui pèsent sur des centaines de travailleurs de l'usine Fives-Lille-Cail, et des mesures que compte prendre le Gouvernement pour y parer.

(Premier ministre. — M. Alphonse Dutoit. J. O. Débats du 27 juin 1962, p. 591, 592.)

M

MARAICHERS. — Voir : Producteurs de fruits.

MARCHE COMMUN. — Voir :

— Alcools.

— Produits laitiers.

MAROC. — Voir : Impôts.

MELASSE. — Voir : Alcools.

MONTREUIL. — Voir : Enseignement.

N**NATURALISATION**

De l'opportunité d'apporter une simplification des conditions et formalités nécessaires à la naturalisation en faveur des Vietnamiens repliés en France après la signature des accords de Genève.

(Santé publique et population. — Mme Marie-Hélène Car-dot. J. O. Débats du 4 juillet 1962, p. 655.)

O

O. A. S. — Voir : Organisation de l'armée secrète.

ORGANISATION DE L'ARMEE SECRETE. — Voir : Politique étrangère.

ORIENTATION AGRICOLE. — Voir : Politique agricole.

P

PENSIONS DE RETRAITE. — Voir : Politique économique.

PERSONNES AGEES

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour résoudre les problèmes posés par l'emploi et les conditions d'existence des personnes âgées.

(Finances et Affaires économiques. — M. Pierre Garet. J. O. Débats du 23 mai 1962, p. 272, 273.)

POLITIQUE AGRICOLE

**Mesures qu'a déjà prises, et que compte encore prendre le Gouvernement, pour réaliser d'urgence les divers objectifs fixés par la loi d'orientation agricole du 5 août 1960.*

(Agriculture. — M. Michel Kauffmann. J. O. Débats du 10 juillet 1962, p. 798, 802.)

**Conditions dans lesquelles sera mise en application la loi d'orientation agricole du 5 août 1960.*

(Agriculture. — M. René Tinant. J. O. Débats du 10 juillet 1962, p. 798, 802.)

POLITIQUE ECONOMIQUE

**Politique financière, économique et sociale que compte promouvoir le Gouvernement, en particulier pour donner aux salariés du secteur public et parapublic des émoluments en rapport avec le coût de la vie.*

(Premier ministre. — M. Antoine Courrière. J. O. Débats du 16 mai 1961, p. 199, 224.)

**Moyens par lesquels le Gouvernement entend poursuivre, dans le cadre du IV^e plan, la politique d'expansion dans l'équilibre, et conditions dans lesquelles un équitable partage des fruits de cette expansion sera assuré entre les catégories socio-professionnelles de la nation.*

(Premier ministre. — M. Amédée Bouquerel. J. O. Débats du 16 mai 1961, p. 199, 224.)

**Dispositions qu'entend prendre le Gouvernement pour mettre en œuvre une politique comportant notamment le relèvement des salaires, traitements et pensions, le développement de l'équipement rural, et le respect du « rapport constant ».*

(Premier ministre. — M. Jacques Duclos. J. O. Débats du 16 mai 1962, p. 199, 224.)

**Mesures que compte prendre le Gouvernement pour apporter une amélioration au sort des vieillards et des économiquement faibles.*

(Premier ministre. — M. Jean Fichoux. J. O. Débats du 16 mai 1962, p. 199, 224.)

POLITIQUE ETRANGERE

**Au sujet de la position du Gouvernement concernant la transformation de l'Alliance atlantique en une véritable communauté politique, et son extension à l'ensemble des domaines militaire, économique, culturel, scientifique et technique.*

(Premier ministre. — M. Georges Portmann. J. O. Débats du 13 juin 1962, p. 456, 488.)

**Raisons que peut invoquer le Gouvernement pour justifier l'absence de la France à la conférence internationale sur le désarmement.*

(Premier ministre. — M. Jean Périquier. J. O. Débats du 13 juin 1962, p. 456, 488.)

* Question orale avec débat.

POLITIQUE ETRANGERE (suite)

*De la position du Gouvernement au regard du problème de l'unification politique de l'Europe.

(Premier ministre. — M. Edouard Bonnefous. J. O. Débats du 13 juin 1962, p. 456, 488.)

*Doctrines du Gouvernement au regard du problème de la construction politique de l'Europe.

(Premier ministre. — M. Edouard Le Bellegou. J. O. Débats du 13 juin 1962, p. 456, 488.)

*Dispositions que le nouveau Gouvernement compte prendre en ce qui concerne l'application loyale des accords d'Evian, l'anéantissement de l'O. A. S., le règlement du problème allemand, les rapports avec les autres pays européens et le désarmement, et le retour immédiat au service militaire de dix-huit mois.

(Premier ministre. — M. Jacques Duclos. J. O. Débats du 13 juin 1962, p. 456, 488.)

POLITIQUE FINANCIERE. — Voir : Politique économique.

POLITIQUE SOCIALE. — Voir : Politique économique.

PRESTATIONS FAMILIALES

Au sujet du projet actuellement envisagé de détacher la section d'assurances sociales et de prestations familiales des salariés agricoles, du budget annexe des prestations sociales agricoles pour la rattacher financièrement à la caisse nationale de sécurité sociale.

(Agriculture. — M. Roger Lagrange. J. O. Débats du 19 décembre 1962, p. 1372.)

PRETS. — Voir : Habitations à loyer modéré.

PRIME DE CONSERVATION. — Voir : Céréales.

PRIME DE TRANSPORT

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour étendre à tous les salariés, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne.

(Travail. — M. Camille Vallin. J. O. Débats du 30 mai 1962, p. 399, 400.)

PRIMEURS. — Voir : Producteurs de fruits.

PRISONNIERS. — Voir : Algérie.

PRIX AGRICOLES

Au sujet de la décision du Gouvernement de vouloir maintenir la stabilité des prix, envisagée par rapport aux dispositions de la loi d'orientation agricole qui tend, au contraire, à établir la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques.

(Finances et affaires économiques. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 23 mai 1962, p. 271, 272.)

PRODUCTEURS DE FRUITS

Mesures de sauvegarde et de protection que compte prendre le Gouvernement en faveur des producteurs de fruits et primeurs du Sud-Est.

(Agriculture. — M. Roger Carcassonne. J. O. Débats du 9 mai 1962, p. 174, 175.)

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer aux arboriculteurs et maraîchers un écoulement et une vente rémunératrice de leurs produits à la suite des récents accords de Bruxelles.

(Agriculture. — M. Léon David. J. O. Débats du 9 mai 1962, p. 175, 176.)

* Question orale avec débat.

PRODUITS LAITIERS

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour hâter l'harmonisation des législations sur les produits laitiers et le beurre en particulier à l'intérieur du Marché commun.

(Agriculture. — M. Michel Kauffmann. J. O. Débats du 19 décembre 1962, p. 1368, 1369.)

Q**QUESTIONS ECRITES**

Au sujet du retard apporté à répondre à certaines questions écrites.

(Agriculture. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 6 juin 1962, p. 418.)

R**RAPATRIES**

Raisons pour lesquelles les Français rapatriés du Congo ex-belge n'ont pas reçu l'aide et l'assistance auxquelles ils pouvaient prétendre à la suite de la spoliation complète de leurs biens.

(Finances et affaires économiques. — M. André Armand. J. O. Débats du 18 juillet 1962, p. 946, 947.)

RAPPORT CONSTANT. — Voir : Politique économique.

REBOISEMENT. — Voir : Impôts.

RECOLTE SUCRIERE

Au sujet des engagements pris par le Gouvernement envers les planteurs et fabricants, concernant l'enlèvement de la récolte sucrière de 1962 à la Guadeloupe.

(Ministre d'Etat chargé des départements d'outre-mer. — M. Lucien Bernier. J. O. Débats du 20 juin 1962, p. 519.)

REFERENDUM. — Voir : Constitution.

REGIMES MATRIMONIAUX

Date à laquelle le Gouvernement compte demander l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale du projet de loi relatif à la réforme des régimes matrimoniaux.

(Justice. — M. Emile Hugues. J. O. Débats du 18 juillet 1962, p. 943, 944.)

REGION PARISIENNE

Au sujet de la création de quatre sous-préfectures nouvelles dans le département de Seine-et-Oise.

(Intérieur. — M. Adolphe Chauvin. J. O. Débats du 18 juillet 1962, p. 942, 943.)

RENTIERS VIAGERS. — Voir : Politique économique.

REVISION CONSTITUTIONNELLE. — Voir : Constitution.

S

SALAIRES. — Voir : Politique économique.

SALARIES AGRICOLES. — Voir : Prestations familiales.

SECHERESSE. — Voir : Calamités agricoles.

SECURITE SOCIALE

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour favoriser dans tous les départements la signature de conventions entre la fédération nationale des organismes de sécurité sociale et la confédération des syndicats médicaux, en vue du remboursement aux assurés sociaux des frais médicaux à 80 p. 100.

(Travail. — M. Adolphe Dutoit. J. O. Débats du 30 mai 1962, p. 400, 401.)

**De la nécessité de faire bénéficier de la sécurité sociale les artistes peintres, sculpteurs, graveurs, décorateurs, créateurs professionnels non salariés; et à cet effet de créer la caisse nationale des arts plastiques et graphiques.*

(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — M. Jacques Bordeneuve. J. O. Débats du 4 juillet 1962, p. 650, 654.)

Voir aussi : *Prestations familiales.*

SERVICE MILITAIRE. — Voir : *Politique étrangère.*

SINISTRES BRETONS. — Voir : *Calamités publiques.*

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Au sujet du maintien en activité de la gare de Tintelleries à Boulogne-sur-Mer.

(Travaux publics et transports. — M. Jean Bardol. J. O. Débats du 20 juin 1962, p. 519, 520.)

SOUS-PREFECTURES. — Voir : *Région parisienne.*

SUCRERIES. — Voir : *Betteraves.*

* Question orale avec débat.

T

TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES. — Voir : *Politique économique.*

V**VEHICULES AGRICOLES**

Au sujet des difficultés que rencontrent les agriculteurs pour maintenir en état les installations électriques équipant leurs véhicules agricoles.

(Travaux publics et transports. — M. Marcel Audy. J. O. Débats du 6 juin 1962, p. 420, 421.)

VICTIMES DE LA GUERRE

Raisons pour lesquelles un retard important a été apporté à l'application de la convention franco-belge concernant les victimes civiles de la guerre 1939-1945.

(Anciens combattants. — M. Octave Bajeux. J. O. Débats du 27 juin 1962, p. 592, 593)

VIEILLARDS. — Voir : *Politique économique.*

VIETNAMIENS. — Voir : *Naturalisation.*

SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

de MM. les Sénateurs

auteurs des questions orales ayant reçu une réponse au cours de l'année 1962.

Noms de MM. les Sénateurs.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DÉBATS	
		DATE	PAGES
A			
André ARMENGAUD	Egypte	18- 7-62	945-946
	Rapatriés	18- 7-62	946-947
Marcel AUDY	Véhicules agricoles	6- 6-62	420-421
	Impôts	18- 7-62	947-948
B			
Octave BAJEUX	Victimes de la guerre	27- 6-62	592-593
Jean BARDOL	Société nationale des chemins de fer français...	20- 6-62	519-520
Lucien BERNIER	Récolte sucrière	20- 6-62	519
Edouard BONNEFOUS	*Politique étrangère	13- 6-62	456-488
Jacques BORDENEUVE	*Sécurité sociale	4- 7-62	650-654
Amédée BOUQUEREL	*Politique économique	16- 5-61	199-224
C			
Roger CARCASSONNE	Producteurs de fruits	9- 5-62	174-175
Marie-Hélène CARDOT	Naturalisation	4- 7-62	655
Adolphe CHAUVIN	Région parisienne	18- 7-62	942-943
Bernard CHOCHOY	Enseignement	23- 5-62	275-276
Antoine COURRIERE	*Politique économique	16- 5-62	199-224
	*Constitution	18- 7-62	948-967
Louis COURROY	Enseignement	23- 5-62	276-277
D			
Léon DAVID	Producteurs de fruits	9- 5-62	175-176
René DUBOIS	Internés administratifs	30- 5-62	397-399

* Question orale avec débat.

Noms de MM. les Sénateurs.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DÉBATS	
		DATE	PAGES
Jacques DUCLOS	*Politique économique	16- 5-62	199-224
	*Politique étrangère	13- 6-62	456-488
	Enseignement	20- 6-62	516-519
	*Constitution	18- 7-62	948-967
Charles DURAND	Bénéfices agricoles	23- 5-62	270-271
Emile DURIEUX	Céréales	9- 5-62	176-177
	Betteraves	9- 5-62	177-178
Adolphe DUTOIT	Sécurité sociale	30- 5-62	400-401
	Licenciements	27- 6-62	591-592
E			
Yves ESTEVE	Calamités publiques	30- 5-62	396-397
F			
Jean FICHOUX	*Politique économique	16- 5-62	199-224
G			
Pierre GARET	Habitations à loyer modéré.....	9- 5-62	166-167
	Personnes âgées	23- 5-62	272-273
	Anciens combattants	23- 5-62	277-278
Louis GROS	Français sinistrés	9- 5-62	174
	Impôts	18- 7-62	944-945
Raymond GUYOT	Armée	27- 6-62	589-591
H			
Emile HUGUES	Régimes matrimoniaux	18- 7-62	943-944
K			
Michel KAUFFMANN	*Politique agricole	10- 7-62	798-802
	Produits laitiers	19-12-62	1368-1369
L			
Bernard LAFAY	Algérie	9- 5-62	167-173
Roger LAGRANGE	Prestations familiales	19-12-62	1372
Edouard LE BELLEGOU.....	*Politique étrangère	13- 6-62	456-488
M			
Pierre MARCILHACY	Armée	27- 6-62	588-589
Georges MARIE-ANNE	Armée	23- 5-62	270
François MITTERRAND	*Constitution	18- 7-62	948-967

* Question orale avec débat.

NOMS de MM. les Sénateurs.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DÉBATS	
		DATE	PAGES
N			
Charles NAVEAU	Prix agricoles	23- 5-62	271-272
	Questions écrites	6- 6-62	418
	Abattoirs	6- 6-62	419-420
Jean NAYROU	Enseignement	23- 5-62	274-275
P			
Jean PERIDIER	*Politique étrangère	13- 6-62	456-488
Guy PETIT	*Constitution	18- 7-62	948-967
Auguste PINTON	*Accidents de la route	6- 6-62	421-429
Georges PORTMANN	*Politique étrangère	13- 6-62	456-488
S			
Abel SEMPE	Calamités agricoles	19-12-62	1370-1372
T			
René TINANT	*Politique agricole	10- 7-62	798-802
	Alcools	19-12-62	1369-1370
Ludovic TRON	Euratom	9- 5-62	173
V			
Camille VALLIN	Prime de transport	30- 5-62	399-400
Z			
Modeste Zussy	Forêts	6- 6-62	417-418

* Question orale avec débat.